

À la suite d'une manifestation d'étudiants et de chômeurs

Des émeutes au Mali ont été violemment réprimées

Un régime aux abois

POUR ne pas avoir voulu comprendre que, même en Afrique, un peuple ne se laisse plus aussi aisément que jadis mener à la baguette, le général Moussa Traoré a dû affronter une nouvelle fois, vendredi 22 mars, à Bamako, la colère des siens, notamment celle des plus jeunes. Réponse sans surprise du chef de l'Etat : la force. Et, au bout du compte, la mort d'au moins une vingtaine de personnes. Rarement sur le continent noir, l'homme du côté de Johannesburg, pareille manifestation pour plus de liberté aura été aussi durement réprimée.

Cet emploi de la manière forte trahit l'affaiblissement d'un régime aux abois et de son chef, un militaire sans imagination qui a mal vieilli au pouvoir. On l'a bien vu, l'an dernier, lorsque les autorités de Bamako ont usé en vain des grands moyens pour tenter de réduire dans le nord-est du pays la « dissidence » des nomades touarèges.

Aujourd'hui, à cheud, le chef de l'Etat promet le « dialogue » à ceux qui le contestent et confirme que la question du multipartisme sera inscrite à l'ordre du jour du prochain congrès du parti unique au pouvoir. On voit mal comment celui-ci pourrait ne pas satisfaire les revendications de la rue, d'autant qu'au sein de la classe dirigeante des voix se sont récemment élevées pour que soit enfin opérée une véritable ouverture politique.

Pour renvoyer aux calendes grecques tout infériorisme de son régime, le général Traoré avait coutume de répéter que la démocratie est un « état d'esprit », laissant ainsi entendre que son peuple n'était pas encore prêt à endosser l'habit occidental. Certes, la population de Bamako, et singulièrement sa population scolaire et étudiante, ne résume pas à elle seule la diversité du peuple malien. Mais, comme ailleurs en Afrique, elle est une « minorité » éclairée qui sert d'utile aiguillon pour forcer le pouvoir à sortir de son immobilisme.

A tout le moins, ce que réclament les contestataires, c'est d'abord une plus grande transparence et une plus grande honnêteté dans la gestion des affaires de l'Etat. C'est aussi un respect beaucoup plus scrupuleux des droits de l'homme.

La leçon de La Baule n'a pas encore été entendue à Bamako. Lors du sommet franco-africain, en juin dernier, M. Mitterrand avait clairement invité ses homologues du continent noir à s'engager davantage sur la voie de la démocratie. Le président du Mali fit alors partie de ces « mauvais élèves », notamment avec ses homologues tchadien, togolais et marocain, qui critiquèrent ces recommandations, à leurs yeux malvenues.

Le tragique vendredi de Bamako prouve que les conseils du président français avaient quelque fondement. Alors que le Bénin achève, dimanche, son premier tour présidentiel, son parcours démocratique, et que d'autres pays africains, à sa suite, du Congo au Niger, se lancent dans cette aventure, le Mali ferait aujourd'hui piètre figure si ses dirigeants l'empêchaient de vivre avec son temps.

M0146 - 0325 - 6.00 F



Le calme semblait revenu, samedi 23 mars, dans les rues de Bamako qui avaient été, la veille, le théâtre de violents affrontements entre jeunes émeutiers et forces de l'ordre, celles-ci n'hésitant pas à utiliser des blindés et à tirer à la mitrailleuse sur la foule. Selon un bilan provisoire, au moins une vingtaine de manifestants ont été tués.

Une semaine après les violents affrontements qui ont opposé jeunes manifestants et forces de l'ordre dans les rues de Lomé, au Togo, ce sont les écoliers, les étudiants et les jeunes chômeurs de Bamako qui ont été victimes, vendredi 22 mars, d'une répression brutale, sans précédent dans l'histoire du Mali. Soldats et policiers ont tiré sur la foule, faisant, selon des bilans concordants, entre dix-neuf et vingt-cinq morts, ainsi que plusieurs centaines de blessés. Selon certaines sources, les jeunes manifestants, qui s'étaient rassemblés très tôt dans divers points de la capitale, ont surpris les forces de l'ordre - celles-ci n'attendant apparemment pas de manifestation avant 8 heures du matin.

Les affrontements et les fusillades ont presque aussitôt éclaté. Des émeutiers ont mis le feu au ministère de l'emploi et à une annexe du service des douanes, tandis que d'autres se livraient au pillage ou érigeaient des barricades. De nombreux édifices publics ont été attaqués - notamment les ministères des finances, de la justice, de l'intérieur, de l'hydraulique, des eaux et forêts.

Lire la suite page 5

Alors que l'embargo contre l'Irak est assoupli

M. Saddam Hussein abandonne son titre de chef du gouvernement

Modifications en série à la tête du régime irakien : Radio-Bagdad a annoncé, samedi 23 mars en milieu de journée, que M. Saddam Hussein avait formé un nouveau gouvernement, dont le chef est M. Saadoun Hammedi, musulman chiite membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vice-premier ministre. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussein lui-même. Ce dernier, la veille, avait désigné comme vice-président de la République l'ancien euphratien l'un de ses fidèles, M. Taha Yassine Ramadan. A New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé, en raison des menaces de famine, d'assouplir l'embargo décrété contre l'Irak en prévoyant des dérogations pour faciliter l'entrée dans le pays de produits alimentaires.

Retour au Koweït

KOWEÏT-VILLE

de notre envoyée spéciale

Il est 8 heures du matin dans ce quartier périphérique de la capitale koweïtienne et il fait sombre comme à la tombée de la nuit. Le vent pousse les fumées des puits de pétrole qui continuent de brûler et donnent à la scène un caractère encore plus dramatique.

Depuis 6 h 30, heure prévue pour l'arrivée du premier avion ramenant le deuxième contingent de prisonniers libérés par l'Irak (1 500 personnes), les familles arrivent une par une. Femmes au tchador noir, enfants en bas âge, vieux et jeunes en longue robe grise ou blanche et keffiyeh tournent en rond sur le trottoir pour tromper leur angoisse. La radio n'a donné aucun détail. Militaires au civils, officiers ou soldats ? Nul ne sait, chacun espère.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite et nos informations page 3



Les députés ont adopté le texte sur la solidarité entre les communes

Le projet de loi sur la solidarité financière entre les communes a été adopté, le samedi 23 mars, à l'Assemblée nationale, par 288 voix contre 135. Les socialistes ont voté pour. Les communistes se sont abstenus, ainsi que le plupart des centristes, des députés UDF, et neuf députés RPR, dont M. Chaban-Delmas. A la demande des centristes, le gouvernement a accepté de mettre en place un système de solidarité entre les départements.

Lire page 7 l'article de JEAN-LOUIS SAUX

HEURES LOCALES

■ La nouvelle croisée des Albigeois. ■ La dérangeante « débrouillardise » d'une élite ouvergnaise. ■ Toute la lumière sur les mauvais payeurs. ■ Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique. ■ La montée en puissance des missions locales.

pages 13 à 15

Jours meilleurs en Bulgarie

Le gouvernement de coalition de M. Popov bénéficie d'un état de grâce inespéré

SOFIA

de notre envoyée spéciale

« Cela va mieux, bien sûr. Mais cela pouvait difficilement aller plus mal ! » : à Sofia, si l'heure n'est pas encore à l'optimisme, la population paraît « un peu moins » désespérée qu'en décembre dernier. Une nuance suffisante pour enfin rendre un semblant de sourire à tous ceux qui avaient participé avec enthousiasme à la révolution pacifique qui a mis fin à quarante ans de dictature communiste, et

qui commencent à douter de l'avenir de leur pays.

La Bulgarie pouvait-elle tomber plus bas qu'en décembre ? La capitale, comme la plupart des villes du pays, était privée d'électricité une heure sur deux, les étals de tous les magasins étaient désespérément vides et l'essence drastiquement rationnée. « C'était plus dur que pendant la guerre », n'hésitaient pas à dire ceux qui avaient connu les privations des années 40. La crise politique empêchait le gouvernement « post-

communiste » de M. Andreï Loukanov de prendre la moindre décision. Victorieux aux élections générales de juin 1990, l'ancien Parti communiste, rebaptisé Parti socialiste, ne voulait pas gouverner tout seul, en dépit de sa majorité absolue à la chambre.

Quant à l'opposition, elle refusait de partager la responsabilité d'une politique impopulaire avec les ex-communistes, complices, selon elle, des maux qui accablent le pays.

JOSE-ALAIN FRALON

Lire la suite page 6

Le Monde L'EDUCATION

MARS 1991

ENQUÊTE

QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS ?

Egalement au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS DÉCOUVRENT LA GUERRE
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- JEUNESSE : VIVRE L'AMOUR AU TEMPS DU SIDA

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Un entretien avec M. Charles Fiterman

« Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé » nous déclare l'ancien ministre communiste des transports

M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du Parti communiste, s'était absenté lors de l'adoption par cette instance, le 12 mars, d'un long document relatif à la guerre du Golfe (le Monde du 15 mars). Il s'en explique dans l'entretien qu'il nous a accordé et réitère sa demande d'un congrès extraordinaire destiné à transformer les statuts du PCF.

« Quel bilan faites-vous de la guerre du Golfe, compte tenu des réserves que vous aviez formulées par rapport aux analyses et aux prises de position de la direction de votre parti ?

— Il y a eu d'abord, dans cette crise, un droit à faire respecter : le droit d'un peuple et d'un Etat souverain à disposer d'eux-mêmes, droit qui a été bafnué

par la politique expansionniste, guerrière, inacceptable de Saddam Hussein. Ce premier trait spécifique a marqué fortement et jusqu'au bout toute la crise. Si on en fait abstraction, on ne se souvient pas si peu que ce soit, alors, on est conduit à une appréciation sommaire, schématisée, du rôle de l'ONU et du comportement des différents pays, notamment de celui de l'Union soviétique, et, plus généralement, à lire l'état du monde à travers une grille déformante.

» En second lieu, je suis de ceux qui persistent à penser que, pour faire respecter ce droit, rien n'obligeait à pousser l'action internationale nécessaire jusqu'à la guerre. Il y a eu un dérapage. L'ONU a été déournée de son rôle, dépossédée de son action nécessaire au bénéfice de la coalition dominée par les Etats-Unis. Il n'en reste pas moins - cela ne doit pas être oublié - que l'ONU

a joué un rôle intéressant, nouveau, notamment dans la première phase de la crise. Il faut en tirer des enseignements pour l'avenir.

» Enfin, ce conflit est révélateur des exigences nouvelles de notre époque même si elles s'expriment de façon contradictoire. Il y a des risques graves. Mais dans cette situation d'après-guerre froide, les besoins des individus et des peuples peuvent plus librement s'exprimer, fournir la base de rassemblements nouveaux, allant dans le sens de la construction d'un monde de droit. Ce n'est plus le jeu des deux grandes puissances, tel qu'on l'avait connu dans le passé. J'ai noté, à ce propos, différentes déclarations qui donnaient le sentiment d'une sorte de regret de ce passé.

Propos recueillis par

ALAIN ROLLAT

Lire la suite page 8

DATES

Il y a vingt ans

L'éclatement du Pakistan



Des milliers de réfugiés sur les routes.

Le 27 février dernier, deux femmes se disputaient les suffrages de soixante millions d'électeurs du Bangladesh. Dans ce pays musulman, le fait que des élections se limitent au duel entre deux personnes du sexe dit « faible » était à lui seul un événement. Mais, derrière ce symbole, il fallait aussi voir l'affrontement entre la compagne d'un héros de la lutte de libération du Bangladesh, le général Ziaur Rahman, et la fille du « père de l'indépendance », Sheikh Mujibur Rahman. Et ce, vingt ans, à un mois près, après la déclaration d'indépendance du Bangladesh, le 26 mars 1971.

La « veuve » et l'« orpheline », la bégum Khaleda Zia - qui l'a emporté - et Sheikh Hasina Wajed, ne faisaient que poursuivre - à coup de bulletins de vote - la vieille rivalité entre les deux hommes. En janvier 1972, après une guerre meurtrière, « Mujib » était parvenu au pouvoir, mais fut assassiné en 1975. Le général Zia lui avait succédé, avant de tomber à son tour sous les coups de tueurs en 1981. Zia n'était qu'un obscur major de l'armée pakistanaise; son appel à l'insurrection à la radio le propulsa vers la célébrité, tandis que Mujib, l'homme le plus populaire du Bengale, était le chef charismatique de la ligue Awami.

Tout avait commencé par une de ces journées funestes auxquelles le sort semble avoir abîmé certains pays du tiers-monde, pauvres parmi les pauvres, dans ce qui était alors la partie orientale du Pakistan. Un cyclone tropical suivi d'un raz-de-marée dévastateur, un de ceux qui ravagent à intervalles irréguliers le delta du Gange, s'était abattu en novembre 1970 sur ce pays où la terre gorgée d'eau et l'eau boueuse interrompait sans que l'on sache très bien où commence l'un et où s'arrête l'autre.

Elections confisquées

Des centaines de milliers de paysans, plus d'un million peut-être - le bilan officiel fut de 148 116 victimes, mais on avançait aussi le chiffre de 1,5 à 2,5 millions - avaient été emportés par des vagues gigantesques avec leurs paillotes, leur bétail et leurs récoltes, mais aussi leurs routes, ponts et voies ferrées, les bateaux et même plusieurs îles, rayées de la carte.

Quand les eaux se retirèrent, elles abandonnèrent derrière elles des cadavres par grappes dans les rizières dévastées, une misère encore plus grande dans un pays déjà misérable, la faim, le choléra. Dans des zones sinistrées, seuls 2 % des enfants de moins de deux ans avaient survécu. Avec cet humour douloureux qui fleurit souvent dans les temps de malheur, certains Bengalis disaient : « Cette année, les crevettes seront particulièrement savoureuses ! »

La communauté internationale fut bouleversée par le drame qui se déroulait dans ce « coin perdu d'Asie, hors du temps, utopique, mal connu », comme l'écrivit le jeune Bernard-Henri Lévy, qui y fera l'apprentissage de la célébrité (1). Mais l'aide fut mal distribuée. Tandis que des bordes affamées et en ballons étaient à la recherche de nourriture, mourant d'épuisement le long des routes, l'administration et l'armée, tenues par les Pakistanais de l'Ouest (2), montraient leur incompétence et leur mépris pour les souffrances des Bengalis, transformant leur résignation en colère.

Cette colère trouva vite l'occasion de s'exprimer, et fut exploitée par les politiciens bengalis. Après de longues années sous la férule du général-président Ayub Khan, le Pakistan était en pleine campagne électorale pour le renouvellement du Parlement, le 7 décembre. Le triomphe de la ligue Awami fut presque total : contre l'attente des autorités, elle remporta les trois quarts des sièges à l'est, s'assurant par là-même une courte majorité à l'Assemblée nationale.

Pour la première fois au Pakistan, le pouvoir semblait à la portée des Bengalis, isolés géographiquement et politiquement de la capitale, Islamabad. Jusque-là, pouvoir et richesses avaient été accaparés par les grandes familles et les généraux de l'Ouest. Un grand marchandage s'engagea entre Mujib et Zulfikar Ali Bhutto qui, avec son Parti du peuple (PPP), avait remporté la

victoire à l'Ouest, sous l'œil intéressé du général-président Yahya Khan. Bhutto, qui croyait tenir enfin sa victoire, avait trouvé plus fort que lui chez ce Bengali que l'establishment du Pakistan-Occidental regardait avec hauteur.

Mais les dés étaient pipés. Mujib le réalisa vite. Les dirigeants d'Islamabad n'avaient aucune envie de partager le pouvoir avec la ligue Awami, ni d'accepter un quelconque fédéralisme. Le Pakistan se trouvait plus écartelé que jamais. En janvier, Mujib échappa à une tentative d'attentat. Peu après, Yahya Khan déclarait que le leader bengali pourrait devenir premier ministre, avant d'ajouter « une fois de plus » la réunion du Parlement. Tandis que Bhutto - qui ne refusait pas une crise dont il pensait sortir vainqueur - dénonçait l'éclatement du pays, Mujib posait des conditions draconiennes pour le maintien du Bengale au sein du Pakistan. L'intransigence des deux camps allait précipiter le drame.

Les atterrissements d'Islamabad et l'impossibilité d'obtenir le respect des résultats issus des urnes transformèrent les revendications autonomistes de la ligue Awami en un sentiment indépendantiste, qui fit tache d'huile. Au début de mars, le delta du Bengale avait pratiquement fait sécession. En face, Islamabad ne pouvait compter que sur l'armée, de rares « collaborateurs », les émigrés indiens bharis et les tribus chakmas de la frontière birmane.

« Dacca a brûlé pendant trois jours »

Le 23 mars pourtant, un « accord général » était annoncé. Ce ne fut qu'un faux espoir. Le 26, l'armée, qui avait massivement renforcé ses effectifs à l'est, occupait Dacca et arrêtait Sheikh Mujibur Rahman peu après qu'il eut proclamé à la radio l'indépendance du Pakistan-Oriental. La guerre du Bangladesh avait commencé, la tragédie n'avait pu être évitée.

Les soldats venus de l'Ouest se livrèrent à un véritable massacre dans les rues de Dacca. Mais la politique de terreur voulue par Yahya Khan ne fit que retourner les derniers bégains. Des unités locales de l'armée se mutinèrent, passant avec armes et bagages du côté des Mukti Bahini (résistants). On ne comptait plus les morts, disparus et prisonniers. La population n'était plus épargnée, bien au contraire : les élites semblaient systématiquement visées, pour décapiter la révolte.

Un témoin français raconte qu'« après l'intervention de l'armée à Dacca, toute la

ville a brûlé pendant trois jours ». Les combats les plus durs eurent lieu à l'université, dont « les bâtiments ont été complètement détruits. Mais, dit-il, je n'ai pas pu évaluer le nombre des victimes ». Un autre témoin ajoutait que les insurgés n'avaient pour armes « que des bambous taillés en pointe ». Un étudiant déclarait que « les militaires ont mis le feu aux maisons, et lorsque les gens fuyaient, ils tiraient dessus (...). En me rendant à l'aéroport, j'ai vu des centaines de cadavres décomposés, rassemblés en tas ».

Les ambitions de M^{re} Gandhi

Le général Tikka Khan, le « boucher du Bengale », n'y était pas allé de main morte dans la répression. Huit millions de Bengalis - devenus Bangladeshis depuis l'indépendance - se réfugièrent de l'autre côté de la frontière indienne chez leurs frères bengalis hindous, dont ils s'étaient séparés vingt-quatre ans plus tôt pour incompatibilité religieuse. Cette fuite dramatique émut le monde entier; on parla de « génocide », on vint au secours de ces foules désespérées, ciblés par les bombes, des épidémies et de la famine.

Malraux s'indigna, appelant le Bangladesh à suivre l'exemple du Vietnam et lançant l'idée de nouvelles brigades internationales. Le président Pompidou se contenta de paroles apaisantes : « Vous savez que la France a pour principe de ne se mêler en aucun cas des querelles internes d'un pays, déclara-t-il le 23 septembre. Nous constatons simplement qu'il se produit un certain nombre d'événements au Pakistan-Oriental qui se traduisent par une grande misère pour beaucoup de gens, soit à l'intérieur de ses frontières, soit en Inde, où beaucoup se réfugient (...). Nous sommes prêts à appuyer tous les efforts internationaux qui seront faits (...) pour soulager la misère ».

L'Inde fut débordée par cet afflux imprévu, par ce cyclone humain qui s'abat-tait sur elle et sur ses maigres ressources. Indira Gandhi, alors premier ministre, sut rapidement en tirer profit. New-Delhi n'avait jamais vraiment accepté la partition, et deux guerres avaient déjà opposé les deux Etats. L'occasion était trop bonne pour « casser » une fois pour toutes le rival pakistanais. L'Inde, qui soutenait en sous-main la résistance de la République populaire du Bangladesh, proclamée le 17 avril, signa le 9 août un traité de « paix, d'amitié et de coopération » avec l'URSS. Au Pakistan, soutenu par Washington et Pékin, M^{re} Gandhi opposait l'alliance du Kremlin.

Chaque camp s'était assuré le soutien d'un Super-Grand. Il faut dire aussi que les Etats-Unis de MM. Nixon et Kissinger, comme la Chine de Mao Zedong, avaient un besoin pressant du Pakistan. C'est en effet d'Islamabad que M. Kissinger s'envola secrètement le 9 juillet pour ses premiers contacts avec Mao à Pékin, période à une normalisation sino-américaine qui allait bouleverser l'équilibre mondial. Washington manifestait sa gratitude à Yahya Khan en suspendant ses ventes d'armes à l'Inde et en envoyant son porte-avions nucléaire Enterprise dans le golfe du Bengale au début de la guerre.

La gesticulation entre New-Delhi et Islamabad dura plusieurs mois. L'Inde multipliait les déclarations alarmistes et son armée n'hésitait plus à prêter main-forte aux Mukti Bahini. Il devenait de plus en plus clair qu'Indira Gandhi, derrière ses protestations pacifiques, n'attendait que le moment de frapper, tandis que Yahya Khan s'obstinait à réprimer. Après une tournée dans les capitales occidentales - à Paris, un journal titra « Cette femme veut la paix » - et en dépit d'ultimes efforts des Nations unies pour éviter la guerre, elle lança ses troupes le 4 décembre 1971 dans une offensive généralisée au Bangladesh.

La guerre ne dura pas deux semaines, les Pakistanais, isolés, débordés, ne pouvant faire face au cyclone de fer et de feu indien. Le 17 décembre, Yahya Khan jeta l'éponge, et céda sans gloire le pouvoir à un Bhutto rentré triomphalement de Pékin. Le chef du PPP avait perdu le Pakistan-Oriental, mais il devenait premier ministre. Il le restera six ans, avant d'être renversé par un autre général, Zia Ul Haq, qui l'enverra à la potence.

Mujib sera libéré au début de janvier 1972, pour devenir le président à poigne du nouvel Etat qu'il avait largement contribué à créer. La carte du sous-continent indien était remodelée. Le Bangladesh se rapprochait d'une Inde, qui avait contribué à sa naissance au forceps. Mais il ne faudra que quelques années pour que Dacca recroise sa politique, renouant avec Islamabad, et avec Pékin, pour faire contrepoids au géant régional. L'impact d'un cyclone tropical sur l'avenir d'un pays, voilà qui aurait en son temps fort intéressé Montesquieu.

PATRICE DE BEER

(1) Bernard-Henri Lévy, *Bangladesh, nationalisme dans la révolution*. François Maspéro, Casterman 1973, 53-54.

(2) Lors de la partition des Indes britanniques en 1947, le Pakistan avait été constitué par les régions musulmanes de l'Ouest et de l'Est, séparées par 2 000 kilomètres de territoire indien.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
18, RUE FAUGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 49-50-30-10
Téléc. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
cont. aux c. compt. du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entertainement
M. Jacques Lesourne, écrivain.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71
Téléc. : MONDIPUB 206 136 F
Tél. : 45-54-70-71. Société filiale
du journal Le Monde et du Paris-Midi.

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les abonnements et
index du Monde au (1) 40-65-25-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
Composant 38-15 - Tapes LEMONDE
ou 38-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEM.	AUTRES PAYS tarif normal 7 c. par c. 50
3 mois	400 F	571 F	700 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 560 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne tarif sur
demande.

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous
nos chèques en espèces d'importance
PP Paris 92 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bernard-François
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnauld
Jean-Marie Gaboriau
Robert Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Thomas Ferenzi
Philippe Herremann
Jacques-François Simon

Daniel Vernez
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lacroix (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

RAYMOND
LEVY

en direct sur

animé par
Henri MARQUE

RTL

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA RÉGIE RENAULT

avec André PASSERON
et Eric LE BOUCHER (Le Monde)
Jean-Yves HOLLINGER
et Catherine MANGIN (RTL)

سكزا من الإصل

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La situation en Irak

M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, devient chef du gouvernement

Un nouveau gouvernement a été formé en Irak, dont le chef est M. Saadoun Hammadi, musulman chiite, membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et ancien vice-premier ministre, a annoncé Radio-Bagdad, samedi 23 mars au milieu de la nuit. Le poste de chef du gouvernement était jusque-là détenu par le président Saddam Hussein.

Le président Saddam Hussein a nommé, vendredi soir, vice-président de la République M. Taha Yassine Ramadan, un de ses fidèles qui passe pour être l'un des durs du régime. Agé de cinquante-deux ans, M. Ramadan, un sunnite, est membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance dirigeante en Irak.

Il est également l'un des trois vice-premiers ministres, les deux autres étant M. Tarek Aziz, qui détiendrait en outre le portefeuille des affaires étrangères, et M. Saadoun

Hammadi. Le poste de vice-président, une fonction jusqu'à présent honorifique, était vacant depuis la révolution, il y a plusieurs mois, de M. Taha Mohamed Masrouf, un kurde, qui est resté membre du CCR. Récemment, des dirigeants de l'opposition irakienne avaient affirmé que M. Ramadan avait été tué par les gardes du corps de Saddam Hussein après avoir tenté d'assassiner celui-ci.

M. Ramadan devient ainsi théoriquement le « numéro deux » du régime, à la place de M. Ezat Ibrahim, vice-président du CCR, récemment nommé vice-commandant général de l'armée. C'est lui qui, au cours du sommet arabe tenu le 10 août au Caire, avait lancé son plateau à la figure du prince héritier koweïtien, cheikh Saïd, lorsque les délégations irakiennes et koweïtiennes en étaient venues aux mains.

Le nom du nouveau vice-président de la République avait circulé au cours des dernières semaines dans certains milieux diplomatiques arabes comme un successeur possible de M. Saddam Hussein.

Pour la deuxième fois en trois jours, Washington a mis sa menace à exécution. Deux chasseurs américains F-15 ont abattu, vendredi 22 mars, dans le nord de l'Irak, un chasseur-bombardier SU-22 irakien qui volait, a-t-on indiqué à Washington, en violation de l'accord provisoire de cessez-le-feu. Cet incident s'est produit dans les environs de Kirkouk, où l'armée irakienne se batte à la rébellion kurde.

M. Martin Fitzwater, le porte-parole de la Maison Blanche, a souligné que les chasseurs-bombardiers irakiens, du fait de leur vitesse et de leur rayon d'action, pouvaient représenter un danger pour les forces américaines qui occupent toujours le sud de l'Irak. « C'est pourquoi nous jugeons important de répondre à ces intrusions aériennes le plus rapidement possible », a-t-il dit. « Nous continuerons d'observer tout avion qui décolle, mais je ne pense pas que cela nous implique dans les affaires intérieures de l'Irak de quelque façon que ce soit ».

Interrogé à propos des hélicoptères irakiens, M. Fitzwater a souligné que les alliés, qui ont interdit les vols militaires de ces appareils mais ne les ont pas interdits, entendent garder leurs options ouvertes et laisser planer le doute sur leurs intentions.

Pour sa part, le département d'Etat a indiqué vendredi que l'intensité des combats dans le sud de l'Irak semblait avoir diminué et que le gouvernement transférerait des forces du sud vers le nord, où les rebelles kurdes progressent.

Le porte-parole du département, M. Richard Boucher, a également annoncé qu'un grand nombre de soldats et d'agents de sécurité avaient été déployés à Bagdad pour y maintenir un calme relatif. « Nous croyons que des heures se passent sans incident », a-t-il déclaré sans confirmer toutefois une information de source irakienne selon laquelle le couvre-feu aurait été imposé dans la capitale. Il n'a pas également pu confirmer les déclarations de l'opposition irakienne selon laquelle le gouvernement aurait perdu le contrôle de Kirkouk et de Mossoul. (AFP, AP)

Le Conseil de sécurité de l'ONU assouplit l'embargo

NEW-YORK

de notre correspondant

Le Conseil de sécurité des Nations unies, qui s'est réuni vendredi 22 mars pour examiner le projet de résolution américain sur un cessez-le-feu définitif avec l'Irak (le Monde du 23 mars), a reporté à la semaine prochaine la suite de ses discussions.

Dans le même temps, le Conseil a adopté une décision inspirée par l'urgence de la situation économique en Irak et comportant un assouplissement important de l'embargo appliqué à ce pays. Cette mesure ne lève pas pour autant de façon définitive les sanctions économiques, ce qui n'interviendrait que lors de la signature définitive du cessez-le-feu.

Fournir

l'eau potable

Désormais, sur simple notification au comité des sanctions, les livraisons de nourriture à l'Irak sont autorisées et il sera également possible de livrer à ce pays des produits « civils et humanitaires », (autres que les médicaments qui n'étaient pas concernés par l'embargo) à condition que

ces dernières livraisons ne soulèvent aucune objection de la part du Conseil. Cette réserve permettra au Conseil de continuer à vérifier d'éventuels approvisionnements qui pourraient contribuer à renforcer l'effort de guerre sous couverture d'aide humanitaire.

Dans les faits, Bagdad pourrait recommencer à recevoir par exemple, sous réserve d'une interdiction des membres du Conseil, des engrais pour l'agriculture ou encore des pièces de rechange destinées aux travaux d'irrigation ou d'adduction d'eau. La France a ainsi suggéré l'envoi de matériels destinés à fournir très rapidement à la population l'eau potable dont elle a besoin.

Les membres du Conseil ont admis que la situation du pays, telle qu'elle était présentée dans le rapport établi par M. Martti Ahtisaari, secrétaire général adjoint, à son retour de Bagdad, était suffisamment « proche de l'apocalypse », selon les propos du rapporteur qui parlait également d'un retour à « l'âge pré-industriel en Irak », pour autoriser immédiatement l'envoi de produits et d'articles de première nécessité.

SERGE MARTI

ISRAËL : alors que « la guerre des couteaux » continue

Le gouvernement envisage de nouvelles mesures pour limiter l'entrée des Palestiniens

Six mois après la tuerie sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem, qui avait fait dix-huit morts palestiniens et déclenché ce qu'on a appelé « la guerre des couteaux », les attentats aveugles à l'arme blanche contre des Israéliens n'ont pas cessé. Pour tenter d'enrayer un phénomène qui accroît les tensions, les Israéliens et les haïnes entre les communautés, le gouvernement envisage d'introduire dorénavant aux jeunes Palestiniens de moins de vingt-cinq ans ainsi qu'aux célibataires de travailler dans l'état juif.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Les autorités israéliennes avaient un moment espéré qu'après la guerre du Golfe les agressions irakiennes diminueront. Mais depuis l'écrasante défaite militaire subie par l'Irak, une douzaine de juifs israéliens ont été poignardés et six mortellement atteints.

Mélange de désespoir, de vengeance et de révolte, les jeunes tueurs palestiniens, bien que soutenus et même glorifiés par le mouvement islamique Hamas, ne semblent obéir à aucun ordre. Ce qui rend la situation à la fois plus dangereuse, et plus inquiétante encore, c'est que la plupart de ceux qui ont été arrêtés, n'ayant rien à perdre ou si peu, semblaient avoir accepté de mourir avec leurs victimes.

Interrogés vendredi 22 mars à propos de ces épisodes meurtriers, le premier ministre, M. Yitzhak Shamir, a observé que « le phénomène s'est trop souvent répété ces derniers jours » et il a promis que son gouvernement allait prendre « toutes les mesures nécessaires à la diminution de ces actes dans les cités israéliennes ». Il a cependant insisté l'opinion « à distinguer entre ceux qui viennent parmi nous pour gagner leur vie - ceux-là doivent être accueillis comme des gens désireux de vivre en paix - et les meurtriers qui exploitent leur présence (en Israël) pour tuer ».

La « ligne verte »

rétablie ?

Comment faire, alors que plus de cent mille Palestiniens des territoires occupés viennent quotidiennement travailler en Israël et qu'un climat de méfiance, de crainte et de haine entre les communautés persiste ? C'est la question qui, entre mille autres, oppose farouchement la droite et la gauche israéliennes.

Cette dernière plaide pour une séparation nette entre les deux communautés, ce qui reviendrait - et ceci est cohérent avec la ligne travailliste - à rétablir de facto toute la réalité de la « ligne verte » qui sépare Israël des territoires occupés.

Pour sa part, la droite au pouvoir rejette évidemment une solution qui risquerait d'aboutir tôt ou tard à un retour du pays dans ses frontières d'avant 1967. Pris dans ce dilemme, le gouvernement, qui a plus d'une fois été contraint par la violence des événements à rétablir de fait la sépa-

ration d'avec les territoires, envisage donc non pas d'interdire mais de restreindre un peu plus l'accès des Palestiniens en périphérie israélienne internationalement reconnue.

Parlant du constat que la quasi-totalité des « poignardés » arrêtés sont jeunes et célibataires, le ministre de la police, M. Ronnie Milo, (Likoud) devait donc présenter dimanche 24 mars au conseil des ministres un catalogue de mesures visant à restreindre l'accès en Israël aux Palestiniens appartenant à ce qu'il appelle « des groupes de population à haut risque ». Selon les quotidiens hébreux *Davar* et *Maariv*, il s'agit d'interdire purement et simplement l'entrée en Israël des célibataires et des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Le ministre de la police, réputé favorable, avec bien d'autres, au réta-

blissement de la peine de mort pour les « tueurs aux couteaux », ferait également préparer de nouvelles listes d'indésirables, incluant, selon le *Jerusalem Post*, « les proches de tous ceux qui ont été arrêtés par les forces de sécurité », ainsi que les Palestiniens ayant notamment participé à des manifestations contre le pouvoir israélien.

La police serait également munie d'un plus grand nombre de détecteurs portables de métaux, les barrières de sécurité seraient multipliées sur la fameuse « ligne verte » et des patrouilles opéreraient plus systématiquement des contrôles surprises dans les territoires.

En résumé, comme l'écrivait vendredi le journal *Hadashot*, « la normalisation ayant échoué, c'est bien la « ligne verte » qui revient... »

PATRICE CLAUDE

Des cérémonies à Toulon

Prochain retour d'unités du dispositif « Daguet »

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, présidera, mercredi 27 mars, à Toulon (Var), les cérémonies qui doivent marquer le retour en France des premières unités de l'opération « Daguet » en Arabie saoudite. Ces détachements sont partis au début de la semaine du port de Yambou, en mer Rouge, à bord de navires civils affrétés et de bateaux de la marine nationale.

Ces cérémonies comprennent une revue des troupes suivie d'un défilé auquel participent des éléments de marine, parachutistes, légionnaires, commandos-marine et de l'air, spahis et service de santé et des détachements aériens (avions Jaguar, Mirage 2000 et F1CR, hélicoptères, appareils de transport et de ravitaillement en vol). La plupart des unités qui arrivent à Toulon avaient été envoyées dès le début de l'automne dernier en Arabie saoudite.

Après un accord entre les alliés et le régime de Bagdad

Mille prisonniers devraient être échangés chaque jour

Irakiens et alliés sont parvenus vendredi 22 mars à un compromis sur le rapatriement des prisonniers de guerre (nos dernières éditions). A l'occasion de réunions tenues à Ryad jeudi et vendredi, les deux parties sont convenues que l'échange des prisonniers devrait commencer samedi sur la base de « mille prisonniers par jour de chaque côté », a annoncé un porte-parole du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Selon ce dernier, cet accord touche environ soixante

mille prisonniers irakiens et cinq mille koweïtiens, civils et militaires, toujours détenus en Irak.

L'accord intervenu vendredi est un compromis. Les responsables militaires américains souhaitaient en effet que le rapatriement s'effectue à la cadence de cinq mille hommes par jour. Mais les Irakiens affirmaient ne pouvoir accueillir quotidiennement plus de cinq cents des leurs, par manque de moyens de transport et de carburant.

Les deux parties se sont finalement mises d'accord sur le chiffre de mille. Les échanges se feront par voie de terre, au poste frontière saoudo-irakien proche de la localité d'Arar. Selon le CICR, chaque Irakien sera interrogé « au dernier moment, juste avant le départ » pour savoir s'il désire être rapatrié ou s'il demande à bénéficier du droit d'asile.

Des incertitudes demeurent toutefois sur le nombre de prisonniers koweïtiens, dont 2 200 ont déjà été libérés (lire l'article de

Françoise Chipaux). Les Koweïtiens estiment en effet que le nombre de leurs condamnés déportés dépasse largement le chiffre de cinq mille fourni par Bagdad.

Les Irakiens se sont enfin engagés à mener immédiatement des enquêtes sur le sort des soldats disparus pendant les combats, dont les corps n'ont pas été retrouvés et qui ne figurent pas parmi les prisonniers. (AFP, Reuters)

Retour au Koweït

Suite de la première page

A 10 h 30, les sirènes des voitures de police escortant les trois premiers cars ramènent quelques instants de calme avant que la foule ne se précipite dans une tentative désespérée d'apercevoir un des siens. De chaque côté les regards se cherchent. Une mère soulève son petit garçon à bout de bras avant d'éclater en sanglots. Quelques vieux, le visage ridé, écartent furtivement leurs larmes.

Dans la plus grande pagaille, les soldats ouvrent un chemin aux prisonniers vers la salle décodée des portraits de l'émir, du prince héritier et de posters sur le Koweït enchaîné puis libéré. Le verdict tombe très vite : tous ces arrivants sont des soldats qui étaient détenus à Takrit, la ville natale du président irakien. Aucun civil n'est là. Peine perdue, chacun essaie d'interpellier un de ces hommes, dans l'espoir qu'il ait vu un des siens, ou qu'il sache quelque chose. Des jeunes gens critiquent des noms dans l'attente d'une réponse qui se perd dans le brouhaha. A peine les prisonniers sont-ils entrés dans la salle où les familles ne sont pas admises qu'une bagarre éclate à

l'extérieur. « On veut savoir tout de suite... » On interpelle un jeune soldat en faction devant la porte. Bientôt ce sont des femmes qui hurlent : « On veut des listes, on a le droit de savoir... »

Dans la foule, les représentants de la toute nouvelle Association koweïtienne pour la défense des victimes de la guerre ont bien vu de déconcerter « la mauvaise organisation » de ce retour et, affirme Mubarak Adweni, « le manque de détermination du gouvernement koweïtien face à ce problème ».

Traversée

de l'Irak

« C'est en effet une question hautement sensible qui touche chaque famille, chaque maison, dit-il, nous voulons savoir exactement combien de personnes détiennent l'Irak. Nous voulons des listes, des noms, des dates d'enlèvement, tout ce qui nous permettrait de mieux servir et d'aider les familles. Le gouvernement ne répond pas avec assez de vigueur à cette question et pour obtenir plus vite la libération de ces gens... »

Selon le Croissant-Rouge koweïtien, 14 000 noms de personnes détenues ou disparues ont été jusqu'à maintenant enregistrés, soit le double des chiffres avancés, officiellement 7 000 personnes environ, et dont 2 200 ont été libérées. Dans la salle, les ex-prisonniers enregistrèrent de nouveau leur nom et adresse, et racontèrent leur longue détention.

Soldat de la défense anti-aérienne, Agim Hadham, trente ans, affirme : « Les premiers jours cela a été dur, mais cela s'est amélioré ensuite. La plupart des soldats nous ont traités comme des frères. La nourriture ? Nous avons mangé ce que nous donnons nous à nos animaux. Un bout de pain par jour, et encore, quel pain ! Mais avec l'argent que nous faisons parvenir nos familles, on arrivait à améliorer l'ordinaire. Les soldats irakiens sont très pauvres, alors on leur donnait de l'argent et ils nous apportaient des provisions, des suppléments... »

Quand on lui a appris qu'ils allaient être libérés ? « La veille même de notre libération », raconte Khafif El Tawfi. Ils nous ont dit : « Demain vous serez libres. » Comment cela s'est-il passé concrètement ? « On nous a emmenés en car de Takrit à Arar en Arabie saoudite. Ensuite, ce fut une longue traversée de l'Irak. On n'a vu des troupes ? Nous avons entendu des explosions, spécialement près de Bagdad », dit-il, ajoutant : « Il y a des barrages routiers partout et dans toutes les villes. Les Irakiens

paraissent très nerveux. Il y avait une grande tension. Comme la plupart des prisonniers interrogés, il affirme : « Les Irakiens ne nous ont pas battus, ni maltraités, seulement ils n'ont rien et leurs camps étaient très sales... »

Le sort

des bédouins

Marié, père de huit enfants, Khafif attend de retrouver sa famille qu'il n'a pas encore revue. Pour Mohamed, le problème est différent : ses deux femmes et ses dix enfants sont en Arabie saoudite, et il ne sait pas comment les rejoindre. Sans passeport, sans carte d'identité, il ne peut sortir du Koweït et pourtant c'est la seule chose qu'il veut. Nous le retrouvons à minuit, alors que plusieurs centaines de personnes attendent encore le dernier des neuf avions de l'armée de l'air koweïtienne qui ont fait la liaison Irak-Koweït.

« Vo au ministre de l'Intérieur », lui conseille le représentant du Croissant-Rouge. « J'y suis allé, crie-t-il, mais ils ne veulent pas m'aider. Ils m'ont dit d'attendre les nouveaux passeports, mais nul ne sait quand ils seront faits. » Encore Mohamed, Koweïtien d'origine, est-il chanceux. Son nom figure sûrement sur l'ordinaire du ministère de l'Intérieur, et il pourra récupérer ses papiers. Ce n'est qu'une question de temps.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

CANADA : le débat constitutionnel

Les anglophones préféreraient se séparer du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial

Les Canadiens anglophones préfèrent envisager la séparation du Québec plutôt que de lui accorder un statut spécial, selon les premières conclusions de la commission des services fédéraux et ne font plus confiance à leurs dirigeants politiques. Tel est le constat peu encourageant que la commission sur l'avenir du Canada a dressé à mi-mandat, jeudi 21 mars à Ottawa.

MONTREAL

de notre correspondante

En créant une commission itinérante appelée « Forum des citoyens », quatre mois après l'échec du processus qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, le premier ministre fédéral Brian Mulroney avait voulu tenter de « jeter des ponts » entre la majorité anglophone et la minorité francophone du pays. Or les points de vue semblent toujours aussi irréconciliables. D'un côté, la grande majorité

des anglophones tient plus que tout au principe de l'égalité entre les dix provinces du pays et ne voit pas pourquoi le Québec devrait bénéficier d'un « traitement préférentiel », selon les premières conclusions de la commission, effectuées à mi-mandat et qui confirment ainsi plusieurs récents sondages. D'un autre côté, le gouvernement fédéral du Québec s'apprête à demander au reste du Canada des « changements constitutionnels substantiels », de manière à ce que la province à majorité francophone obtienne une sorte de statut autonome. A défaut de quoi, un référendum pourrait être tenu sur la souveraineté politique du Québec, que le Parti québécois (opposition) ne cesse de prôner.

Politique jugée coûteuse et inutile

Le bilinguisme (anglais-français) des institutions fédérales imposé en 1969 par Ottawa pour tenter de dissuader le Québec de se séparer ne trouve pas davantage grâce aux yeux des Canadiens. « La logique de cette

politique, jugée coûteuse et inutile, échappe à la plupart des personnes » qui se sont exprimées jusqu'à présent, indique le rapport de la commission. Le concept des « deux peuples fondateurs » du Canada, sur lequel s'appuyait cette politique, est considéré par les anglophones « comme un anachronisme » qui empêche de reconnaître « comme il se doit » les droits des autres communautés, en particulier ceux des Amérindiens. Ces derniers, pensent unanimement les Canadiens, ont été « traités injustement », ce qui « a terni la réputation du Canada à l'étranger ». Pour régler tous ces problèmes, les Canadiens hors Québec s'en remettent à leur gouvernement mais disent, pour la plupart, que le système politique n'est plus adéquat et que les dirigeants du pays ne sont pas dignes de confiance. Le président de la commission, M. Keith Spicer, mise sur le rapport, attendu dans les prochains jours, d'une autre commission — celle que le Québec a formée sur son propre avenir constitutionnel — pour relancer, d'ici juin prochain, le débat dans un Canada en plein désarroi.

MARTINE JACOT

CHILI : le débat au sein de l'armée sur les exactions de la dictature

Les carabiniers et l'aviation appuient le président Aylwin

Trois semaines après la publication du rapport de la commission « pour la vérité et la réconciliation » sur les crimes commis par la dictature du général Pinochet, le président de la république, M. Patricio Aylwin, a affirmé, vendredi 22 mars, que tous les coupables de violations des droits de l'homme devaient être « sanctionnés », et que les nombreux militaires et policiers amnistiés en 1978 par le régime du général Pinochet devraient être également jugés. Le rapport a provoqué des réactions diverses parmi les corporations militaires concernées.

SANTIAGO

de notre correspondant

Le commandant en chef de l'aviation, le général Fernando Matthei, a été le premier haut responsable militaire à réagir au rapport des « ages » sur les exactions commises pendant

la dictature du général Pinochet. Tout en s'abstenant de toute critique à l'égard de ses conclusions, il a exprimé son « soutien à l'effort réalisé par le président Aylwin en vue de parvenir à la réconciliation nationale ». Le haut commandement des carabiniers a fait part aussi de sa position dans un communiqué publié vendredi 22 mars.

Contrairement à l'aviation, moins incriminée que les autres armes dans le rapport, les carabiniers ont soutenu les charges des basses besognes sous le régime militaire, et ils doivent répondre aujourd'hui de nombreux crimes. Or leurs commandements expriment eux aussi leur « désir de contribuer à la réconciliation entre les Chiliens » et de « faire les gestes nécessaires » pour y parvenir. Tout en refusant que « l'on préjuge de la responsabilité du personnel », ils disent s'en remettre aux « tribunaux compétents ».

L'armée de terre et la marine, elles, ont pas encore réagi officiellement. Généraux et amiraux ont pris le temps d'étudier le texte volumineux du rapport et de peser leurs déclarations, qui seront communi-

quées prochainement aux autorités et à l'opinion. Feront-elles « un geste en faveur de la réconciliation nationale », comme les y a invités le président ? Rien n'est moins sûr, à en juger par la conférence de presse donnée jeudi par le colonel Labbé, officier de réserve considéré comme le porte-parole officiel du général Pinochet. Le colonel, en effet, s'en est pris vivement aux conclusions de la commission, coupable à ses yeux de ne pas reconnaître que les militaires avaient dû « livrer à partir de 1973 une guerre non conventionnelle contre l'ennemi intérieur ».

GILLES BAUDIN

ÉTATS-UNIS

La police sur la sellette

Une série de bavures policières à Los Angeles et à New-York ont contraint les autorités fédérales à passer au crible les méthodes des forces de l'ordre américaines.

WASHINGTON

correspondance

Depuis longtemps, les feuilletons télévisés entraînant dans la grande public américaine l'image de policiers justes exerçant leur métier avec un détachement professionnel, mais toujours équitables et protecteurs des faibles et des innocents. Mais cette image a été bouleversée par la séquence de vidéos d'un meurtre de Los Angeles (le Monde du 7 mars 1991), projetées à plusieurs reprises sur le petit écran. Des millions d'Américains ont été surpris et choqués par le spectacle d'un automobiliste noir, à terre, les menottes aux mains, frappé plus de cinquante fois avec acharnement à coups de bâton, et brutalement piétiné par plusieurs policiers blancs de Los Angeles, qui trouvaient, semble-t-il, un certain plaisir à distraire une dizaine de leurs camarades qui ne bronchaient pas devant ce passage à tabac d'une exceptionnelle violence. Depuis,

quatre policiers ont été arrêtés pour être traduits en justice, et les autorités fédérales ont ouvert une enquête nationale sur les quelques quinze mille plaintes pour brutalités policières déposées dans tout le pays. Mais ces violences continuent. A New-York, au cours des dernières semaines, cinq policiers sont accusés d'avoir battu puis étranglé en le serrant trop fort à la gorge un homme suspect d'avoir volé une automobile.

Beaucoup de victimes de ces violences policières, en grande majorité des Noirs ou des hispaniques, sont sortis de leur réserve pour raconter en détail les sévices qu'ils avaient subis. Du coup, les grandes organisations de défense des droits des minorités dénoncent le racisme des policiers et demandent avec vigueur le renvoi de M. Gates, chef de la police de Los Angeles.

La Maison Blanche a pris conscience des retombées politiques de l'incident de Los Angeles. La tâche du président Bush, s'efforçant d'obtenir du Congrès une législation anti-crima, invitant les policiers et les juges à une pression plus vigoureuse, s'en trouve compliquée. En outre, ses flancs avec M. Gates sont ébranlés. Le chef de la police a en effet active-

ment participé à la campagne électorale de M. Bush en 1988. Et par une malheureuse coïncidence, deux jours après l'affaire de Los Angeles, le président félicitait M. Gates comme « un des héros de la lutte contre le crime... ».

Déclarations provocantes

Dans ses déclarations ultérieures, le président Bush certes s'est déclaré « indigné », mais il a refusé de condamner son ami politique. « Il a été un chef de police exemplaire (...) et qui a droit à la parole », a-t-il dit. Mais, prudemment, le président a pris ses distances en rappelant à juste titre que l'affaire concernait essentiellement les autorités de Los Angeles.

En fait, M. Gates, qui refuse de démissionner, est bien protégé par un règlement de 1937 prévoyant que ni le maire ni les autorités administratives ne peuvent renvoyer la chef de la police sauf en cas de « mauvaise conduite » ou de « défaillance délictueuse dans l'exercice de ses fonctions ». Ce qui a conduit la maire noir de la ville M. Bradley, qui s'efforçait en vain de modifier ce texte réglementaire, à se déclarer solidaire des organi-

sations demandant le départ de M. Gates.

M. Gates est un homme sévère, sans doute intègre, très rigoureux envers les autres et lui-même mais qui multiplie les déclarations provocantes. Il a un jour qualifié de « paresseux » ses subordonnés hispaniques, traités de « gues » une journaliste de la télévision dont il n'aimait pas les commentaires. En 1982, il fut réprimandé pour avoir suggéré que les Noirs étaient plus menacés de succomber que « des gens normaux » lorsqu'on les maltraitait par une prise à la gorge. A la même époque, il déclarait que l'Union soviétique envoyait en masse en Californie des espions se présentant comme des juifs émigrés... Bien entendu, M. Gates affirme qu'il compte « beaucoup d'amis noirs et juifs... ».

Les enquêteurs fédéraux doivent aussi apprécier les effets négatifs de la représentation inégale des minorités ethniques dans les effectifs policiers de plusieurs grandes villes. Ainsi à Los Angeles, où les non-Blancs représentent 80 % de la population, la proportion des policiers blancs dépasse 61 %. Selon le magazine Newsweek, 82 % des Américains estiment que les groupes ethniques minoritaires

sont victimes des violences de la police.

Certes, les brutalités ne sont pas approuvées mais « expliquées » par les défenseurs de la police qui font valoir que le vague de criminalité, et surtout le surcroît de travail imposé aux policiers par la lutte contre la drogue, créent des réflexes de frustration et de violence. Enfin, un très grand nombre d'Américains, probablement la majorité silencieuse, éprouve une certaine indulgence et peut-être même un sentiment de solidarité envers la police, qui accomplit un travail difficile, arrête les criminels, tout souvent bénéficiaires de la mansuétude des juges et qui, étant donné l'énormité des prisons, sont libérés bien avant l'expiration de leurs peines. Enfin, peu de policiers accusés de brutalités sont condamnés. Sur environ deux mille cinq cents affaires soumises chaque année à enquête, trente-cinq inculpations ont été prononcées en 1990. En 1988, à New-York, des photographies de violences policières étayées cent vingt et une plaintes, mais aboutissant seulement à six inculpations et à aucune condamnation.

HENRI PIERRE

En Floride

Un ancien ministre bolivien condamné pour trafic de cocaïne

L'ancien ministre bolivien de l'Intérieur, le colonel Luis Arce Gomez, cinquante-deux ans, a été condamné, vendredi 22 mars, à treize ans de prison pour avoir introduit de la cocaïne aux États-Unis et organisé sa distribution.

Le colonel Arce Gomez, surnommé le « ministre de la cocaïne », avait été extradité aux États-Unis en décembre 1989. Il a nié les charges retenues contre lui. Il est également accusé de violations des droits de l'homme dans son pays pour avoir contribué à organiser des escadrons de la mort avec l'aide du nazi Klaus Barbie, dit « le boucher de Lyon », extradé en France où il a été condamné à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité. — (AFP.)

EN BRIEF

■ BRÉSIL : tentative d'assassinat du président Collor. — Un chômeur de vingt-deux ans, armé d'un couteau de cuisine, a tenté d'atteindre le président Collor, vendredi 22 mars, au cours du « bain de foule » hebdomadaire à la sortie du palais du gouvernement. Repéré et maîtrisé alors qu'il se trouvait à 2 mètres de M. Fernando Collor, le jeune homme a laissé tomber une lettre qui devait être remise à la presse après sa tentative d'assassinat, si l'on en croit la radio Jornal do Brasil. — (AFP.)

■ VENEZUELA : deux étudiants tués dans des affrontements avec la police. Des affrontements violents ont eu lieu vendredi 22 mars, pour la troisième journée consécutive, entre des manifestants étudiants et des forces de police, à Caracas et dans d'autres villes du Venezuela. Les jours précédents, deux étudiants avaient été tués et trois autres blessés sur les campus universitaires de Trujillo et de Mérida. — (AFP.)

■ SRI-LANKA : l'armée affirme avoir tué trois cents maquisards tamouls. — Un porte-parole militaire sri-lankais a déclaré vendredi 22 mars qu'au moins trois cents maquisards des Tigres libérateurs de l'Éclat Tamoul (LTTE) avaient été tués au cours de quatre jours de violents combats dans le district de Mannar, dans le nord-ouest du pays. Des affrontements sporadiques se poursuivaient vendredi autour de deux camps de l'armée, attaqués par les séparatistes tamouls. — (AFP.)

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

ASIE

INDE : quarante-sept morts au Pendjab

Les militants sikhs multiplient les actions terroristes

NEW-DELHI

de notre correspondant

Alors que le gouvernement indien commençait à parler d'une relative amélioration de la situation au Pendjab, voire à envisager que des élections puissent s'y tenir en même temps que les élections générales prévues pour la fin mai, les militants sikhs ont choisi de refaire parler d'eux avec une extrême violence. Quarante-sept personnes ont été tuées vendredi 22 mars, au cours de plusieurs incidents. L'un d'entre eux était manifestement destiné à prouver que la répression policière était sans effet sur la détermination des « fous du Khalistan » (la patrie mythique des indépendantistes sikhs), qui ont massacré 30 hindous à une douzaine de kilomètres de Chandigarh, la capitale de l'État.

Une dizaine de terroristes ont arrêté un autobus transportant des travailleurs. Prenant place à bord du véhicule, ils ont demandé au chauffeur de se rendre dans un lieu retiré. Après avoir intimé l'ordre à la demi-douzaine de passagers sikhs de rester à bord, ils ont fait descendre les hindous qu'ils ont massacrés avec leurs fusils d'assaut Kalachnikov. Dans le district de Ferozepur, dans l'ouest du Pendjab, deux personnes appartenant à des familles de poli-

ciers ont été tuées par un groupe de terroristes.

La situation au Pendjab, où 3 784 personnes ont été tuées en 1990, s'était légèrement améliorée depuis la nomination, en décembre dernier, d'un nouveau gouverneur, le général O.P. Malhotra. Le premier ministre, M. Chandras Shekhar, avait fait des offres de négociation aux militants sikhs, envisageant même de modifier la Constitution dans le sens d'une plus grande autonomie.

M. Shekhar avait choisi comme interlocuteur et intermédiaire M. Simranjit Singh Mann, un ancien policier et militant, aujourd'hui député. Répété modéré, celui-ci a exhorté les représentants des organisations terroristes les plus dures à négocier avec le gouvernement. Le résultat s'est révélé peu encourageant : à force de vouloir se rendre acceptable par les uns et les autres, M. Mann est rejeté par les militants et, de facto, jugé non représentatif par le gouvernement. Les partis politiques sikhs sont aujourd'hui atomisés en de multiples groupuscules. Et la crise du Pendjab perdure, notamment parce que ni les modérés ni les militants n'ont de chefs capables d'imposer un semblant d'autorité.

LAURENT ZECCHINI

CAMBODGE

Le prince Sihanouk accuse le Vietnam d'intensifier les combats

Le prince Norodom Sihanouk a appelé samedi 23 mars l'Indonésie, la France — coprésidentes de la Conférence de Paris sur le Cambodge —, ainsi que les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à faire pression sur le Vietnam, qu'il a accusé d'être responsable de l'actuelle intensification des hostilités dans son pays. Dans un communiqué publié par son bureau à Pékin, le chef de la résistance khmère leur a demandé de « faire quelque chose » pour amener Hanoi à retirer sans délai toutes ses troupes du Cambodge et à accepter dans son intégralité le plan de paix de l'ONU.

« Il y a au Cambodge une très dangereuse intensification de la guerre due à l'intervention de plus en plus visible et impudente des troupes du Vietnam », a affirmé le prince. Hanoi « lance l'offensive sur l'offensive contre les trois armées de la résistance », s'efforçant « d'empêcher l'écroulement » du régime de Phnom-Penh et souhaite « détruire totalement le processus de paix conçu par les Cinq du Conseil de sécurité et le secrétaire général de l'ONU ». — (AFP.)

JAPON

MM. Bush et Kaifu se rencontreront à Los Angeles le 4 avril

Le président américain et le premier ministre japonais se rencontreront le 4 avril à Los Angeles, a annoncé vendredi 22 mars la Maison Blanche à l'issue de la visite de deux jours à Washington du chef de la diplomatie nipponne, M. Taro Nakayama. Le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que M. Bush comptait discuter de l'après-guerre avec M. Kaifu et le remerciement de la contribution japonaise à l'effort de guerre allié contre l'axe.

Lors de sa visite, M. Nakayama a remis aux autorités américaines environ six milliards de dollars, premier versement sur la somme de près de neuf milliards promise à Washington. Le reliquat devrait être versé le mois prochain ; une partie est, selon M. Nakayama, destinée à la Grande-Bretagne et à la France. Le ministre oïsson a par ailleurs affirmé qu'il était parvenu à mettre fin à la broutille nippo-américaine provoquée par l'attitude de Tokyo dans la crise du Golfe et par le différend commercial entre les deux pays.

D'autre part, le secrétaire général du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir a annoncé vendredi à Tokyo qu'il comptait proposer à M. Gorbatchev, lors de sa

prochaine visite à Moscou, un nouveau plan en deux étapes pour la réduction du Japon des quatre îles Kouriles qu'il revendique. M. Ichiro Ozawa souhaite que l'URSS rende dans un premier temps deux îles, puis les deux autres plus tard. « Notre position reste que nous voulons la restitution des quatre îles. Mais il y a le problème des habitants (soviétiques) des deux îles. Cela prendra du temps pour le régler et pour que ces îles puissent être restituées ».

En échange, M. Ozawa a confirmé que son pays était prêt à aider l'URSS, sans toutefois avancer aucun chiffre. Mais le quotidien Yomiuri, citant des « hauts responsables du Kremlin », a fait état d'une proposition japonaise de vingt-huit milliards de dollars. Cependant, M. Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, a déclaré vendredi que tout accord sur les Kouriles, qui font partie de la Fédération, serait invalidé sans son accord. « Le Japon est un pays qui partage sa frontière avec la Fédération (...) Si l'on signe un accord sur des territoires concernant la Russie, nous considérerons un tel accord comme invalide », a-t-il prévenu. — (AFP, Reuter, AP.)

SOUDAN : entrée en vigueur

Amputation flagellation

Le nouveau code pénal fondé sur la charia, la loi islamique, qui, outre la peine de mort, prévoit l'amputation, la flagellation, la suspension après la chute du dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prévoit trois catégories de crimes et de délits. Les « haddoud » (peines islamiques) concernent l'adultère par lapidation, le meurtre, l'espionnage par l'exécution capitale, le vol par l'amputation de la main droite ou gauche, le vol par l'amputation de la main gauche, le vol par l'amputation de la main droite et la flagellation, le vol à main armée, la rébellion armée contre l'État, l'empoisonnement, le vol à main droite et la flagellation, le vol à main gauche, le vol à main droite et la flagellation.

Le qass (vol) punit l'acte criminel par un acte identique en retour (vol pour vol, vol pour vol). Le qass est l'appellation d'une peine de substitution moins rigoureuse que la flagellation. La flagellation pourra être appliquée aux personnes de plus de seize ans.

Emeutes violentes réprimées

Suite de la page 8.

Les manifestations, suivies par des bandes de casseurs, s'en sont poursuivies à la représentation de BIRD et de la Banque mondiale, quartier de l'hôtel de ville et, à grande partie, du centre industriel commercial qui se trouve à l'ouest de la route de l'aéroport, une station d'essence, supposée appartenir à la famille du régime, dans laquelle une incendie en début de matinée. « Tout le monde est dans la rue et la situation est sous tension », a déclaré un témoin.

L'Association des élèves et étudiants du Mali (AESM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-huit heures, n'imaginait pas que la manifestation de protestation de vendredi, destinée à obtenir une augmentation des bourses et la création d'une commission indépendante pour enquêter sur la mort de plusieurs élèves en janvier et février, tournerait ainsi à la révolte.

Il a fallu attendre 17 heures pour que les manifestations cessent et que les rues soient à nouveau libres de circulation.

Le Mali fait partie des pays à faible revenu du Sahel et du Sahel saharien.

SURFACE : 1 240 000 km².

POPULATION : 8,1 millions.

RELIGIONS : musulmans 94 % de la population, chrétiens 4 %.

HISTOIRE : colonie française sous le nom de Soudan, devenue le Mali après l'indépendance en 1960. Le Mali a été le pays accueilli par les réfugiés des pays arabes.

INSTITUTIONS : depuis 1977, le régime est une république à parti unique. Le président est le chef de l'État.

ÉCONOMIE : l'économie est basée sur l'agriculture et le bétail.

Le Mali fait partie des pays à faible revenu du Sahel et du Sahel saharien.

Le Mali fait partie des pays à faible revenu du Sahel et du Sahel saharien.

AFRIQUE

SOUDAN : entrée en vigueur du code pénal islamique

Amputation, lapidation, flagellation, crucifixion...

Le nouveau code pénal fondé sur la charia, la loi islamique, qui, outre la peine de mort, prévoit l'amputation, la lapidation, la flagellation et la crucifixion, est entré en vigueur au Soudan, vendredi 22 mars, dans les régions à majorité musulmane. Il remplace la législation de 1983, élaborée par le régime du maréchal Gafar El Némery et suspendue après la chute du dictateur, en 1985.

Ce nouveau texte prévoit trois catégories de crimes et de délits. Les *haddoud* (peines islamiques) sanctionnent l'adultère par la lapidation, le meurtre et l'apostasie par l'exécution capitale, la vol par l'amputation de la main droite au niveau du poignet, la consommation d'alcool et la diffamation par la flagellation, le vol à main armée ou la rébellion armée contre l'Etat par l'amputation de la main droite et du pied gauche, suivie de crucifixion.

Le *qassas* (talion) punit l'action criminelle par un acte identique en retour (œil pour œil, dent pour dent). Le *ta'zir* est l'application d'une peine de substitution moins rigoureuse que les *haddoud*. La flagellation ne pourra être appliquée aux personnes de plus de soixante-dix

ans ou de moins de dix-huit ans.

La nouvelle législation interdit toutefois l'entrave dans la vie privée. Contrairement à ce qui se passait précédemment, il ne sera pas permis d'assigner d'un homme et d'une femme se promenant ensemble au public de prouver leur état marital. En outre, selon des informations recueillies dans les milieux spécialisés, les peines prévues par la nouvelle loi ne seront pas appliquées rétroactivement.

L'entrée en vigueur de la charia intervient concurremment avec la mise en place du régime fédéral décidé récemment par le gouvernement militaire soudanais et qui permet aux régions à majorité non musulmane de se doter de leur propre système judiciaire.

Plusieurs centaines de personnes avaient été amputées, entre 1983 et 1985, en vertu des lois islamiques instaurées par le régime du maréchal Némery. Un célèbre cas d'exécution capitale pour apostasie avait également bouleversé l'opinion internationale, en février 1985, celui de l'humainiste Mahmoud Mohamed Taha, le chef des Frères musulmans, également surnommé le Gandhi soudanais. — (AFP.)

ÉTHIOPIE : des dizaines d'Occidentaux quittent le pays

Les rebelles nordistes progressent vers Addis-Abeba

Plusieurs dizaines de ressortissants européens, dont une cinquantaine de Français — épouses d'expatriés et leurs enfants, pour l'essentiel, — ont quitté l'Éthiopie à la fin de semaine dernière (1); d'autres pourraient les suivre au cours des prochains jours, en « avançant » volontairement la date de départ des vacances de Pâques, viennent d'indiquer des sources autorisées à Addis-Abeba. Estimant la situation suffisamment « sérieuse » pour permettre à ceux de leurs ressortissants qui le souhaitent d'évacuer leurs valises, les ambassades européennes, comme celle des États-Unis, n'ont cependant donné aucune consigne formelle d'évacuation.

« La vie quotidienne est calme, tout fonctionne normalement, mais les gens sont très inquiets », confie un habitant de la capitale. « Depuis la chute des provinces du Godjam et de Gondar, la plupart des Éthiopiens se disent que, cette fois-ci, le régime est fini. » L'absence de réaction de l'armée gouvernementale face aux avancées des maquisards nordistes du Tigre et de l'Erythrée, et surtout, la facilité apparente avec laquelle les rebelles tigréens ont pris, la semaine dernière, le contrôle de la province du Godjam (Nord-Ouest), intriguant et angoissant les habitants d'Addis-Abeba.

Les hauts plateaux de la province du Godjam ne constituent pas un des fiefs de l'ethnie amhara, très lar-

gement représentée au sein de l'équipe gouvernementale. Le ralliement d'une partie des Amharas ou, du moins, leur complicité avec les rebelles tigréens, serait de bien mauvaise augure pour le régime du président Mengistu. Aggravant l'inquiétude qui prévaut à Addis-Abeba, la radio des maquisards du Front populaire de libération du Tigre (FPLT) a affirmé, dimanche, que deux divisions gouvernementales, qui avaient tenté une contre-offensive pour reprendre cette province, avaient été « totalement anéanties ».

Mardi 19 mars, la radio rebelle diffusait un nouveau bulletin de victoire : la localité de Mezezo, dans le nord de la province du Choa, serait, depuis le 14 mars, aux mains des maquisards. Or Mezezo est située à moins de 150 kilomètres de la capitale éthiopienne. Vendredi, c'est une ville voisine de Mezezo, Sela-Dingay, qui serait, à son tour, tombée sous le contrôle des guerilleros du Front populaire révolutionnaire et démocratique éthiopien (FPRDE) — qui regroupe quatre mouvements armés, et où dominent les Tigréens du FPLT.

La situation militaire n'est guère plus brillante dans le Nord-Est, autour d'Asseb, le grand port de la mer Rouge, contre lequel les troupes du Front populaire de libération de l'Erythrée ont lancé l'assaut, et autour de Desale, importante localité située à moins de 300 kilomètres d'Addis-Abeba, que l'armée régulière semble avoir bien du mal à défendre.

Brouille avec Israël

Ces difficultés sont d'autant plus préoccupantes pour le pouvoir en place qu'elles ont coïncidé avec une tension soudaine des relations diplomatiques avec Israël. Jérusalem a reproché à Addis-Abeba d'avoir, ces derniers jours, d'accorder des visas de sortie aux Falachas (juifs éthiopiens) désireux d'émigrer en Israël. L'affaire est devenue à ce point sérieuse que le premier ministre israélien, M. Yitzhak Shamir, s'était engagé, dimanche dernier, à intervenir « personnellement » pour régler le litige. Depuis la fin 1989, entre 3 500 à 4 000 juifs éthiopiens auraient réussi à émigrer en Israël. Forte de 12 000, voire 20 000 membres, selon les sources, la communauté falacha constitue un objet de chantage évident entre les deux capitales.

Le président Mengistu, que l'on soupçonne d'avoir marchandé le départ des Falachas contre un soutien militaire d'Israël, se serait-il montré trop gourmand ou trop impatient? Jérusalem avait d'abord tenu l'interruption de la délivrance des visas pour une sorte de panne « technique et temporaire ». Le ministre israélien des affaires étrangères avait même cru bon d'affirmer que ce dossier n'avait « aucun rapport » avec des demandes de livraison d'armes de l'Éthiopie. Quoi qu'il en soit, le résultat est là : des milliers de



Falachas, candidats au départ, se trouvent aujourd'hui bloqués. « Beaucoup ont quitté la province du Gondar pour venir à Addis, et ils ont dû accepter, par écrit, d'abandonner leurs biens », rapporte une source digne de foi. Certains d'entre eux, « qui n'ont pas été reconnus comme juifs », auront donc tout perdu dans leur périple. Après trois semaines d'incertitude, la brouille israélo-éthiopienne — la première, officielle, depuis la reprise des relations diplomatiques en novembre 1989 — vient d'être provisoirement résolue : deux cent vingt Falachas sont arrivés, vendredi, en Israël, et quelque quatre cents autres devraient suivre dans les tout prochains jours.

CATHERINE SIMON

(1) La communauté française en Éthiopie est estimée à environ quatre cents personnes.

Émeutes violemment réprimées au Mali

Suite de la page 4

Les manifestants, suivis par des bandes de casseurs, s'en sont pris également à la représentation de la BIRD et de la Banque mondiale. Le quartier de l'hôtel de ville et une grande partie du centre industriel et commercial ont été mis à sac. Sur la route de l'aéroport, une station d'essence, supposée appartenir à un dignitaire du régime, était également incendiée au début de la nuit. « Tout le monde est dans la rue et la situation est quasi insurrectionnelle », résumait un témoin.

L'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM), qui avait lancé, mercredi, une grève de quarante-huit heures, n'imaginait sans doute pas que la marche de protestation de vendredi, destinée à obtenir une engagement des bourses et la création d'une commission indépendante pour enquêter sur la mort de plusieurs élèves en janvier et février, tournerait ainsi à la tragédie.

Il a fallu attendre 17 heures pour qu'un semblant de circulation puisse reprendre dans les rues, jonchées de pierres et de pneus mal écrasés. Des

patrouilles de police continuaient à quadriller la ville mais le dispositif de sécurité, notamment les blindés, était déployé dans la journée, se faisant de plus en plus discret. Tandis que le calme revenait, l'opposition faisait connaître les premiers bilans des victimes.

État d'urgence dans les villes

Selon le docteur Bokri Treta, membre de l'Alliance pour la démocratie au Mali (ADEMA), dix-huit cadavres ont été amenés à la morgue de l'hôpital Gabriel-Touré et un dix-neuvième dans une clinique de Bamako. D'après un autre opposant, M. Demba Diallo, président de l'Association malienne des droits de l'homme et membre du Comité national d'initiative démocratique (CNID), vingt-cinq corps ont été recensés à la morgue de la capitale.

L'arrivée d'une équipe belge de Médecins sans frontières (MSF) a été annoncée, vendredi soir. Le personnel médical malien semble, en effet, totalement débordé par l'afflux des blessés — trois cents à quatre cents, selon les sources. Certains de ces

blessés, dont les membres inférieurs ont été débranchés par des grenades ou par des balles, ont dû être amputés. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs villes de province, notamment à Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao et Kati, sans que l'on en connaisse l'ampleur.

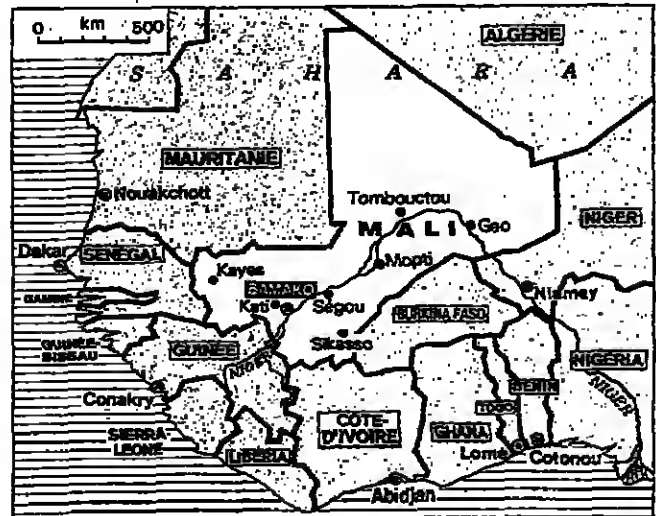
Ce n'est qu'en début de soirée que le chef de l'État, le président Moussa Traoré, dans un message à la nation, a lancé un appel au calme et a affirmé sa « totale disponibilité » à ouvrir le « dialogue et la consultation » pour trouver « des solutions durables à ces différents problèmes ». Tout en confirmant que le prochain congrès de l'Union démocratique du peuple malien (le parti unique au pouvoir), prévu pour le 28 mars à Bamako, devait étudier la mise en place du multipartisme, le président Traoré a dénoncé les violences « que rien ne peut justifier » et a annoncé l'instauration de l'état d'urgence dans les principales villes du pays.

Les syndicats de l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM, centrale unique) ainsi que les militants de l'opposition ont exprimé leur « solidarité » avec les manifestants et ont décidé la création d'une « commission pour renforcer l'unité d'action en vue de l'instauration d'une société démocratique et pluraliste au Mali ». Aucun mot d'ordre de grève ou de manifestation n'a cependant été lancé. — (AFP, AP, Reuters)

8,1 millions d'habitants

Le Mali fait partie des pays riverains du Sahara et du Sahel semi-désertique.
SUPERFICIE : 1 240 000 kilomètres carrés.
POPULATION : 8,1 millions d'habitants, répartis en une vingtaine d'ethnies dont les plus importantes sont les Bambaras, Malinkés, Dogons, Fulas, Songhaïs, Maures et Touaregs.
CAPITALE : Bamako (800 000 habitants).
LANGUE OFFICIELLE : le français.

RELIGIONS : musulmans 94 % de la population, chrétiens 4 % et animistes 2 %.
HISTOIRE : colonie française sous le nom de Soudan, devenue le Mali après l'indépendance de la Fédération formée avec le Sénégal, le pays acquiert son indépendance en 1960. La République est d'abord présidée par Modibo Keita, puis par le général Moussa Traoré, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'État militaire en 1968. INSTITUTIONS : depuis 1979, le général Traoré a instauré un régime « civil » de type présidentiel avec un parti unique, l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), et une assemblée nationale élue.
ÉCONOMIE : Ressources : céréales (riz, mil, sorgho), coton, or.



— PNB/habitant : 230 dollars.
— Dette extérieure : 2,2 milliards de dollars.

FORCES ARMÉES : 7 300 hommes. Gendarmerie : 1 800.

Le Mali est membre de l'OUA, de l'Organisation de la conférence islamique, de la Communauté éco-

nomique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), de la zone franc, du CILSS (Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel), de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). — (AFP.)

Soleil. Embarquement immédiat.

ANTILLES	3 290 F
REUNION	4 590 F
MARRAKECH	2 950 F
TUNIS	1 855 F
CASABLANCA	2 730 F
TEL AVIV	2 990 F

Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris du 15 mars au 28 avril 1991, sauf sur Fort-de-France, Pointe-à-Pitre et Saint-Martin où les tarifs sont valables du 15 mars au 5 avril et du 13 mai au 16 juin sur vol Air France ou Aéro-maritime, et sur Tel Aviv et la Réunion du 13 mai au 16 juin. Des tarifs exceptionnels existent également au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre agence de voyages.

AIR FRANCE

C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : malaise au Parlement

Publication d'une liste de députés ayant collaboré avec l'ancienne police politique

PRAGUE
correspondance

L'Assemblée fédérale a connu, vendredi 22 mars, sa journée la plus dramatique depuis la « révolution de velours ». Dans un climat pesant, le porte-parole de la commission d'enquête parlementaire sur la journée du 17 novembre 1989, M. Petr Tuma, a rendu publique une liste de dix députés qui étaient des agents de la STB, l'ex-police politique communiste. Son rapport et le débat, qui a duré huit heures, ont été retransmis en direct par la radio et la télévision.

Devant une assemblée au complet, M. Tuma a dévoilé les noms des parlementaires fichés comme collaborateurs dans les archives de la STB. Il n'a toutefois pas révélé les noms de sept autres députés qui ont démissionné après avoir reconnu une

« coopération immorale » avec la STB, ni précisé si d'ex-agents s'étaient infiltrés au gouvernement ou à la chancellerie présidentielle.

Les principaux ténors politiques étant absents de la liste, le rapport a provoqué peu de surprises, à l'exception des révélations sur M. Jan Kavan, un ex-député membre du Forum civique et ancien responsable de Palach Press, l'agence de presse de la dissidence tchécoslovaque à Londres, où il se trouvait en exil.

Blême et tendu, M. Kavan a nié avoir été un informateur de la STB en 1969 et 1970 en Grande-Bretagne, où il était président de l'Union des étudiants tchécoslovaques émigrés dans ce pays. Il a, en revanche, reconnu avoir été à cette époque en « contact avec le responsable des affaires scolaires de l'ambassade tchécoslovaque sans savoir s'il était un

agent ». M. Kavan a reçu le soutien de nombreux exilés et dissidents tchécoslovaques pour son rôle de porte-parole à l'étranger de la Charte 77, le mouvement de défense des droits de l'homme fondé par le président Václav Havel. M. Petr Uhl, ancien opposant, actuel directeur de l'agence de presse CTK et député de l'aile gauche du Forum civique, a réclaté « des preuves concrètes » de la collaboration de M. Kavan, qui, à la différence des neuf autres, n'était pas classé dans la rubrique « agents ».

La commission n'a d'ailleurs décidé que la veille au soir, et par six voix contre cinq, qu'il ferait partie de la « chartre », avec deux autres députés du Forum civique (l'économiste Radislav Ziskal et l'ancien Peter Barmak), quatre communistes, les deux principaux dirigeants des autonomistes moraves et l'ex-numéro un du Parti

populaire (droite), M. Josef Bartončík, déjà accusé de collaboration en juin dernier. Tous ont également rejeté les accusations de collaboration avec la STB et annoncé leur intention de faire appel aux tribunaux pour être lavés de tout soupçon.

Certains estiment à Prague que l'affaire Kavan a été provoquée par certains partis - tout l'échiquier parlementaire est représenté dans la commission - afin de ternir l'image de la commission et de la dissidence. Michal Kocáb, chanteur de rock et député du Forum civique, n'a pas caché que « le cas Kavan jette une ombre sur les travaux de la commission, qui a mis côte à côte des noms qui n'auraient jamais dû l'être, sans permettre de définir les vrais agents ».

MARTIN PLICHTA

ALLEMAGNE : contre l'avis de la municipalité de Munich

Un tribunal bavarois autorise la tenue d'un congrès de « révisionnistes »

Le tribunal administratif de Bavière a annulé, vendredi 22 mars, la décision des autorités municipales de Munich interdisant la tenue d'un congrès d'historiens négateurs de l'Holocauste dans la capitale bavaroise.

BONN

de notre correspondant

Organisé à l'initiative du dirigeant néonazi bavarois Ewald Althaus, cette manifestation devait réunir, samedi 23 mars, les principaux porte-parole du courant dit « révisionniste » : le Français Robert Faurisson, le britannique David Irving, l'Allemand Ernst Zündel et l'Américain Fred Leu-

chter. Dans l'esprit des organisateurs, cette rencontre internationale était destinée à donner le plus large écho au dernier en date des écrits pseudo-scientifiques visant à nier la réalité des chambres à gaz. Il s'agit du rapport de l'ingénieur américain Fred Leuchter, publié en 1988 aux États-Unis, qui s'attache à démontrer que l'extermination massive des juifs dans les camps nazis était impossible pour des raisons « techniques ». Ewald Althaus et ses amis, actifs au sein d'un Office de formation de la jeunesse allemande, avaient retenu à la fin de l'année dernière une salle du Deutsches Museum de Munich d'une capacité de 2400 places pour y organiser un « show multimédia à la gloire du combat pour la liberté de parole ». Abusée par cet intitulé, la direction du musée avait donné son aval pour la location, d'autant plus facilement qu'elle avait été payée d'avance.

« Aveuglement politique et moral »

Informés au début de cette semaine de la nature réelle de la manifestation, les responsables du Deutsches Museum annulant le contrat de location pour « tromperie ». La mairie de Munich, compétente pour autoriser les manifestations publiques, interdisait de son côté le congrès. Les organisateurs avaient porté les deux affaires devant le tribunal administratif de Bavière réunis en procédure d'urgence. Celui-ci a donné raison au musée, mais annulé l'interdiction municipale. Les organisateurs ont annoncé jeudi soir leur intention de tenir leur réunion dans une autre salle, sans toutefois en révéler l'adresse pour éviter la tenue de manifestations hostiles, annoncées par un Forum antifasciste de Munich.

Le ministre bavarois de l'Intérieur, M. Edmund Stoiber (CSU) s'est déclaré « extrêmement déçu » que le tribunal administratif n'ait pas vu « le danger extrême d'une réunion de « révisionnistes ». Une loi, votée en 1987 par le Bundestag et connue sous le nom de « loi du mensonge d'Auschwitz » prévoit des poursuites contre les personnes qui diffuseraient la mémoire des victimes des nazis.

Le président du Conseil central des juifs d'Allemagne, M. Heinz Galinski, a également critiqué très vivement la décision du tribunal bavarois qu'il accuse de « total aveuglement politique et moral ».

LUC ROSENZWEIG

URSS : devant des ouvriers à Leningrad

M. Eltsine relance l'offensive contre M. Gorbatchev

A une semaine d'une réunion, cruciale pour lui, du Congrès des députés du peuple de Russie, le président russe, M. Boris Eltsine, a demandé aux ouvriers de Leningrad de le soutenir dans la partie qui l'oppose au numéro un soviétique, M. Mikhail Gorbatchev.

Prenant la parole dans une salle de l'usine de tracteurs Kirov, M. Eltsine, dont l'intervention a été retransmise par la télévision de Leningrad, a réaffirmé qu'il ne pouvait y avoir de compromis entre M. Gorbatchev et lui-même. Ses dernières rencontres avec le président soviétique, a-t-il dit, l'ont

convaincu que M. Gorbatchev n'avait aucunement l'intention de se montrer conciliant avec la Fédération de Russie. « C'est pourquoi je prends mes distances avec la politique du président, et c'est pourquoi votre soutien est très important pour moi », a-t-il poursuivi.

M. Eltsine s'est fait ovationner lorsqu'il a rappelé que « les mineurs en grève exigent la démission du président Gorbatchev ». Il a rappelé que les dirigeants de Russie avaient demandé au premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, de recevoir d'urgence des représentants des mineurs. Mais, a ajouté M. Eltsine, « Pavlov fait encore des caprices ». Le président de Russie a encore accusé la direction soviétique d'avoir « ruiné le pays pendant six ans ».

Les ouvriers de l'usine Kirov se sont engagés à se mettre en grève si M. Eltsine était renversé par les conservateurs, lors de la réunion du Congrès des députés de Russie le 28 mars.

Par ailleurs, alors que la grève des mineurs se poursuit dans d'autres bassins houillers d'URSS, les mineurs de Karaganda, au Kazakhstan, ont décidé de suspendre leur mouvement pendant trois mois à la suite d'une rencontre avec le président kazakh, M. Nursultan Nazarbaïev, nait indigne vendredi les Irénistes. De leur côté, les mineurs des gisements d'or de Sibirie n'ont repris le travail après deux jours de grève, selon l'agence Tass. (Reuters, AFP).

SUISSE : personnalité contestée

Le député Jean Ziegler pourra être traduit en justice pour ses écrits

BERNE

de notre correspondant

M. Jean Ziegler, député de Genève au Parlement helvétique et professeur de sociologie, pourra être traduit en justice en Suisse pour des attaques qu'il a proférées dans ses écrits contre diverses personnalités. Ainsi, en a-t-il décidé, vendredi 22 mars, le Conseil national (chambre basse), en refusant, par 97 voix contre 72, d'étendre son immunité parlementaire à ses ouvrages.

C'est à la suite d'une plainte en diffamation déposée par un homme d'affaires genevois, M. Nessim Gao, que les chambres

fédérales ont été amenées à se prononcer sur l'ouverture éventuelle de poursuites judiciaires contre le conseiller socialiste. Dans une lettre parue en 1989, puis à la télévision romande, M. Ziegler avait traité M. Gao à la fois de « spéculateur immobilier » et de « trafiquant de pétrole et de coton africain ». Entendu par une commission parlementaire, le député genevois avait répété qu'il maintenait ses affirmations. Même si le Conseil national n'a pas directement pris position sur le principe de l'immunité, sa décision équivaut pratiquement à sa levée, ce qui ne s'était plus produit depuis 1939 en Suisse.

Selon M. Ziegler, cette décision est « un acte de vengeance » de ses adversaires contre son dernier livre *Le Suisse, terre plus blanche*. Cet ouvrage polémique sur le blanchiment de l'argent sale et l'affaire Kopp, a déjà valu à son auteur et à son éditeur, Le Seuil, plusieurs procès en France et en Allemagne. Personnalité contestée jusque dans les rangs de son propre parti, M. Ziegler a été comparé à M. Jean-Marie Le Pen par un de ses collègues du Parti libéral, qui lui reprochait des propos « aux relents d'antisémitisme » et ses amitiés avec certains dirigeants arabes.

J.-C. B.

Jours meilleurs en Bulgarie

Suite de la première page

En janvier, des manifestations, des grèves de plus en plus violentes emportent finalement le gouvernement de M. Loukatchev qui cède la place à un juriste sans étiquette politique, M. Dimitar Popov. Celui-ci forme, enfin, un gouvernement de coalition et l'ensemble des forces politiques et syndicales décrètent une « paix civique » de deux cents jours : pas de manifestation, pas de grève...

Réforme agraire

Né il y a soixante-trois ans à Koula, une petite ville proche de la frontière yougoslave, dans une famille d'ecclésiastiques et d'intellectuels, M. Dimitar Popov n'a pas tardé à prouver qu'il voulait utiliser à plein cet état de grâce inespéré. Ce juge, à la réputation de sévérité bien établie, tranche, par son discours, ou plutôt par son absence de discours, sur l'ensemble d'une classe politique bulgare tellement à l'aise dans les discussions byzantines.

S'il n'appartient à aucun parti, M. Popov se défend d'être apolitique et estime « conséquentes » ses convictions démocratiques. Traduire : il n'a aucune affinité, et d'aucune sorte, avec le communisme. Orateur sans panache, le nouveau premier ministre - qui affirme n'avoir « pris encore aucune décision quant à son avenir politique » - s'il continue sur sa lancée, pourra se prévaloir, lors des prochaines élections générales, sans doute à l'automne, d'un bilan plus que satisfaisant. Les partis d'opposition, au vu de sondages qui les assurent aujourd'hui d'une confortable avance sur les anciens communistes, souhaitent que cette consultation ait lieu dès le printemps. Rompant l'engagement de ne pas manifester, près de cinquante mille personnes sont descendues dans les rues de Sofia, dimanche 17 mars, pour exiger l'organisation d'élections en juin.

La décision de libérer les prix, le 1^{er} février, a tout d'abord provoqué un électrochoc. La viande coûte aujourd'hui huit à dix fois plus cher qu'il y a deux mois : quarante-cinq levass le kilo, alors que le salaire moyen s'établit autour de trois cents levass. Le prix de la charcuterie a été multiplié par dix, celui du pain par neuf. Conséquence de ces augmentations : les marchandises, stockées

tant par les paysans que par les intermédiaires, ont de nouveau fait leur apparition sur les étals des magasins. « Avant, les produits ne coûtaient pas cher, mais il n'y en avait pas. Aujourd'hui il y en a, mais on ne peut pas les acheter », ironise une étudiante de Sofia.

Comme si, difficilement, échaotiquement, les Bulgares commencent à prendre des habitudes de « vrais » consommateurs. Ils apprennent à comparer, à regarder, à acheter en petites quantités au lieu de se précipiter sur la moindre marchandise offerte. Comme si, aussi difficilement et aussi chaotiquement, un semblant de marché se metait en

léthargie. Le gouvernement a aussi promis que dans les prochaines semaines, le Parlement adoptera un nouveau code de commerce et une loi sur les investissements étrangers.

L'étranger qui débarque aujourd'hui à Sofia sera aussi surpris par l'absence de marché noir sur les devises. Certes, il y aura toujours un changeur de monnaie pour vous proposer un taux avantageux, certes le dollar reste encore le dénominateur pour se procurer certains services mais plus personne n'est accosté dans la rue par les dizaines de « changeurs » clandestins. Pour la bonne raison que le gouvernement, sur les conseils des autorités monétaires internationales, a décidé de faire coïncider, comme cela se passe en Hongrie par exemple, le taux officiel du leva avec celui du marché noir.

On a ainsi assisté début février à une scène qui aurait paru incroyable quelques mois plus tôt : de nombreux Bulgares se sont précipités à

l'absence de Bourse des valeurs - mais des contacts ont été pris avec des banques étrangères pour y remédier - et des locaux trop exigus pour accueillir les centaines de clients qui se pressent tous les jours dans les escaliers de l'immeuble.

Autre « heureux » : ce commerçant habile qui remplit en Grèce des cautions-citernes avec de l'essence et revend celle-ci, au prix fort et en devises, aux Sofistes pressés, et riches, qui sont les de passer des heures et des heures à faire la queue devant les stations-service. Les autorités bulgares tentent de lutter contre le marché noir. Dimanche 17 mars, la police est intervenue dans des foyers de travailleurs immigrés de Sofia, accusés d'abriter des centres de trafic illégal de marchandises pratiqué par des ouvriers vietnamiens dont les contrats ont expiré et qui attendent d'être rapatriés vers le Vietnam.

La force de la nomenklatura

« Des malins, il y en a beaucoup, il y en a même de plus en plus. Surtout, parmi les anciens membres de la nomenklatura qui profitent de leur contact avec l'étranger, et de la fortune qu'ils ont amassée pour réaliser des affaires juteuses. En revanche, on ne voit toujours pas apparaître, ou alors si peu, de véritables producteurs, des personnes qui veulent créer des entreprises », estime, à juste titre, un expert occidental.

Comme si dans leur découverte de l'économie libérale, les Bulgares, à l'image d'ailleurs des citoyens de la plupart des anciennes démocraties populaires, avaient totalement négligé ce qui constitue, jusqu'à preuve du contraire, le moteur de cette économie : la production. Et c'est précisément lorsque les autorités s'attaqueront à ce dossier que la Bulgarie risque de connaître les soubresauts les plus violents.

Lorsqu'il s'agira de faire des coupes sombres dans des administrations pléthoriques, de licencier des dizaines de milliers de travailleurs en surcroît dans des entreprises obsolescentes et inopérantes, alors, la résistance des anciennes structures communistes donnera toute sa mesure. Il suffit de voir un ministre obligé de constituer lui-même ses dossiers, compte tenu du peu de confiance qu'il a dans son administration, pour se rendre compte de la force de cette nomenklatura, décidément indéfectible.

JOSE ALAIN FRALON



place. Les prix de la viande, nettement trop prohibitifs, n'étaient-ils pas, aux dernières nouvelles, en train de baisser à Sofia ? Il faut dire que le strict contrôle des salaires - pour chaque leva d'augmentation à ses employés, l'employeur doit verser un leva à l'Etat - oblige les Bulgares à faire des prodiges d'économie pour se procurer le strict nécessaire. Mais la conclusion reste unanime : « Cela va mieux ».

La première banque privée

Autre motif d'espoir : l'adoption fin février d'une loi agraire (le Monde du 27 février) qui devrait permettre aux anciens propriétaires de récupérer leurs terres et, partant, de sortir l'agriculture bulgare de sa

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le projet sur la solidarité financière entre les communes a été adopté par les députés

Grâce à l'abstention conjuguée du groupe communiste et de la majorité des députés UDF et UDC, le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, qui devrait permettre un début de redistribution des aides de l'Etat entre les communes riches et les communes les plus défavorisées, a été adopté, en première

lecture, à l'Assemblée nationale, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 mars, par 288 voix contre 135.

Plusieurs députés RPR, parmi lesquels MM. Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, Philippe Séguin, maire d'Épinal, Patrick Balkany, maire de Levallois-Perret, Patrick Devedjian, maire d'Antony, et Nico-

las Sarkozy, maire de Neuilly-sur-Seine, ont dérogé à la consigne de vote « contre » donnée par leur groupe, alors même que certaines de ces villes seront désormais soumise au devoir de solidarité instauré par le projet du ministre d'État chargé de la ville, M. Michel Delebarre.

Une fois encore, les députés socialistes ont préféré vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Déjà réduit, la veille au soir, à moins de dix « permanents », le groupe socialiste, le plus nombreux de l'Assemblée nationale avec deux cent soixante-quinze titulaires et apparentés, a surtout brillé par son absence, vendredi 22 mars, lors de la dernière partie de la discussion du projet de loi consacré à la réforme de la dotation globale de fonctionnement (le Monde du 23 mars). « C'est un phénomène original : tout s'est dégradé à partir du moment où l'UDC a annoncé sa décision de s'abstenir », constatait le président du groupe, M. Jean Auroux, dans l'après-midi. « J'ai beau les appeler au téléphone, ils ne répondent qu'ils sont plus utiles dans leur circonscription, ajoutait-il. Il est vrai que nous avons eu deux textes, cette semaine : l'un sur la paix, l'autre sur la solidarité. Il y a longtemps que nos députés n'étaient pas à pareille fête. Ils sont donc partis sur les estrades pour vanter les mérites de la loi... »

En butte, au même moment, à une opposition tenace, conduite par un quartet de députés RPR, MM. Pierre Mazeaud, Robert Pandraud, Jean Tiberi et Jacques Toubon, le ministre d'État chargé de la ville semblait, lui, prendre cette mauvaise plaisanterie sur son ton moins badin. « Disons que, moralement, je me sens considérablement soutenu », disait-il. De 9 heures, vendredi, jus-

qu'à 2 heures, dans la nuit de samedi, le ministre de la ville a dû, en effet, batailler seul, en compagnie des deux rapporteurs socialistes (nord-rhénans) du projet de loi, pour répondre, minute après minute, aux quelques cent quarante amendements qu'il restait à examiner après, déjà, deux journées de débats. Il a pu, du même coup, qu'autoriser un vote bloqué, un bref moment, un peu avant midi, sur une partie du texte, puis dans la nuit, lors du vote final.

Habitué des longues courses en montagne et libéré, par ses élocuteurs, des obligations d'actualité qu'impliquait l'exercice d'un mandat de député, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) lançait encore, dans la soirée de vendredi : « Je me battrais, je suis capable de tenir jusqu'à dimanche ! » « Je suis même persuadé que vous pouvez tenir quinze jours », répliquait le ministre, d'un ton courtois, mais un peu las. Par chance pour lui, tandis que la garde rapprochée du maire de Paris continuait à batailler contre un projet qui, en effet, pénalise la capitale, mais au profit des villes de banlieue ou de province, M. Delebarre a tout de même reçu le renfort du président du groupe UDF, M. Charles Millon, qui, après son collègue de l'UDC, a annoncé une « abstention vigilante ».

Mais, surtout, pour parachever sa tentative d'isolement du RPR, le ministre d'État a accueilli sans hésitation un amendement présenté par

M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire). Dans un article additionnel au projet de loi, le secrétaire général du CDS a proposé d'instaurer un nouveau mécanisme de solidarité financière, appliqué cette fois aux départements. Parmi les bénéficiaires de ce dispositif, figureraient, outre le département de la Haute-Loire, vingt-quatre départements, dont la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, mais aussi la Nièvre et la Corrèze. « Je constate que Paris paierait pour la Corrèze », ironise le rapporteur de la commission des lois, M. René Dosière (RPR, Aisne).

En effet, parmi les quatorze départements concernés, comme les plus riches, on relève ceux des Alpes-Maritimes, des Hauts-de-Seine, de l'Ille-et-Vilaine, de la Haute-Savoie, des Yvelines, du Rhône, de Haute-Savoie, des Yve-

lines et de Paris. « Mais alors, on est pénalisé une troisième fois ! », s'exclame M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, en se tournant vers le porte-parole du groupe centriste.

Celui-ci, M. Jean-Jacques Hystes (UDC, Seine-et-Marne), donnait alors dans un discours la vraie mesure de cette tentative, somme toute modeste, de redistribution des ressources entre les collectivités locales : « Certains départements en sont au seuil de pauvreté. Pour ceux qui sont mis à contribution, le manque à gagner ne représentera jamais que le montant de leur budget de communication. » Tout était dit. La solidarité des pauvres, des petits et des sans-grade de l'opposition pouvait jouer contre la force parisienne.

JEAN-LOUIS SAUX

Les principales modifications

Sur proposition de M. Jacques Barrot (UDC, Haute-Loire), un mécanisme de solidarité financière est institué entre les départements. L'effort de solidarité serait supporté par quatorze départements : Ain, Alpes-Maritimes, Doubs, Drôme, Isère, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Rhône, Savoie, Haute-Savoie, Yvelines, Essonne, Haute-de-Seine, Paris, Le prélevement opéré est estimé à 150 millions de francs en 1992 et à 300 millions de francs environ en 1993.

Il serait réparti entre vingt-cinq départements : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Corrèze, Corse-du-Sud, Haute-Corse, Creuse, Dordogne, Gers, Indre, Landes, Haute-Loire, Lot, Lozère, Haute-Marne, Meuse, Nièvre, Haute-Saône, la Réunion, Guyane, Martinique, Guadeloupe.

Le gouvernement a accepté de présenter un rapport au Parlement, avant le 15 octobre prochain, sur les conséquences qu'aurait l'intégration des bénéficiaires de l'allocation logement ou de l'aide personnalisée au logement dans le calcul de la nouvelle dotation de solidarité urbaine, instituée par le projet de loi. Ce dernier, à l'origine, ne retenait comme base de calcul que le nombre de HLM, et non l'ensemble des logements ayant une vocation sociale.

En cas de fermeture d'entreprises et donc de diminution sensible des ressources perçues par les communes au titre de la taxe professionnelle, il sera versé à l'application du prélevement prévu pour le fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France.

Pour les communes appartenant à un groupement de communes

à fiscalité propre, il sera tenu compte de la double fiscalité.

En raison du report de la session extraordinaire du Parlement, le prélevement qui devait être opéré sur les ressources fiscales des communes les plus riches de la région Ile-de-France n'aura pas lieu en 1991. Une enveloppe de prêts de 300 millions de francs (au lieu de 500 millions en régime normal) sera cependant mise, dès cette année, à la disposition des communes bénéficiaires du fonds de solidarité de l'Ile-de-France par le groupe de la Cause des dépôts et consignations.

Le Sénat s'oppose à une refonte des listes électorales en Corse

Le Sénat a adopté, vendredi 22 mars, par 229 voix contre 86 (1), le projet de loi réformant le statut de la Corse, après l'avoir profondément modifié. Une commission mixte paritaire députés-sénateurs devrait se réunir mardi 28 mars. En cas de désaccord, le texte reviendra devant les deux assemblées au début de la session ordinaire de printemps qui commencera le 2 avril.

M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, indiquait en début de semaine, que les sénateurs lui semblaient avoir tout « préoccupé par la refonte des listes électorales » prévue par le projet. Les propos virulents enregistrés dans l'hémicycle à l'occasion de l'article prévoyant cette refonte lui ont donné raison.

Les représentants corses, MM. François Giacobbi (Rassemblement démocratique et indépendant, Haute-Corse) et Charles Ornano (non-inscrit, Corse-du-Sud), ont tonné contre la « suspicion » que cette disposition « injurieuse » et « humiliante » faisait peser sur les élus de l'île. M. Jacques Larché (RPR, et ind., Seine-et-Marne), rapporteur de la commission des lois, a soupçonné M. Pierre Joxe d'avoir promis cette refonte aux nationalistes, ce qu'a vigoureusement contesté M. Marchand. « Il s'agit de lever un malaise »,

a assuré le ministre de l'Intérieur. « Certaines listes, en Corse, sont gonflées artificiellement ; je pèse mes mots : c'est soixante et onze électeurs pour une commune qui ne compte que quatre-vingt-douze habitants, ça frappe ! », a ajouté le ministre de l'Intérieur. La majorité sénatoriale, après avoir supprimé deux dispositions essentielles du projet de loi, la référence au « peuple corse » et le conseil exécutif, a également fait disparaître l'article incriminé.

An bout du compte, M. Marchand a pris acte de « la logique d'immobilisme » du Sénat, hostile à tout statut particulier, à laquelle il a opposé celle « de progrès » du gouvernement. Après avoir fait part de son « amertume » devant « l'intransigeance » du ministre, M. Larché a pronostiqué un échec de la commission mixte paritaire députés-sénateurs, qui devrait se réunir mardi 28 mars.

GILLES PARIS

(1) Le RPR, les Républicains et indépendants, le Rassemblement démocratique et européen, la majorité du groupe centriste et les non-inscrits ont voté pour. Les groupes communiste (excepté M. Henri Bangou, apparenté, sénateur de la Guadeloupe) et socialiste, ainsi que cinq sénateurs centristes, MM. André Dilligent, Henri Gotschy, Jacques Collier, Louis Jung et Bernard Pellarm, ont voté contre. M. Jean-Marie Girault (RPR, et ind.) s'est abstenu. M. Etienne Dailly (Rassemblement démocratique et européen) qui présidait la séance, MM. Paul Grassano (RPR) Alain Poirer et Pierre Schiatti (Union cent.) n'ont pas pris part au vote.

(Publicité)

Le mouvement de solidarité « Les Braves Gens »
5, rue des Ecoiffes, 75004 Paris.
Tél. : 48-87-98-48

serait reconnaissant à tous ceux qui pourraient lui aider par leurs dons : espèces, vêtements, petits cadeaux. Cette association souhaite que ses jours de golfers du 9 au 12 avril aient un éclat particulier. Ce sera son 40^e anniversaire. 510 personnes âgées y sont invitées. CCP 842762 B centre Paris ou chèque bancaire.

L'analyse du scrutin

Voici le détail du scrutin sur le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, sur 572 votants et 423 suffrages exprimés :

288 députés ont voté pour : 279 socialistes (sur 275) : 1 UDF : M. André Roéal ; 3 UDC : MM. Georges Chavane, Edmond Gerrat et François Rochebiot ; 9 non-inscrits (sur 20) : MM. Jean Charbonnel, Jean-Michel Dubernard, Serge Franchile, Alexandre Léontieff, Michel Noir, Alexis Pota, Bernard Tapie, Emile Vernaudon, Aloysie Warhouer.

135 députés ont voté contre : 116 RPR (sur 127) : 13 UDF (sur 90) : MM. Roland Blum, Jacques Dominati, Hubert Felco, Gilbert Gantier, Claude Gignol, Alain Grotteray, Denis Jacquet, Alain Meyoud, Pierre Merli, M^{lle} Louise Moras, MM. Ladislas Polakowski, Rudy Salles et Philippe de Villiers ; 2 UDC (sur 39) : MM. Bernard

Bossion et Adrien Zeller ; 6 non-inscrits (sur 20) : MM. Léon Bertrand, Augustin Legros, Christian Spiller, M^{lle} Marie-France Strohbois et M. André Thien Ah Koon.

149 députés se sont abstenus : 76 UDF (sur 90) : 33 UDC (sur 39) : 9 RPR (sur 127) : MM. René André, Gautier Audinot, Patrick Balkany, Jacques Chaban-Delmas, Patrick Devedjian, François Fillon, Etienne Pinte, Nicolas Sarkozy, Philippe Séguin ; 28 PC (sur 28) : 6 non-inscrits (sur 20) : MM. Jean-Marie Deltat, Elie Hocra, Jacques Housain, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, Jean Royer, Maurice Serghier.

5 députés n'ont pas pris part au vote : 3 RPR : MM. Christian Cabal, Edouard Frédéric-Dupont, Alain Peyrefitte ; 1 UDF : M. Jean-Pierre Philibert ; 1 UDC : M. Luc Bourvard, qui présidait la séance.

M. Didier Borotra (CDS) élu maire de Biarritz

M. Didier Borotra (CDS), a été élu, vendredi 22 mars, maire de Biarritz. Il était seul candidat. La liste da M. Borotra fragas exprimées, sur le maire sortant, l'avait emporté, dimanche 17 mars, au

second tour de l'élection municipale partielle de Biarritz, avec 56,05 % des suffrages exprimés, sur le maire sortant, M. Bernard Marie (RPR).

Une double revanche

M. Didier Borotra, basque et centriste, est un mathématicien qui aime l'histoire. Sa période préférée est le Moyen Âge. Son goût pour les équilibres et pour les châteaux-forts le prédisposait à faire tomber le citadelle de Biarritz ? Tous jours est-il que sa victoire du 17 mars a été, pour lui, une double revanche.

Considéré comme le dauphin de Guy Petit, maire de la cité balnéaire depuis la Libération, il avait

été battu par M. Bernard Marie aux élections municipales de 1977. Sa seconde revanche, c'est sur M^{lle} Michèle Alliot-Marie, secrétaire générale adjointe du RPR, qu'il l'a prise : son antipathie pour la fille du maire sortant n'est un secret pour personne. Il faut dire que celle-ci considère sans amertume celui qu'elle a eu l'occasion de traiter de « sous-Durieux local » dans une allusion sévère à l'ancien député centriste entré au gouvernement en octobre dernier.

gère une exploitation agricole. Deux ans plus tard, il se maintient une nouvelle fois, toujours sans succès, contre M. Marie, au second tour des législatives en mars mais, en septembre, il obtient le siège de conseiller général du canton de Biarritz-Est sous le label réformateur.

Battu au renouvellement de 1976, M. Borotra (UDF-CDS) retrouve son siège à l'assemblée départementale en 1982 et sera réélu en 1988. Second sur

M. Didier Borotra a un frère jumeau, Franck. Avec humour, il s'en distingue, sur les photos, en disant : « Il est crispé, c'est très RPR. » M. Franck Borotra est député RPR des Yvelines. Le nouveau maire de Biarritz, le troisième depuis cinquante ans, est premier vice-président du conseil régional d'Aquitaine, vice-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

O. B.

la liste RPR-UDF présentée à Biarritz aux élections municipales de 1983, il devient premier adjoint du maire sortant, M. Marie (RPR). Vice-président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques, en 1985, il est élu, l'année suivante, au conseil régional d'Aquitaine, dont il deviendra premier vice-président en 1988. M. Borotra avait été à nouveau élu sur la liste conduite par M. Marie aux municipales de 1989.]

Europe. Embarquement immédiat.

LONDRES	980F
MUNICH	1205F
MADRID	1490F
AMSTERDAM	900F
ROME	1755F
LISBONNE	1040F

Du 15 mars au 28 avril 1991, Air France vous propose des tarifs aller-retour exceptionnels sur 40 destinations au départ de Paris. D'autres tarifs exceptionnels existent au départ des régions. Renseignez-vous auprès de votre agence Air France ou de votre Agence de voyages.

AIR FRANCE
C'est le moment !



TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER
Tarifs soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur, et soumis à l'approbation gouvernementale.

POLITIQUE

En Polynésie française

MM. Flosse et Vernaudon se partagent le pouvoir à Tahiti

PAPEETE

de notre envoyé spécial

L'art politique, en Polynésie française, atteint parfois les sommets du vaudeville. Ce fut le cas, jeudi soir 21 mars, au cours de la cérémonie très médiatisée organisée dans un hôtel du port à l'occasion de la signature de l'accord de majorité et de gouvernement, conclu en *extremis* par M. Gaston Flosse, président du Tahiti Nui, soudain réconcilié pour gouverner ensemble le territoire dans les cinq ans à venir (le Monde du 23 mars).

Moins de trois heures auparavant, les deux principaux adversaires de M. Flosse, le président du gouvernement en exercice, M. Alexandre Léontieff, et le prési-

dent de l'assemblée territoriale sortante, M. Jean Juventin, s'affairaient encore à la préparation du luech qui devait accompagner l'annonce de leur propre alliance avec le même M. Vernaudon.

Le haut-commissaire de la République, M. Jean Montpezat, et le directeur-adjoint du cabinet du ministre des DOM-TOM, M. Jean-Jacques Debascq, ne pouvaient pas imaginer que le maire de Mahina allait brusquement changer d'avis, alors que la nuit précédente MM. Léontieff, Juventin et Vernaudon avaient participé à la même veillée de prières pour remonter le ciel d'avoir favorisé leurs retrouvailles. Le comité directeur du Aia Api, réuni mercredi soir à Mahina, n'avait-il pas incité son chef à s'accorder avec

MM. Léontieff et Juventin, par trente voix contre quatre ?

Le haut-commissaire de la République se félicitait notamment que M. Vernaudon ait préféré, à tout prendre, les faiblesses consentantes d'un Alexandre Léontieff aux méthodes autoritaires d'un Gaston Flosse, au moment où le véritable enjeu politique des tractations était de savoir quel serait le mode de gouvernement de la Polynésie française. C'était méconnaître le charme incommensurable des mœurs politiques tahitiennes.

« Oublier les griefs du passé »

Il n'a pas fallu une heure à M. Vernaudon, jeudi après-midi, pour convaincre le comité directeur de son parti de se déjeter. Le maire de Mahina a expliqué aux cadres du Aia Api que, tout bien pesé, il valait mieux gouverner avec M. Flosse qu'avec M. Léontieff, parce qu'une majorité de vingt-trois sièges sur quarante et un, à l'Assemblée territoriale, serait bien plus stable qu'une majorité de dix-neuf. Et il a été suivi.

Menacé d'isolement par l'attitude de trois de ses quatre coadjuteurs, MM. Pierre Dehors, maire de Moorea, Léon Cérant-Jérusalem, président de l'Association de défense des consommateurs de l'espèce, et Tetuura Opurui, élu des îles Australes, intrigués dans leur refus d'envisager le moindre accord avec les rescapés de la majorité sortante, M. Vernaudon était, en vérité, sur le point de perdre à la fois le bénéfice de sa campagne électorale et le confort d'un parti dévoué, avant tout, de tirer le meilleur profit immédiat de sa position — à son lendemain des élections territoriales.

M. Flosse n'a donc pas tenu rigueur à M. Vernaudon de l'avoir fait lanterner. Aux termes de l'accord conclu, le Aia Api disposera de la présidence de l'assemblée territoriale et de trois portefeuilles ministériels sur huit.

« Un engagement de bonne conduite »

Les deux formations s'engagent également à ne pas se concurrencer aux prochaines législatives. Le parti de M. Flosse ne présentera pas de candidat contre M. Vernaudon, député non inscrit de la deuxième circonscription, et le Aia Api lui rendra la pareille dans la première circonscription, où M. Flosse s'attaquera lui-même, sans aucun doute, au siège dévolu par son ancien protégé, M. Léontieff. Enfin, les deux partis souscriront, pour les élections municipales, « un engagement de bonne conduite consistant à ne se livrer à aucune critique ou attaque réciproque ».

M. Flosse, désormais assuré de retrouver la présidence du gouvernement territorial, qu'il avait perdue à la fin de 1987 à cause de l'alliance de M. Vernaudon avec M. Léontieff, s'est sobriement réjoui que ses élus et ceux du Aia Api aient décidé, selon le texte de leur contrat d'union, « d'oublier les griefs du passé et de surmonter leurs divergences personnelles ou partisans ». M. Vernaudon a expliqué que, après avoir « pesé le pour et le contre », son parti avait surtout pensé aux intérêts de la Polynésie. La pâlure de son visage crispé en disait plus long que son discours.

A. R.

Décès de Joseph Raybaud ancien sénateur

Joseph Raybaud, ancien sénateur (Gauche démocratique) des Alpes-Maritimes, conseiller général et maire de Levens, est décédé, vendredi 22 mars, à son domicile de La Roque-sur-Var (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

[Figure politique du département des Alpes-Maritimes, M. Raybaud est né le 27 juin 1904 à Levens, une petite commune de l'arrière-pays niçois dont il était maire, sans interruption, depuis 1929. Il fut conseiller général en 1934, l'exerça également ce mandat, sans discontinuer, en étant toujours réélu au premier tour de scrutin et présida l'Assemblée départementale de 1964 à 1967. Au sein de celle-ci, il fut constamment reconduit, par la suite, à la présidence de la commission des finances.

Il avait été élu sénateur en 1955 après avoir été chargé de mission dans divers cabinets ministériels, notamment auprès de M. René Pleven, ministre de la Défense nationale (en 1950 et 1952), dont il était l'un des proches. Au Sénat, il était considéré comme un spécialiste hors pair des problèmes concernant l'équipement des collectivités locales.

Doté d'une mémoire infatigable — il citait, sans effort, les références exactes d'une foule de textes de loi ou de règlements administratifs — il se voulait un « serviteur dévoué de la nation » ce qui lui avait valu le surnom de « Père fidèle ». En 1989, il avait renoncé à son siège de sénateur au profit de son suppléant, M. Honoré Bilet, l'actuel maire (app. RPR) de Nice, sans rompre le tandem qu'il formait avec celui-ci puisqu'il était devenu, à son tour, son suppléant.]

Un entretien avec M. Charles Fiterman

Suite de la première page

Moi, je n'ai aucun regret à cet égard, absolument aucun, parce que je ne peux pas perdre de vue les menaces, les illusions, les confusions dont cette situation a été porteuse, ni finalement combien elle a coûté cher au mouvement révolutionnaire, particulièrement aux partis communistes.

La France dans la logique de guerre américaine

— Quel jugement portez-vous sur l'attitude de la France et sur le rôle qu'elle a joué ? — Elle a eu, sans aucun doute, à différents moments, des initiatives positives. En même temps, il est dommageable, à mon sens, que les dirigeants du pays aient inscrit celui-ci dans cette « logique de guerre » voulue par les États-Unis et que, finalement, nos troupes aient été placées sous le drapeau américain pour participer directement à cette guerre.

Cela signifie-t-il que vous rapprochez la France de « l'axe » allié à la France ?

— Je me méfie de ce genre de mot, qui a trop souvent servi, dans le passé, à caricaturer les démarches, dans un comportement politique à mon avis périmé. Cela dit, il y a un rapprochement dont certains aspects sont préoccupants. S'agissant du Golfe, je désapprouve cette participation, sous commandement américain, à une guerre dont les conséquences humaines, matérielles, psychologiques, politiques, sont lourdes et seront longues à réparer et qui peut être la source de nouveaux conflits.

La question est, en ce moment, c'est la question palestinienne. Pensez-vous que la France puisse jouer un rôle déterminant ou, au moins, peser dans le sens d'une solution acceptable par tous ?

— Je pense qu'elle dispose effectivement, encore, de moyens pour jouer un rôle utile, d'autant qu'en développant une telle action elle ne sera pas seule. Donner satisfaction au droit du peuple palestinien à une patrie, à un territoire, à un État, dans le même temps où la sécurité d'Israël serait garantie, c'est aller dans le sens des besoins de tous les peuples de la région, s'inscrire dans les exigences de l'époque. La France peut y contribuer, et, par là, tenir sa place internationale, ce qui n'a rien à voir avec une politique de Don Quichotte.

— J'entends dire quelquefois : « Les États-Unis font ce qu'ils veulent, ils dominent le monde, il n'y a plus qu'une superpuissance. » L'analyse est courte... et démolie.

satrice. Il ne s'agit pas de nier les difficultés ni les dangers, mais les États-Unis eux-mêmes, quels qu'ils soient, ne peuvent pas ignorer les réalités du monde, les besoins, les exigences des peuples. S'ils le faisaient, ils seraient conduits, sans aucun doute, à de graves déconvenues, à de nouveaux conflits. Du coup, nous ne sommes pas en présence de manœuvres artificielles, mais de développements politiques sur lesquels il faut réfléchir avec lucidité, en sachant qu'il faut toujours mobiliser les peuples, rassembler des forces. Cela exige, précisément, une vision dynamique, ample, nouvelle, qui abandonne les schémas d'un passé qui est révolu. Le vingt et unième siècle a commencé ; il ne nous ramènera pas à un dix-neuvième, mais il y a fait de l'imagination, de l'audace.

— Vous n'avez pas approuvé — et votre camarade Guy Herminet ne l'a pas fait non plus — le document adopté par le bureau politique de votre parti, le 12 mars, en guise de conclusion sur la guerre du Golfe. Pourquoi ?

— Pour deux raisons : une raison de méthode et une raison de fond. Pour ce qui concerne la méthode, je considère, certes, qu'il y a des enseignements à tirer de ce qui s'est passé dans le Golfe, mais c'est une situation en pleine évolution ; il n'y avait pas de raison de se précipiter. Il fallait se donner, à la fois, le temps de suivre les événements, le temps de la réflexion et celui de la discussion, y compris au comité central.

— Sur le fond, je considère que l'analyse produite n'apporte rien de bien nouveau et, surtout, ne rend pas compte des problèmes auxquels nous nous sommes heurtés. Nous nous sommes placés, avec d'autres, du côté des gens qui refusent la guerre, et l'action positive, courageuse des communistes a souligné qu'il y a toujours là une force dont le pays a besoin. Malgré cela, au sortir de cette bataille, nous nous trouvons en difficulté, pas renforcés, peut-être même un peu affaiblis. L'analyse et le débat sont à poursuivre.

— Il y a dix mois, dans les colonnes du Monde, évoquant la préparation du vingt-septième congrès, vous revendiquiez le droit à la différence à l'intérieur de votre parti. Ce droit aujourd'hui, l'avez-vous conquis ?

— C'est sans doute le résultat le plus tangible de ce vingt-septième congrès. Oui, je crois que, par une démarche à la fois ouverte, critique, et, en même temps, responsable, constructive, j'ai contribué à ce que ce parti fasse bouger un peu ses pratiques internes, accepte



l'existence d'une diversité d'approche, d'analyse, de réflexion, tout en respectant, évidemment, la nécessité d'une unité politique dans l'action. C'est devenu, sinon un état de droit, du moins un état de fait. Il est de la responsabilité de chacun de le faire vivre.

— Ne craignez-vous pas d'être un obstacle pour la direction du parti, qui ne semble pas partager tout à fait cette vision des choses ?

— Sûrement pas. J'approuve ce que je crois devoir avancer, je désapprouve ce qui ne me convient pas, et je le dis nettement et clairement. Je ne me suis jamais senti aussi libre ni aussi déterminé. Ma démarche est nette. C'est de cette façon claire que je suis disponible pour travailler avec tous les communistes ; mais il faut vaincre les attitudes restrictives, c'est vrai.

Le parti politique centralisé est dépassé

— A la fin du congrès, vous aviez pris acte de quelques pas en avant. Trois mois après, dans le fonctionnement du parti, les choses continuent-elles d'avancer ?

— Il existe une perception qu'il est impératif d'avancer, qu'on ne peut plus faire comme par le passé. Cela donne naissance, ici ou là, à des efforts éparpillés. En même temps, les difficultés du parti, face aux problèmes qui se posent, soulignent les insuffisances de cette démarche. Il faudrait aller beaucoup plus fort, beaucoup plus vite dans cette entreprise d'inscription du parti dans les mutineries de la société française. J'ai parlé de « refondation ». Cela m'a valu une étiquette. Je n'aime pas ces classifications réductrices mais je maintiens l'idée.

— Je pense que le parti politique fortement structuré, hiérarchisé, centralisé — ce type de parti qu'on retrouve un peu partout — est dépassé. Il y a eu une évolution considérable des façons de produire, des modes de vie, des mentalités, un changement d'échelle de l'information. Des besoins nou-

vaux, des aspirations nouvelles animent les individus. Il faut y répondre avec, me semble-t-il, un type de parti plus ouvert sur l'extérieur, plus « poreux », offrant mieux aux gens les possibilités de se reconstruire, de discuter, de se sentir plus libres, tout en adhérant à une organisation qui reste nécessaire.

Maintenez-vous votre demande d'organisation d'un congrès extraordinaire pour modifier les statuts ?

— Le vingt-septième congrès a reporté à trois ans des modifications, que l'on semble vouloir limiter à un dépeçage. Ce n'est pas au niveau de ce qui est nécessaire. Il y a des écarts qui occultent aux yeux de ce pays et compris ce que les communistes font de bien, par exemple au service de la paix dans la guerre du Golfe. Il y a donc, véritablement, une étape nouvelle à ouvrir par une manifestation forte, claire, nette, de notre volonté novatrice. Plus le temps passe et plus j'en ressens le besoin.

— Les conditions d'une recomposition de la gauche sont-elles réunies à vos yeux ?

— Il y a sans doute du texte, il faut y travailler, mais sans retard, car il y a urgence. Un vide immense s'est créé. Des millions de gens sont, au plan politique, en désobéissance. C'est une situation dangereuse ; elle laisse le champ ouvert à toutes les aventures, à tous les dérapages. Il y a, donc, besoin de s'adresser à tous ces hommes et ces femmes, dans leur diversité, pour développer les contacts, les rencontres, les discussions, prendre les initiatives qui peuvent engager la reconstruction de la gauche, préparer les nouveaux rassemblements nécessaires, ce que j'ai appelé l'entente démocratique des forces du travail et de la création.

— Vous sentez-vous des difficultés particulières avec le mouvement de M. Chevènement ?

— Je suis prêt à développer avec lui comme avec d'autres — toutes les rencontres, sans aucune exclusivité, sans aucun *a priori*. Pour ma part, je me garde de toute démarche qui pourrait apparaître comme relevant d'une volonté de promotion personnelle. Il ne faut pas retomber dans ces travers, qui marquent la vie politique française et dont les gens ont assez. Cette vie politique est pourvue par la prééminence de l'idée présidentielle. La droite commet une partie de la gauche sont à cet égard punies par elles ont péché. Alors, prenons garde ! Cela dit, je suis disponible pour participer à des initiatives qui permettent de répondre à l'attente du pays. Elles sont nécessaires, il y en aura donc sans aucun doute de différentes natures dans la période qui vient. J'apprécierai.

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

La Communauté urbaine de Bordeaux adopte l'avant-projet de métro

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Jacques Chaban-Delmas a réussi à faire adopter, le vendredi 22 mars, l'avant-projet détaillé du métro VAL par le Conseil de communauté urbaine bordelaise (CUB) : 61 des 120 conseillers ont voté pour, 17 contre, 42 (dont 41 socialistes) ont refusé de prendre part au scrutin.

Le maire de Bordeaux, président de la communauté urbaine, n'a pas obtenu le consensus qu'il espérait. Seuls les 60 élus de la droite chabaniste, auxquels s'est jointe une apparentée socialiste, ont voté pour le métro. Le Front national (un siège), le Parti communiste (10 sièges) se sont prononcés contre, ainsi que l'Élu Vert, M. Michel Daehène, pourtant adjoint au maire de Bordeaux.

Les 5 socialistes qui siègent habituellement dans l'opposition municipale bordelaise ont adopté la même attitude. Ils se sont ainsi démarqués de la position adoptée par le reste du groupe socialiste. Après un vif débat interne, le PS avait en effet opté pour le refus de vote, attitude qui lui permettait de prendre ses distances vis-à-vis de M. Chaban-Delmas, sans rompre le contrat de gestion communautaire qui lie le PS et la droite depuis juillet 1989.

M. Noël Mamère, porte-parole de Génération écologie et maire de Bègles, a, lui aussi, opté pour une non-participation au vote. Il a cependant mis à exécution sa menace de démissionner de son poste de vice-président si M. Chaban-Delmas ne retirait pas le dossier du VAL de l'ordre du jour.

GINETTE DE MATHA

COMMUNICATION

Après leur mise en redressement judiciaire

Les éditions Balland négocient avec quatre candidats à la reprise

Les éditions Balland, récemment mises en cessation de paiement à la suite des problèmes financiers de leur propriétaire, Capital Développement (Cap D), ont été placées en redressement judiciaire, jeudi 21 mars par le tribunal de commerce de Paris. Balland et sa maison-mère avaient auparavant déposé leur bilan.

Le tribunal devrait rapidement nommer un administrateur judiciaire, les éditions Balland disposent d'un délai de six mois pour trouver une solution de relance, comme les autres filiales éditoriales de Cap D — les éditions pour enfants Gautier-Languereau, Les Deux Cogs d'or — et sa filiale distribution. Cette dernière, baptisée Sphère diffusion, distribue en plus de leurs ouvrages, ceux des éditions Favre et Buchet-Chastel.

L'équipe de Balland s'est déclarée « confiante ». M. Maurice Portouche, directeur général, que le gérant de Cap D a mandaté pour mener les négociations avec les candidats à la reprise, précise pour sa part que « des négociations sont en cours avec quatre partenaires très intéressés par notre maison d'édition ; la solution choisie devrait assurer la continuité des activités de Balland dans les meilleures conditions ».

La maison d'édition avait amorcé son redressement éditorial et commercial en 1990, après avoir été vendue en début d'année par son fondateur, M. André Balland, à Cap D (le Monde du 20 et du 21 mars). Balland dispose d'un catalogue de 900 titres, dont près de 300 sont directement exploitables.

Y.-M. L.

M. Maxwell demande à M. Boutet d'arbitrer son conflit avec TF 1

M. Robert Maxwell vient d'écrire au président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, M. Jacques Boutet, pour lui demander de jouer les médiateurs dans le conflit qui l'oppose à M. François Bouygues. L'homme d'affaires britannique reproche depuis longtemps à M. Bouygues de l'avoir « évincé » de la gestion de TF 1.

M. Maxwell, qui a vendu en février 10 % du capital de la chaîne mais en conserve encore 2 %, estime donc que le contentieux n'est toujours pas réglé. Il évoque dans sa lettre un accord signé le 20 février 1987 entre les groupes Bouygues et Maxwell lors de la privatisation de la Une,

accord qui prévoyait d'organiser la gestion et l'administration de TF 1 sur une base égalitaire.

L'homme d'affaires britannique précise que cet accord avait reçu la caution personnelle de M. Édouard Balladur, alors ministre de l'économie et des finances et qu'il prévoyait le recours à un « médiateur unique » en cas de difficultés. « Force est pour nous de constater que M. Bouygues a trahi la confiance que nous avions en lui », écrit M. Maxwell qui accuse le leader des BTP de « mener en catimini un travail de main-mise sur le capital de TF 1 au mépris des statuts de cette société et de la loi sur l'audiovisuel ».

Numeris au secours de la coiffure

Les clients de certains salons de coiffure pourront bientôt tester différentes coupes avant de s'en remettre au verdict définitif des ciseaux. Il leur suffira de poser quelques secondes devant une caméra. L'appareil leur renverra, quelques minutes plus tard leur visage transformé selon différents modèles de coiffure possibles. Le même système permet de choisir aussi couleur de cheveux ou maquillages en les essayant sans risque et fait du coiffeur un véritable conseiller esthétique.

Djellani Maschi, astucieux artisan, joue en virtuose de cet ordinateur graphique dans son petit salon des Halles depuis quelques années. Il a même, pour des émissions de télévision, « refait » le visage des hommes politiques ou d'autres célébrités. Mais son invention avait quelque mal à percer dans le milieu de la coiffure. La palette graphique, de fabrication américaine, est fort coûteuse et s'importe au compte-gouttes. Les programmes informatiques sont sans cesse améliorés et supposent une formation quasi permanente de l'utilisateur.

Difficultés résolues depuis que l'ordinateur est relié au réseau Numeris de France Télécom qui permet de transmettre les images avec une forte bande passante. Le salon de Djellani Maschi, trans-porté dans le quinzième arrondissement, est devenu le premier centre serveur d'images et la

« Look Machine », la tête d'un réseau de salons affiliés. Ces derniers, en effet, n'investissent désormais que dans un terminal composé d'une caméra, d'un micro-ordinateur et d'une liaison Numeris. Le réseau transporte l'image des clients jusqu'au centre serveur qui les traite en fonction des catalogues de chaque coiffeur. Quinze minutes plus tard, l'image retouchée est renvoyée au client. Une première application « grand public » pour Numeris et une innovation qui risque de transformer les grands réseaux de salons de coiffure franchisés.

J.-F. L.

■ M6 réduit ses pertes de moitié. — Le déficit d'exploitation de M6 s'élève à 159 millions de francs pour 1990, soit un peu moins de la moitié de celui de l'année précédente. La chaîne, qui a augmenté son chiffre d'affaires de 70 %, estime que « l'équilibre d'exploitation aurait pu être atteint si les conditions réglementaires de fonctionnement, contenues dans le cahier des charges de 1987, n'avaient pas subi des modifications très pénalisantes pour la chaîne ». Deux tiers des foyers français peuvent désormais recevoir M6 et l'audience nationale sur l'année a été de 7,6 % en moyenne, ce qui correspond exactement à la part des investissements publicitaires recueillis par la chaîne en 1990.

Voici l'offre la plus folle au monde.



BRITISH AIRWAYS

British Airways va permettre au monde entier de voler à nouveau grâce à l'offre la plus folle au monde.

Dans les mois à venir, nous allons mettre en place une multitude d'offres dont les effets se feront sentir partout à travers le monde.

50 000 PLACES GRATUITES SONT OFFERTES DANS LE MONDE ENTIER.

Pour faire voler le monde, le 23 avril, toutes les places des vols internationaux sans escale de British Airways au départ ou à destination de la Grande-Bretagne seront gratuites, dans toutes les classes et même en Concorde.

Ce jour-là, au départ de Paris, Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, toutes les places disponibles sur les vols sans escale de British Airways à destination de Londres, Manchester, Birmingham et Glasgow seront gratuites. Et ce n'est que le début.

Si vous prévoyez des voyages d'affaires dans les mois prochains, sachez que nous allons mettre en œuvre un programme de toutes nouvelles propositions pour vous aider, ainsi que votre entreprise, à gérer au mieux votre temps et votre argent.

MAIS NE PARLONS PAS SEULEMENT AFFAIRES.

Les vacanciers vont également bénéficier d'offres sensationnelles pour leurs loisirs grâce aux "forfaits vacances" qui leur seront proposés partout dans le monde. Alors n'oubliez surtout pas de vous renseigner sur les formidables opportunités qui vous seront offertes très bientôt.

VOUS AVEZ TOUTES LES CHANCES DE GAGNER.

Vous pourriez, avec la personne de votre choix, faire partie des 50 000 passagers qui voyageront gratuitement sur British Airways. Pour participer au concours et gagner vos deux billets gratuits aller-retour, remplissez tout simplement le bulletin ci-dessous. Nous souhaitons sincèrement vous accueillir à nouveau à bord le plus chaleureusement du monde avec l'offre la plus folle au monde. Que pouvait-on espérer de plus de British Airways ?

Bulletin de participation à compléter et à renvoyer à :
L'offre la plus folle au monde. BP 157 - 93261 Les Lilas Cedex.
Date limite d'envoi des coupons : 28/03/91 minuit.

Oui, je souhaite participer au concours organisé par British Airways et gagner un aller-retour pour 2 personnes.

☐ M. ☐ Mme

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse personnelle : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Société : _____

Fonction : _____

Adresse professionnelle : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Téléphone personnel : () _____

professionnel : () _____

Important : si vous gagnez vous serez prévenu par téléphone.

Je vous indique mon aéroport de départ :

☐ Paris ☐ Marseille ☐ Nice ☐ Toulouse ☐ Lyon ☐ Bordeaux

Je vous indique la destination de mon choix :

☐ Londres ☐ Birmingham* ☐ Manchester* ☐ Glasgow*

* Au départ de Paris uniquement.

Date à laquelle je souhaite effectuer le trajet retour :

(par ordre de préférence - impérativement avant le 31/05/91)

1) _____ 2) _____ 3) _____

Combien de vols internationaux avez-vous effectués au cours des

12 derniers mois ? moins de 5 5 et plus

pour vos affaires ☐ ☐

pour vos loisirs ☐ ☐

Les réponses à ces questions n'auront pas d'influence sur vos

chances de gagner.

Date de naissance : _____ Signature : _____

Phrase à compléter impérativement :

Je voyage sur British Airways parce que _____

* Pour participer, complétez entièrement le bulletin joint, et postez-le avant le 28 mars 91, sous enveloppe affranchie à : "L'offre la plus folle au monde" BP 157 - 93261 Les Lilas Cedex. **EXTRAIT DU RÈGLEMENT :** La Société British Airways organise un concours, sans obligation d'achat, intitulé "L'Offre la plus folle au monde". Les lots mis en jeu sont 2900 billets d'avion aller-retour (valeur totale : 9 400 000 F TTC), au départ de France, sur les destinations suivantes : Londres, Birmingham, Manchester et Glasgow. Départ le 23/04/91, retour avant le 31/05/91. Les lots ne sont pas échangeables contre leur valeur en argent. Pour participer, il suffit de renvoyer un bulletin publié dans la presse ou de répondre sur papier libre. Date limite de participation : 28/03/91 à minuit, cachet de la poste faisant foi. Les gagnants seront personnellement avisés par téléphone, dans les 10 jours après le tirage au sort. La responsabilité de la société British Airways ne pourra être recherchée ni engagée en cas de perte ou de retard du service des postes, aucune réclamation ne pouvant être retenue dans les 10 jours après le tirage au sort. La société British Airways ne pourra da la même façon être rendue responsable si l'opération devait être prolongée, écourtée, modifiée ou annulée. Le règlement complet est déposé à son encontre de ce fait. La société British Airways, 75009 Paris, et sera envoyée gratuitement, ainsi que la liste complète des gagnants, sur simple demande. Les gagnants s'adressent à la société British Airways en l'étude de M^{re} Pichon, 57, rue du Faubourg Montmartre, 75009 Paris, à utiliser leurs noms, prénoms et photographies à des fins publicitaires. Tout bulletin de participation returé, surchargé, incomplet, illisible ou reçu après la date limite de participation sera considéré comme nul.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au tribunal de Paris

M. Robert Faurisson face à l'autorité de la chose jugée

Le procès de M. Robert Faurisson, soixante-deux ans, qui nie la réalité de l'extermination physique des juifs durant la seconde guerre mondiale (la *Monde* du 23 mars), sert de « banc d'essai » à la nouvelle loi, adoptée en 1990, interdisant la contestation des crimes contre l'humanité déjà jugés. Les débats ont été tendus, vendredi 22 mars, devant le 17^e chambre correctionnelle de Paris.

Est-ce un piège ? Cet enième procès Faurisson, tellement recherché par les associations d'anciens déportés, ne serait-il, en fin de compte, qu'une magistrale erreur ? L'une de ces poursuites judiciaires boomerang qui font plus de mal aux parties civiles qu'au prévenu ? Chacun à leur tour, les six avocats porteurs de la mémoire du

génocide du peuple juif se sont posés la question. Un piège ? M. Charles Libman a lancé le mot pour le rendre aussi. Notre silence devant les affirmations de Faurisson, a-t-il expliqué, serait apparu comme un consentement. Un piège ? M. Joël Nordmann l'a lui aussi contesté — comme M. Charles Korman, Lucia Jacobbi et Yves Amblard, — ne voulant à aucun prix laisser le champ libre aux révisionnistes par lui qualifiés de « pyromanes sociaux ».

Et pourtant, ce procès-là sentait terriblement le mauvais piège : pour la première fois, un tribunal doit en effet juger un prévenu en se fondant sur la loi Gayssot du 13 juillet 1990. Or l'une des dispositions de cette loi institue le délit de contestation de crimes contre l'humanité en interdisant à quiconque de mettre en doute les crimes contre l'humanité jugés par une juridiction française ou interna-

tionale. On imagine la réaction de M. Faurisson et de son coaccusé M. Eric Delcroix, criant à la « loi scélératesse », se scandalisant de l'introduction d'un « délit d'opinion » dans le champ du droit français.

Le piège ne s'était-il pas déjà refermé lorsque les parties civiles, dès la première audience, jeudi 21 mars, avaient tenté d'obtenir que le prévenu ne puisse rétorquer devant le tribunal sa thèse sur le « mythe des chambres à gaz » sous peine d'être poursuivi autant de fois qu'il contesterait la réalité de leur existence ? M. Bernard Jouanneau, l'un des plus anciens adversaires du révisionnisme, aujourd'hui appelé négationnisme, fit mine, lui aussi, de s'interroger : « Je me suis demandé, comme toute, si nous avions raison de faire ce procès et si nous avions eu raison de demander cette loi. »

Depuis la fin des années 70,

Un colloque organisé par le Centre Pompidou et « le Monde »

Procès pénal et droits de l'homme

Alors que le rapport de la commission présidée par Mme Miraille Delmas Marty, professeur de droit, consacré à la réforme de la procédure pénale, doit être publié à la Documentation française, la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et le Monde organisent à Paris, les mardi 26 et mercredi 27 mars, un colloque intitulé « Procès pénal et droits de l'homme : émergence d'une conscience européenne, héritages culturels et résistance des pouvoirs ».

L'affiche de cette manifestation — un tableau de Mme Maria Helena Vieira da Silva, intitulé « La voix de la sagesse » — introduit le thème qui a guidé les organisateurs : dans les tons de roux et de fauve, un escalier semble conduire à un puits de lumière, alors qu'autour, dans un apparent désordre, des éléments peu à peu prennent

place. « En ajoutant petite touche après petite touche, comme une abeille, le tableau se fait », écrit l'auteur. En est-il de même du droit pénal, alors qu'un peu partout dans une Europe judiciaire qui cherche ses marques on réfléchit à la mise en place de nouvelles procédures garantissant plus de libertés aux individus ? « Je veux peindre ce qui n'existe pas comme si cela existait », écrit Mme da Silva. L'élégance qui séduit Mme Delmas-Marty correspond bien à l'élaboration progressive de concepts nouveaux de la justice pénale tels qu'ils évaluent été définis dans le rapport remis au mois de juin 1990 à M. Pierre Arpaillange par la commission « justice pénale et droits de l'homme ».

Le colloque sera ouvert par M. Georges Kleinman, ministre délégué à la justice. Six tables rondes seront organisées autour des

thèmes suivants : le temps des réformes en Europe ; quels droits pour l'homme en procès ; ce que disent les justiciables ; procès en images, images en procès et enfin le procès pénal en démocratie. Les organisateurs ont voulu ouvrir ce débat aux juristes étrangers, aussi bien d'Europe occidentale que d'Europe centrale mais aussi à des sociologues, des philosophes, des historiens, et y convier le public pour un échange sur des sujets qui, au-delà des choix techniques, constituent un débat essentiel de société.

Le colloque s'ouvrira mardi 26 mars à 9 heures 30 au centre Pompidou, entrée rue Beaubourg. Il est nécessaire de s'inscrire auprès de la salle d'actualité de la bibliothèque publique d'information : tel. 42-77-12-33, poste 4514.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5483
HORIZONTALEMENT

I. Est à la disposition de qui cherche à lévisser. Forme des bouchons dont les automobilistes peuvent avoir à souffrir. — II. Germain tudesque. Dénomination mathématiquement que 1 et 1 font 2. — III. Bon guide. On ne le rattrasse qu'après l'avoir relâché. — IV. Article. Joindre l'agréable à l'utile. Illustration autrichienne. — V. Peut se lire sur plus d'une croix. Car-taine ne peut se passer de tubes. En suco. — VI. Louis XIV jadis : de nos jours. — VII. C'est le princeps. Terme de plaisanterie. Est d'autant plus lourde que son auteur est léger. — VIII. Fait surface. Excellente parmi les honneurs. Vrai-ment délégué. — IX. Élévateur hydraulique. La plus connue des inconnues. Animal d'intérieur. — X. A un appétit d'oiseau. Auxiliaire du maître de forges. Annonce une addition. — XI. Petite arête. Esprit de corps. On peut le sauter en lésant. — XII. Vitesse pour un téléspectateur. Élément de dissolution. Maître des oufs en vol. — XIII. Mécontent de n'avoir pas eu son content. Qui en crève n'en meurt pas. Orientation. — XIV. Figure mythologique. N'aurait sans doute pas perdu sa femme si Ménélas avait ensermé la sienne. — XV. Lutra. Plus on l'oublie, plus il s'élargit. Sa fait parfois pincer avant d'entrer dans un café. — XVI. Unif. Fontaine qui laisse à l'ail. Baba. Propriétés en indivis.

VERTICALEMENT

1. Pièce où des artistes exécutent des modèles bien « tournés ». Plus proche du lis que de la rose. — 2. Titre majeur quand le roi est mineur. Visions fugitives. Sa suite avant en courant. — 3. Sa vie ne fut pas sans mystères. Variété de poule. — 4. Comme un esprit. Sied aux pères du répertoire. — 5. Tache sur un ussu. Prise. Donnant des palpitations. — 6. Que même un disciple de Démocrite ne saurait traduire. Dépouillé. — 7. Grande nappes plus ou moins propre. Règne sur la terre promise. Où le fait est manifestement concentré. — 8. Est cultivée avec amour. Joue un rôle dans l'histoire de France. — 9. Donne l'occasion de souffler quand on a

Solution du problème n° 5482

Horizontalement

I. Maracas. — II. Égérie. La. — III. Dé. Garrot. — IV. Ange. Abde. — V. Identité. — VI. Lette. Inn. — VII. Non. — VIII. La. Strees. — IX. Épicée. Té. — X. Rost. Emeu. — XI. Steak.

Verticalement

1. Médallière. — 2. Agenda. Spot. — 3. Ré. Gâte. Ise. — 4. Argent. Scia. — 5. GA. Tente. — 6. Adral. Orée. — 7. Réine. M. — 8. Loden. Ste. — 9. Hôte. Oiseau.

GUY BROUTY

SPORTS

FOOTBALL :
championnat d'Europe

La sélection française pour France-Albanie

La sélection nationale Michel Platini a communiqué, vendredi 22 mars, la liste des seize joueurs retenus pour le match France-Albanie, comptant pour les éliminatoires du championnat d'Europe des nations, qui aura lieu samedi 30 mars, à 20 h 45, au Parc des Princes. Par rapport au dernier France-Espagne, on note l'absence de Bernard Pardo et de Christophe Perez, le maintien d'Eric Cantona et l'apparition du défenseur montpelliérain Pascal Baillis (vingt-six ans). La Fédération albanaise avait demandé à l'Union européenne de football (UEFA) le report de la rencontre à une date ultérieure en raison de la situation dans le pays. Mais cette demande avait été rejetée par l'UEFA.

La sélection française est la suivante : Bruno Mertini (Auxerre), Gilles Roussel (Lyon), Manuel Amoros (Marseille), Pascal Baillis (Montpellier), Laurent Blanc (Montpellier), Basile Boli (Marseille), Bernard Casoni (Marseille), Jocelyne Angloma (Paris-SO), Didier Desbamps (Bordeaux), Luis Fernandez (Cannes), Francis Sautée (Marseille), Eric Cantona (Marseille), Christophe Cocard (Auxerre), Jean-Pierre Papin (Marseille), Pascal Vahirua (Auxerre).

FOOTBALL, COUPE D'EUROPE

Marseille rencontrera le Spartak de Moscou en demi-finale. Le tirage au sort effectué, vendredi 22 mars à Genève, a désigné le club de football de l'Olympique de Marseille comme adversaire du Spartak de Moscou, pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions. Le match aller aura lieu à Moscou le 10 avril et le match retour le 24 avril au Stade Vélodrome de Marseille. Carlos Moxer ne jouera pas lors de cette rencontre, le joueur marseillais ayant été suspendu après avoir reçu un second carton jaune, mercredi 20 mars, lors du match de son équipe avec le Milan AC.

M. Faurisson n'est-il pas finalement sorti renforcé de toutes les procédures intentées contre lui ? A la longue, les associations d'anciens déportés juifs n'ont-elles pas contribué à fabriquer un « martyr », assurant bien involontairement sa propagande ? « Notre parcours a été chaotique », convieit lui-même M. Faurisson.

Et pendant ce temps, M. Faurisson se radicalisait, souvenant méprisamment pour les victimes du génocide, depuis longtemps oubliées de la distance que doivent s'imposer ceux qui prétendent faire œuvre scientifique. « On ne me promènera pas en camion à gaz », affirmait-il dans l'entretien accordé au mensuel *Le Choc* du mois. Un entretien tout relatif, du reste, puisque le prévenu avait eu le privilège de se poser à lui-même les questions de son choix. « Le mythe des chambres à gaz est une gredinerie », continuait-il.

De quoi dissiper les doutes de M. Jouanneau, révolté par les « ruses » des négationnistes. « La loi Gayssot est une bonne loi, qui n'a pas bonne presse auprès des clercs, des intellectuels et des donneurs de leçons, devait-il bientôt déclarer. Mais nous ne jugeons pas ici des affaires entre particuliers : c'est notre dignité, notre survie qui est en cause. Que les clercs prennent le temps de réfléchir au peu de respect que cette loi est nécessaire. Laissez vos scrupules et vos réticences au vestiaire. » Et se tournant vers le prévenu, M. Jouanneau précisait : « Tout le droit de la presse n'est en fait qu'un catalogue de restrictions, de limitations, d'interdits. Toutes les lois sont des atteintes à la liberté. Il faut vous y faire, M. Faurisson. »

M. Delcroix et les « tabous primitifs »

Dans un réquisitoire percutant, M^e Edith Dubreuil s'attachait alors à montrer que les recherches du prévenu contenaient bien le jugement de Nuremberg du 1^{er} octobre 1946, qui ne fut « ni un oukase ni un décret des vainqueurs, mais l'aboutissement d'un débat juridique de neuf mois fondé sur des conditions de procédures sérieuses et internationalement reconnues ». Et le substitut d'insister sur l'autorité de la chose jugée : « Vous n'avez pas le droit, aujourd'hui, de dire que l'acte n'est pas coupable, pas plus de contester la décision de Nuremberg. S'agissant d'un jugement international, la France est dépositaire d'un devoir de respect par rapport aux autres pays. »

Plus profondément, M^e Dubreuil désignait la cause de la passion négationniste en commentant l'antisémitisme : « Ils veulent tous dire la même chose : les chambres à gaz sont un mensonge qui profite aux juifs et ce mensonge est de nature à assurer l'éternité juive. » Du coup, le substitut invitait le tribunal à entrer en voie de condamnation sans faiblesse en « balayant des scrupules qui ne seraient pas de bonne justice ».

M. Delcroix s'employa au contraire à faire valoir ces « scrupules » en citant tout à tour la loi Gayssot, dont il rappela que certaines des parties civiles en avaient contesté l'efficacité et le principe même en juillet 1990, et le jugement du tribunal de Nuremberg. L'avocat, à sa manière, développait les propos de son client assurant : « On ne me fera pas dire que 2 et 2 font 5, que la terre est plate, que le tribunal de Nuremberg est infallible. »

« On nous demande de revenir aux tabous primitifs », ironisa M. Delcroix. Mais on avait encore dans l'oreille les propos du substitut : « Ce qui m'intéresse, c'est pas ce qu'on trouve aujourd'hui mais ce que les Alliés ont découvert en libérant les camps de concentration. Si nous sommes en face d'une résurgence, si vous pouvez constater le crime et l'arme du crime, c'est que quarante-cinq ans sont passés. »

Jugement le 18 avril.

LAURENT GRELSAMER

SCIENCES

Nouveaux accords de participation entre les agences spatiales européenne et canadienne. — L'Agence spatiale européenne (ESA) et son homologue canadienne ont signé, jeudi 21 mars, cinq nouveaux accords de collaboration à des programmes spatiaux. Selon le communiqué de l'ESA, le Canada participera en premier lieu au programme de développement de l'aviation spatiale européenne Horus, dont le premier vol automatique est prévu pour l'an 2000. Il prendra part également à l'élaboration du second satellite européen de télé-détection ERS-2, à la préparation de la première mission d'observation de la terre sur orbite polaire (POEM-1), liée à la station américaine Freedom, au programme des systèmes et de technologies de pointe ASTP-4 et à la Mission de technologies et de relais des données DRTM.

ENVIRONNEMENT

M. Brice Lalonde menace de déclasser le parc naturel

Le Marais poitevin dans les sables mouvants

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, envisage de déclasser le parc naturel régional du Marais poitevin, autrement dit de lui enlever son label et de lui couper ses subventions. Il a chargé un haut fonctionnaire, M. Jean Servat, ancien directeur de la protection de la nature et de l'Office national de la chasse, de lui faire un rapport avant la fin avril. C'est la première fois qu'une telle procédure d'audit est employée à l'encontre d'un parc naturel. Si elle se conclut par un déclassement, un coup d'arrêt serait donné à la dérive constatée dans nombre d'espaces protégés — par exemple, dans le parc des Pyrénées, à présent menacé par un tunnel routier (le *Monde* du 17-18 mars).

La colère de M. Brice Lalonde date de novembre 1990, lorsque le conseil d'administration du parc régional du Marais poitevin donna son aval au passage de l'autoroute Nantes-Niort, aux bords de la Vienne verte, la partie la plus connue et l'une des plus fragiles du Marais. Cette « capitulation » devant les projets de l'équipement avait attiré l'attention sur un parc régional qui avait connu une naissance laborieuse — sept ans de tractations, avant que les collectivités locales acceptant de le créer en 1979 — et une existence non moins difficile.

Espaces protégés ou terres rentables

Les deux cents mille hectares du parc protégé du Marais poitevin s'étendant sur une véritable mosaïque géographique et administrative : la vallée de la Sèvre, des massifs forestiers, de vastes étendues de marais, quatre-vingt-cinq communes, trois départements, et deux régions. Là, vivent soixante seize mille ruraux qui n'aspirent qu'à moderniser leur exploitation pour vivre mieux.

Pour ses promoteurs, le parc régional signifiait la garantie d'un développement dans le respect des équilibres naturels. La réalité a été toute différente. Au moins pour les terroirs humides, considérés justement comme les plus précieux. Sur les 80 000 hectares de Marais poitevin, il en 15 000 très humides se défendent à peu près, les 65 000 autres ont été, pour les deux tiers, au prix de drainages fort coûteux, convertis en champs de maïs, de blé, et de tournesol.

Les responsables du parc — une douzaine de personnes contrôlées par un conseil d'administration où dominent les élus ruraux — n'ont pas pu s'opposer à cette évolution.

Quand ils protestèrent, deux départements sur trois leur coupèrent les vivres. Ils sont restés deux ans sans directeur et sont aujourd'hui sans président.

MARC AMBROISE-RENDU

ÉDUCATION

Polémique entre M. Chirac et M. Jospin sur les fermetures de classes à Paris

M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est vivement inquiété, vendredi 22 mars, des conditions de préparation de la prochaine rentrée scolaire dans la capitale. Selon les projets de réorganisation, 128 classes seraient fermées et 50 postes d'instituteurs supprimés à Paris. « De telles mesures, si elles étaient confirmées, représenteraient pour la capitale une régression sans précédent », a souligné M. Chirac.

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, n'a pas attendu pour répliquer. « Nous avons mené une politique de solidarité dans la gestion des postes et de réduction des différences au bénéfice des moins favorisés. Je ne vois pas pourquoi Paris ne serait pas concerné par cet effort. La capitale a perdu 5 000 élèves en trois ans, alors que les académies de Créteil et de Versailles en ont gagné 25 000 pendant la même période », a-t-il déclaré.

RELIGIONS

Simonie

En cumulant six cours de la même messe plusieurs « intentions » et offrandes de fidèles, certains prêtres se seraient laissés aller à des abus que dénonça, dans un décret publié vendredi 22 mars au Vatican, la Congrégation romaine pour le clergé. Ces pratiques, destinées à gonfler le chiffre d'affaires des paroisses entraînant parfois, selon la congrégation, un soupçon de simonie, l'Église catholique a décidé de les réglementer.

Le décret déclare « illicites » les cumuls, sauf dans des cas exceptionnels où la messe pluri-intentionnelle se ferait avec l'accord des fidèles intéressés. Dans ces cas, les prêtres n'auraient le droit de garder pour eux que la somme fixée par les autorités de leur diocèse, le surplus étant remis à l'évêque. — (AFP).

PHOTOGRAPHIE

Une icône

La mode une retrousse

HORST, 60 ANS DE PHOTOGRAPHIE au Musée des arts de la mode

De son prénom, il a fait son nom et son nom appartient à l'histoire de la photographie de mode. Horst Böhmann, dit Horst, est aujourd'hui un monsieur élégant de quatre-vingt-cinq ans, à l'allure impeccable avec son costume sombre, un mouchoir papillon, une canne pour le guider, la chevelure blanche bien rangée, le sourire généreux et une cigarette de marque « New » qu'il tient de ses assistants lui effleure régulièrement.

A travers le Musée des arts de la mode, c'est une fois de plus Paris qui lui rend hommage. « Sans Paris, je serais resté un petit hochet allemand », affirme-t-il aujourd'hui.

L'ancien étudiant en architecture de Walter Gropius, arrive en France en 1929 pour travailler comme apprenti chez La Cornuier, dont il a conçu, y compris par la conception de l'architecture, la photo. Il apprend son métier au contact de George Hoyningen-Huene, ancien baron prussien-georgien, principal photographe de Vogue France dès 1926, et qui restera comme « la » référence en matière de photo de mode.

Horst côtoie le tout Paris des années 30 et devient l'ami de Cocteau, Julien Green, Gertrude Stein, Luciano Visconti, Coco Chanel, autant de personnalités qui à l'instar de Marlene Dietrich et Salvador Dalí, lui doivent leur « beau portrait ». Il commence à peindre en 1932, à travailler pour Vogue et s'installe en 1939 aux États-Unis, dont il a pris la nationalité à la fin de la guerre.

Si photographier en noir et blanc traduit sa propre idée de l'élégance, c'est en effet la photo la plus connue de son ami George Hoyningen-Huene, qui travailla pour Vogue France et qui fut un très beau corps dans le temps. Je faisais de la photo physique, j'en fais toujours. Je n'aurais jamais pu résister à ça, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger, ça avait posé un problème, une question : C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 ne ressemblent à « standard ».

Vous imaginez et c'est de mon époque. Horst a fait une figure d'horizon important et nous le remercions de son passage à Paris. Le rendez-vous est pour l'été 1991.

« L'important »

« C'est important, votre présence, votre image, n'est pas perdue par vous. Vous représentez une époque, un monde, une manière de voir la vie, une manière de penser, une manière de vivre. »

C'est en effet la photo la plus connue de son ami George Hoyningen-Huene, qui travailla pour Vogue France et qui fut un très beau corps dans le temps. Je faisais de la photo physique, j'en fais toujours. Je n'aurais jamais pu résister à ça, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger, ça avait posé un problème, une question : C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 ne ressemblent à « standard ».

Vous imaginez et c'est de mon époque. Horst a fait une figure d'horizon important et nous le remercions de son passage à Paris. Le rendez-vous est pour l'été 1991.

C'est en effet la photo la plus connue de son ami George Hoyningen-Huene, qui travailla pour Vogue France et qui fut un très beau corps dans le temps. Je faisais de la photo physique, j'en fais toujours. Je n'aurais jamais pu résister à ça, pour des raisons techniques, il fallait rester de longues secondes sans bouger, ça avait posé un problème, une question : C'est la raison pour laquelle les photos des années 30 ne ressemblent à « standard ».

Vous imaginez et c'est de mon époque. Horst a fait une figure d'horizon important et nous le remercions de son passage à Paris. Le rendez-vous est pour l'été 1991.

Une idée de l'élégance

□ G. Aravindan, cinéaste indien. - Le réalisateur indien G. Aravindan est mort, le 15 mars à l'âge de cinquante-cinq ans, dans le Kerala. L'acte méridional où il était né et où il avait toujours vécu et travaillé. Depuis son premier film en 1974, des titres comme le *Chapiteau*, le *Croquis indien*, *Cépécule*, jusqu'à *Chidambaram* en 1985 et *Et il y eut un village* en 1986, avaient fait de lui l'un des principaux représentants du cinéma indépendant du sud de l'Inde. Il venait, après de longs efforts, de terminer un nouveau film, *les Déposés*, des consacré aux réfugiés ou Bangladeshi à Calcutta.

SPECTACLES

SAMEDI 23 - DIMANCHE 24 MARS

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

SAMEDI

Hommage à Jean Epstein : les Aventures de Robert Macaire (1925), de Jean Epstein, 15 h ; le Vie privé d'Henry VIII (1933, v.o.), d'Alexandre Korda, 19 h ; Hommage à Peter Brook : la Tragedie de Carmen (1982-1983), de Peter Brook, 21 h.

DIMANCHE

Hommage à Jean Epstein : la Chute de la maison Ustar (1928), de Jean Epstein, 15 h ; Hommage à Jean Epstein : Finis Terres (1928), de Jean Epstein, 17 h ; Kios de Silva (1978, v.o. s.t.f.), de Carlos Diegues, 19 h ; Hommage à Peter Brook : la Tragedie de Carmen (1982-1983), de Peter Brook, 21 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Palmarès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h.

DIMANCHE

Palmarès du cinéma du réel, 18 h ; Palmarès du cinéma du réel, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

(47-37-37-29)

SAMEDI

Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : la Désert et l'Enfant (1983, v.o. s.t.f.), de Ousman Saporov, 14 h 30 ; la Nuit (1972, v.o. s.t.f.), de Khamzat Abduravov, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire (1970, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamzatov, 20 h 30.

DIMANCHE

Les Cinémas d'Asie Centrale Soviétique : la Désert et l'Enfant (1983, v.o. s.t.f.), de Ousman Saporov, 14 h 30 ; la Nuit (1972, v.o. s.t.f.), de Khamzat Abduravov, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire (1970, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamzatov, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-25-34-30)

SAMEDI

Gamins de Paris : Ecole : les Rois Fénians chantent Social Case (1884) de Philippe Gaubert, Diabolo menche (1977) de Diane Kurys, 14 h 30 ; Révolte : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 18 h 30 ; Révolte : La Comtesse extra-ordinaire (1970) de Khamzat Abduravov, 20 h 30.

DIMANCHE

Gamins de Paris : Ecole : les Rois Fénians chantent Social Case (1884) de Philippe Gaubert, Diabolo menche (1977) de Diane Kurys, 14 h 30 ; Révolte : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 18 h 30 ; Révolte : La Comtesse extra-ordinaire (1970) de Khamzat Abduravov, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (*) (A., v.o.) : Cinoche, 8 (45-33-10-82) ; Les Trois Salzes, 8 (45-31-10-80) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

ALICE

(A., v.o.) : Cinoche, 8 (45-33-10-82) ; Les Trois Salzes, 8 (45-31-10-80) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

COUPS POUR COUPS

(A., v.o.) : Cinoche, 8 (45-33-10-82) ; Les Trois Salzes, 8 (45-31-10-80) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

PARIS EN VISITES

« La maison de Nicolas Flamel » (1407) et autres légendes parisiennes, 10 h 30, métro Rambuteau, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare.

« Les Seins, ses vices, ses vertus »

La statue, la statuaire, 14 h 40, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

« Une heure au cimetière de Montparnasse »

11 heures, 15 heures, 3, boulevard Edgar-Quinet.

« Les nouvelles du quartier Plaisance »

14 h 45, métro Plaisance (V. de Langlade).

« Les romantismes en France »

14 h 15, Musée de la Ville de Paris, 14, rue de la Harpe, 14 h 30, 12, rue de Grenelle (Monument historique).

« Le couvent de Port-Royal et le jansénisme »

14 h 30, 14 h 45, 15 h 30, 16 h 30, 17 h 30, 18 h 30, 19 h 30, 20 h 30, 21 h 30, 22 h 30, 23 h 30, 24 h 30, 25 h 30, 26 h 30, 27 h 30, 28 h 30, 29 h 30, 30 h 30, 31 h 30, 32 h 30, 33 h 30, 34 h 30, 35 h 30, 36 h 30, 37 h 30, 38 h 30, 39 h 30, 40 h 30, 41 h 30, 42 h 30, 43 h 30, 44 h 30, 45 h 30, 46 h 30, 47 h 30, 48 h 30, 49 h 30, 50 h 30, 51 h 30, 52 h 30, 53 h 30, 54 h 30, 55 h 30, 56 h 30, 57 h 30, 58 h 30, 59 h 30, 60 h 30, 61 h 30, 62 h 30, 63 h 30, 64 h 30, 65 h 30, 66 h 30, 67 h 30, 68 h 30, 69 h 30, 70 h 30, 71 h 30, 72 h 30, 73 h 30, 74 h 30, 75 h 30, 76 h 30, 77 h 30, 78 h 30, 79 h 30, 80 h 30, 81 h 30, 82 h 30, 83 h 30, 84 h 30, 85 h 30, 86 h 30, 87 h 30, 88 h 30, 89 h 30, 90 h 30, 91 h 30, 92 h 30, 93 h 30, 94 h 30, 95 h 30, 96 h 30, 97 h 30, 98 h 30, 99 h 30, 100 h 30, 101 h 30, 102 h 30, 103 h 30, 104 h 30, 105 h 30, 106 h 30, 107 h 30, 108 h 30, 109 h 30, 110 h 30, 111 h 30, 112 h 30, 113 h 30, 114 h 30, 115 h 30, 116 h 30, 117 h 30, 118 h 30, 119 h 30, 120 h 30, 121 h 30, 122 h 30, 123 h 30, 124 h 30, 125 h 30, 126 h 30, 127 h 30, 128 h 30, 129 h 30, 130 h 30, 131 h 30, 132 h 30, 133 h 30, 134 h 30, 135 h 30, 136 h 30, 137 h 30, 138 h 30, 139 h 30, 140 h 30, 141 h 30, 142 h 30, 143 h 30, 144 h 30, 145 h 30, 146 h 30, 147 h 30, 148 h 30, 149 h 30, 150 h 30, 151 h 30, 152 h 30, 153 h 30, 154 h 30, 155 h 30, 156 h 30, 157 h 30, 158 h 30, 159 h 30, 160 h 30, 161 h 30, 162 h 30, 163 h 30, 164 h 30, 165 h 30, 166 h 30, 167 h 30, 168 h 30, 169 h 30, 170 h 30, 171 h 30, 172 h 30, 173 h 30, 174 h 30, 175 h 30, 176 h 30, 177 h 30, 178 h 30, 179 h 30, 180 h 30, 181 h 30, 182 h 30, 183 h 30, 184 h 30, 185 h 30, 186 h 30, 187 h 30, 188 h 30, 189 h 30, 190 h 30, 191 h 30, 192 h 30, 193 h 30, 194 h 30, 195 h 30, 196 h 30, 197 h 30, 198 h 30, 199 h 30, 200 h 30, 201 h 30, 202 h 30, 203 h 30, 204 h 30, 205 h 30, 206 h 30, 207 h 30, 208 h 30, 209 h 30, 210 h 30, 211 h 30, 212 h 30, 213 h 30, 214 h 30, 215 h 30, 216 h 30, 217 h 30, 218 h 30, 219 h 30, 220 h 30, 221 h 30, 222 h 30, 223 h 30, 224 h 30, 225 h 30, 226 h 30, 227 h 30, 228 h 30, 229 h 30, 230 h 30, 231 h 30, 232 h 30, 233 h 30, 234 h 30, 235 h 30, 236 h 30, 237 h 30, 238 h 30, 239 h 30, 240 h 30, 241 h 30, 242 h 30, 243 h 30, 244 h 30, 245 h 30, 246 h 30, 247 h 30, 248 h 30, 249 h 30, 250 h 30, 251 h 30, 252 h 30, 253 h 30, 254 h 30, 255 h 30, 256 h 30, 257 h 30, 258 h 30, 259 h 30, 260 h 30, 261 h 30, 262 h 30, 263 h 30, 264 h 30, 265 h 30, 266 h 30, 267 h 30, 268 h 30, 269 h 30, 270 h 30, 271 h 30, 272 h 30, 273 h 30, 274 h 30, 275 h 30, 276 h 30, 277 h 30, 278 h 30, 279 h 30, 280 h 30, 281 h 30, 282 h 30, 283 h 30, 284 h 30, 285 h 30, 286 h 30, 287 h 30, 288 h 30, 289 h 30, 290 h 30, 291 h 30, 292 h 30, 293 h 30, 294 h 30, 295 h 30, 296 h 30, 297 h 30, 298 h 30, 299 h 30, 300 h 30, 301 h 30, 302 h 30, 303 h 30, 304 h 30, 305 h 30, 306 h 30, 307 h 30, 308 h 30, 309 h 30, 310 h 30, 311 h 30, 312 h 30, 313 h 30, 314 h 30, 315 h 30, 316 h 30, 317 h 30, 318 h 30, 319 h 30, 320 h 30, 321 h 30, 322 h 30, 323 h 30, 324 h 30, 325 h 30, 326 h 30, 327 h 30, 328 h 30, 329 h 30, 330 h 30, 331 h 30, 332 h 30, 333 h 30, 334 h 30, 335 h 30, 336 h 30, 337 h 30, 338 h 30, 339 h 30, 340 h 30, 341 h 30, 342 h 30, 343 h 30, 344 h 30, 345 h 30, 346 h 30, 347 h 30, 348 h 30, 349 h 30, 350 h 30, 351 h 30, 352 h 30, 353 h 30, 354 h 30, 355 h 30, 356 h 30, 357 h 30, 358 h 30, 359 h 30, 360 h 30, 361 h 30, 362 h 30, 363 h 30, 364 h 30, 365 h 30, 366 h 30, 367 h 30, 368 h 30, 369 h 30, 370 h 30, 371 h 30, 372 h 30, 373 h 30, 374 h 30, 375 h 30, 376 h 30, 377 h 30, 378 h 30, 379 h 30, 380 h 30, 381 h 30, 382 h 30, 383 h 30, 384 h 30, 385 h 30, 386 h 30, 387 h 30, 388 h 30, 389 h 30, 390 h 30, 391 h 30, 392 h 30, 393 h 30, 394 h 30, 395 h 30, 396 h 30, 397 h 30, 398 h 30, 399 h 30, 400 h 30, 401 h 30, 402 h 30, 403 h 30, 404 h 30, 405 h 30, 406 h 30, 407 h 30, 408 h 30, 409 h 30, 410 h 30, 411 h 30, 412 h 30, 413 h 30, 414 h 30, 415 h 30, 416 h 30, 417 h 30, 418 h 30, 419 h 30, 420 h 30, 421 h 30, 422 h 30, 423 h 30, 424 h 30, 425 h 30, 426 h 30, 427 h 30, 428 h 30, 429 h 30, 430 h 30, 431 h 30, 432 h 30, 433 h 30, 434 h 30, 435 h 30, 436 h 30, 437 h 30, 438 h 30, 439 h 30, 440 h 30, 441 h 30, 442 h 30, 443 h 30, 444 h 30, 445 h 30, 446 h 30, 447 h 30, 448 h 30, 449 h 30, 450 h 30, 451 h 30, 452 h 30, 453 h 30, 454 h 30, 455 h 30, 456 h 30, 457 h 30, 458 h 30, 459 h 30, 460 h 30, 461 h 30, 462 h 30, 463 h 30, 464 h 30, 465 h 30, 466 h 30, 467 h 30, 468 h 30, 469 h 30, 470 h 30, 471 h 30, 472 h 30, 473 h 30, 474 h 30, 475 h 30, 476 h 30, 477 h 30, 478 h 30, 479 h 30, 480 h 30, 481 h 30, 482 h 30, 483 h 30, 484 h 30, 485 h 30, 486 h 30, 487 h 30, 488 h 30, 489 h 30, 490 h 30, 491 h 30, 492 h 30, 493 h 30, 494 h 30, 495 h 30, 496 h 30, 497 h 30, 498 h 30, 499 h 30, 500 h 30, 501 h 30, 502 h 30, 503 h 30, 504 h 30, 505 h 30, 506 h 30, 507 h 30, 508 h 30, 509 h 30, 510 h 30, 511 h 30, 512 h 30, 513 h 30, 514 h 30, 515 h 30, 516 h 30, 517 h 30, 518 h 30, 519 h 30, 520 h 30, 521 h 30, 522 h 30, 523 h 30, 524 h 30, 525 h 30, 526 h 30, 527 h 30, 528 h 30, 529 h 30, 530 h 30, 531 h 30, 532 h 30, 533 h 30, 534 h 30, 535 h 30, 536 h 30, 537 h 30, 538 h 30, 539 h 30, 540 h 30, 541 h 30, 542 h 30, 543 h 30, 544 h 30, 545 h 30, 546 h 30, 547 h 30, 548 h 30, 549 h 30, 550 h 30, 551 h 30, 552 h 30, 553 h 30, 554 h 30, 555 h 30, 556 h 30, 557 h 30, 558 h 30, 559 h 30, 560 h 30, 561 h 30, 562 h 30, 563 h 30, 564 h 30, 565 h 30, 566 h 30, 567 h 30, 568 h 30, 569 h 30, 570 h 30, 571 h 30, 572 h 30, 573 h 30, 574 h 30, 575 h 30, 576 h 30, 577 h 30, 578 h 30, 579 h 30, 580 h 30, 581 h 30, 582 h 30, 583 h 30, 584 h 30, 585 h 30, 586 h 30, 587 h 30, 588 h 30, 589 h 30, 590 h 30, 591 h 30, 592 h 30, 593 h 30, 594 h 30, 595 h 30, 596 h 30, 597 h 30, 598 h 30, 599 h 30, 600 h 30, 601 h 30, 602 h 30, 603 h 30, 604 h 30, 605 h 30, 606 h 30, 607 h 30, 608 h 30, 609 h 30, 610 h 30, 611 h 30, 612 h 30, 613 h 30, 614 h 30, 615 h 30, 616 h 30, 617 h 30, 618 h 30, 619 h 30, 620 h 30, 621 h 30, 622 h 30, 623 h 30, 624 h 30, 625 h 30, 626 h 30, 627 h 30, 628 h 30, 629 h 30, 630 h 30, 631 h 30, 632 h 30, 633 h 30, 634 h 30, 635 h 30, 636 h 30, 637 h 30, 638 h 30, 639 h 30, 640 h 30, 641 h 30, 642 h 30, 643 h 30, 644 h 30, 645 h 30, 646 h 30, 647 h 30, 648 h 30, 649 h 30, 650 h 30, 651 h 30, 652 h 30, 653 h 30, 654 h 30, 655 h 30, 656 h 30, 657 h 30, 658 h 30, 659 h 30, 660 h 30, 661 h 30, 662 h 30, 663 h 30, 664 h 30, 665 h 30, 666 h 30, 667 h 30, 668 h 30, 669 h 30, 670 h 30, 671 h 30, 672 h 30, 673 h 30, 674 h 30, 675 h 30, 676 h 30, 677 h 30, 678 h 30, 679 h 30, 680 h 30, 681 h 30, 682 h 30, 683 h 30, 684 h 30, 685 h 30, 686 h 30, 687 h 30, 688 h 30, 689 h 30, 690 h 30, 691 h 30, 692 h 30, 693 h 30, 694 h 30, 695 h 30, 696 h 30, 697 h 30, 698 h 30, 699 h 30, 700 h 30, 701 h 30, 702 h 30, 703 h 30, 704 h 30, 705 h 30, 706 h 30, 707 h 30, 708 h 30, 709 h 30, 710 h 30, 711 h 30, 712 h 30, 713 h 30, 714 h 30, 715 h 30, 716 h 30, 717 h 30, 718 h 30, 719 h 30, 720 h 30, 721 h 30, 722 h 30, 723 h 30, 724 h 30, 725 h 30, 726 h 30, 727 h 30, 728 h 30, 729 h 30, 730 h 30, 731 h 30, 732 h 30, 733 h 30, 734 h 30, 735 h 30, 736 h 30, 737 h 30, 738 h 30, 739 h 30, 740 h 30, 741 h 30, 742 h 30, 743 h 30, 744 h 30, 745 h 30, 746 h 30, 747 h 30, 748 h 30, 749 h 30, 750 h 30, 751 h 30, 752 h 30, 753 h 30, 754 h 30, 755 h 30, 756 h 30, 757 h 30, 758 h 30, 759 h 30, 760 h 30, 761 h 30, 762 h 30, 763 h 30, 764 h 30, 765 h 30, 766 h 30, 767 h 30, 768 h 30, 769 h 30, 770 h 30, 771 h 30, 772 h 30, 773 h 30, 774 h 30, 775 h 30, 776 h 30, 777 h 30, 778 h 30, 779 h 30, 780 h 30, 781 h 30, 782 h 30, 783 h 30, 784 h 30, 785 h 30, 786 h 30, 787 h 30, 788 h 30, 789 h 30, 790 h 30, 791 h 30, 792 h 30, 793 h 30, 794 h 30, 795 h 30, 796 h 30, 797 h 30, 798 h 30, 799 h 30, 800 h 30, 801 h 30, 802 h 30, 803 h 30, 804 h 30, 805 h 30, 806 h 30, 807 h 30, 808 h 30, 809 h 30, 810 h 30, 811 h 30, 812 h 30, 813 h 30, 814 h 30, 815 h 30, 816 h 30, 817 h 30, 818 h 30, 819 h 30, 820 h 30, 821 h 30, 822 h 30, 823 h 30, 824 h 30, 825 h 30, 826 h 30, 827 h 30, 828 h 30, 829 h 30, 830 h 30, 831 h 30, 832 h 30, 833 h 30, 834 h 30, 835 h 30, 836 h 30, 837 h 30, 838 h 30, 839 h 30, 840 h 30, 841 h 30, 842 h 30, 843 h 30, 844 h 30, 845 h 30, 846 h 30, 847 h 30, 848 h 30, 849 h 30, 850 h 30, 851 h 30, 852 h 30, 853 h 30, 854 h 30, 855 h 30, 856 h 30, 857 h 30, 858 h 30, 859 h 30, 860 h 30, 861 h 30, 862 h 30, 863 h 30, 864 h 30, 865 h 30, 866 h 30, 867 h 30, 868 h 30, 869 h 30, 870 h 30, 871 h 30, 872 h 30, 873 h 30, 874 h 30, 875 h 30, 876 h 30, 877 h 30, 878 h 30, 879 h 30, 880 h 30, 881 h 30, 882 h 30, 883 h 30, 884 h 30, 885 h 30, 886 h 30, 887 h 30, 888 h 30, 889 h 30, 890 h 30, 891 h 30, 892 h 30, 893 h 30, 894 h 30, 895 h 30, 896 h 30, 897 h 30, 898 h 30, 899 h 30, 900 h 30, 901 h 30, 902 h 30, 903 h 30, 904 h 30, 905 h 30, 906 h 30, 907 h 30, 908 h 30, 909 h 30, 910 h 30, 911 h 30, 912 h 30, 913 h 30, 914 h 30, 915 h 30, 916 h 30, 917 h 30, 918 h 30, 919 h 30, 920 h 30, 921 h 30, 922 h 30, 923 h 30, 924 h 30, 925 h 30, 926 h 30, 927 h 30, 928 h 30, 929 h 30, 930 h 30, 931 h 30, 932 h 30, 933 h 30, 934 h 30, 935 h 30, 936 h 30, 937 h 30, 938 h 30, 939 h 30, 940 h 30, 941 h 30, 942 h 30, 943 h 30, 944 h 30, 945 h 30, 946 h 30, 947 h 30, 948 h 30, 949 h 30, 950 h 30, 951 h 30, 952 h 30, 953 h 30, 954 h 30, 955 h 30, 956 h 30, 957 h 30, 958 h 30, 959 h 30, 960 h 30, 961 h 30, 962 h 30, 963 h 30, 964 h 30, 965 h 30, 966 h 30, 967 h 30, 968 h 30, 969 h 30, 970 h 30, 971 h 30, 972 h 30, 973 h 30, 974 h 30, 975 h 30, 976 h 30, 977 h 30, 978 h 30, 979 h 30, 980 h 30, 981 h 30, 982 h 30, 983 h 30, 984 h 30, 985 h 30, 986 h 30, 987 h 30, 988 h 30, 989 h 30, 990 h 30, 991 h 30, 992 h 30, 993 h 30, 994 h 30, 995 h 30, 996 h 30, 997 h 30, 998 h 30, 999 h 30, 1000 h 30.

LES FILMS NOUVEAUX

AUJOURD'HUI PEUT-ÊTRE...

Film français de Jean-Louis Béraud : l'Enfant, 14 h 30 ; la Nuit, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire, 20 h 30.

LA MAISON RUSSIE

Film français de Jean-Louis Béraud : l'Enfant, 14 h 30 ; la Nuit, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire, 20 h 30.

BONS SAISERS D'HOLLYWOOD

Film américain de Mike Nichols : l'Enfant, 14 h 30 ; la Nuit, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire, 20 h 30.

LE JOUR DES ROIS

Film français de Claude Trépo : l'Enfant, 14 h 30 ; la Nuit, 17 h 30 ; la Comtesse extra-ordinaire, 20 h 30.

LA VIE DE SAINT-LAZARE

Le Monde

HEURES LOCALES

La nouvelle croisade des Albigeois

En obtenant l'implantation de la sixième école des mines alors que s'amorce la reconversion du bassin de Carmaux, la région d'Albi peut envisager une nouvelle étape de son développement

ALBI
de notre envoyé spécial

TOUS les responsables de la région d'Albi, reçus à Paris le 19 mars par M. Roger Fauroux, ministre de l'équipement, et M. Jacques Chérèque, ministre de l'aménagement du territoire, ont dû téléphoner à leurs collaborateurs à la mairie, au conseil général ou à la préfecture pour les convaincre de la réalité d'une décision annoncée dès le 16 mars dans la presse (le Monde daté 17-18 mars) : c'est bien dans le bassin Albi-Carmaux que va être implantée la sixième école des mines. Après s'être investis pendant plusieurs mois dans la constitution du dossier de candidature, ils doutaient encore du résultat. La confirmation de la nouvelle a levé les dernières craintes d'une remise en question.

Il est vrai que, si l'on connaît l'intérêt du président de la République pour la ville de Jean Jaurès, Albi ne bénéficiait pas, comme certains de ses concurrents, de l'appui de ministres en exercice ou d'ex-ministres encore influents. Ne disait-on pas aussi, à quelques jours de la décision gouvernementale, que la ville de Pau avait réuni plus d'atouts que la cité albigeoise ?

Une candidature «écuménique»

Mais cette région tarnaise a su se mobiliser pour emporter la décision. Il y a quelques mois, elle était déjà entrée en lice pour la cinquième école des mines, qui devait finalement échoir à Nantes. Michel Castel, maire d'Albi, ne cache pas que ce «galop d'essai» avait surtout permis de préparer un dossier solide et complet au moment où le gouvernement se prononçait pour une nouvelle école dans le Sud-Ouest.

Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas été insensibles au fait que le dossier d'Albi s'ouvrait par une lettre d'intentions cosignée par MM. Marc Censi, président centriste du conseil régional de Midi-Pyrénées, Thierry Carcenac, patron du conseil général du Tarn, et le maire d'Albi, lous deux socialistes. Un véritable «écuménisme» s'est d'ailleurs déployé dans toute la région pour faire aboutir cette candidature. Ainsi, M. Robert Pistre, vice-président d'opposition du conseil général, a tiré parti de son poste de directeur adjoint d'une école des mines : «J'ai proposé de mettre en avant la qualité de ville moyenne d'Albi. Beaucoup d'entreprises sont en effet à la recherche d'ingénieurs qui ont appris à vivre en dehors des grosses agglomérations».

Elus du Tarn, représentants de l'Etat (préfecture, direction régionale de l'industrie et de la recherche), membres de la chambre de commerce et d'industrie et une cinquantaine



de chefs d'entreprise se sont engagés à collaborer avec l'école : tous ont d'abord tenu à présenter une réalité industrielle bien différente de l'image qui pouvait s'attacher à un département surtout connu par la Verrerie ouvrière d'Albi, véritable symbole de la lutte ouvrière, l'industrie lainière et la mégisserie de Castres et Mazamet, la sidérurgie du Saut du Tarn et, bien sûr, le bassin bouillier de Carmaux. Autant d'industries traditionnelles, touchées par la récession dans les années 80, qui sont en voie d'être supplantées par de nouvelles activités : les laboratoires fondés par le Tarnais Pierre Fabre représentent à eux seuls, par exemple, près de 1 500 emplois dans le département.

Grâce aux aides apportées par le classement en pôle de conversion, grâce à l'action de la ville, du département et de la région à travers de nombreuses associations de développement économique, Albi a déjà enregistré un solde positif de 300 emplois ces trois

dernières années. Le département du Tarn est non seulement le deuxième de Midi-Pyrénées par le nombre d'actifs (35 000 dans l'industrie), mais aussi le premier du Sud-Ouest par la proportion (28,1 % des emplois industriels). Autant de chiffres qui garantissent à la future école des mines un ancrage dans un tissu industriel qui commence à se diversifier.

Le dossier d'Albi mettait aussi en valeur la proximité de Toulouse et de ses 87 000 étudiants, ainsi que la toute récente ouverture avec succès d'un centre universitaire dans cette ville moyenne. Cette délocalisation de l'université des sciences sociales de Toulouse a accueilli dès octobre dernier plus de 300 étudiants. Ces jeunes, originaires en majorité du département, avouent qu'ils ne regrettent rien la métropole régionale et qu'ils trouvent au contraire dans une «ville plus calme» les moyens et l'environnement qui leur permettent de travailler.

Car les autorités ont su donner à Albi (47 000 habitants) des équipements qui s'ajoutent à une richesse architecturale exceptionnelle. La réhabilitation du centre ville est une réussite, avec ses rues piétonnes et ses logements sociaux dans des immeubles du quinzième siècle. Le Centre culturel albigeois exerce son pouvoir d'attraction sur toute la région. Si bien que l'animation dans les rues d'Albi n'a rien à envier à celle de villes beaucoup plus importantes. Le préfet, M. Jean Thiebaut, qui souligne l'esprit d'entreprise des élus de la région, n'est pas le dernier à se féliciter d'un tel environnement.

Efforts accrus pour la reconversion

Le dossier d'Albi présentait en bonne place comme site possible pour l'implantation de la future école des mines les terrains et les locaux de la caserne La Pérouse. Une solution qui ne se justifiait pas uniquement par la présence en plein centre ville de 7 hectares de bâtiments et de terrains. Les élus rappellent surtout que le départ en juillet prochain du 7^e RCPS allait voir 700 militaires et leurs familles quitter la ville, et qu'ils attendaient une contrepartie.

Ils ont été surpris par l'ampleur de l'opération annoncée le 19 mars. La mine de charbon à ciel ouvert de la Découverte à Carmaux, à 15 kilomètres d'Albi, va en effet connaître une diminution progressive de son activité. Six cent trente mineurs travaillaient encore sur ce site gigantesque, où Charbonnages de France a déjà investi 700 millions de francs. Le gouvernement va augmenter de 50 % pendant trois ans, le soutien financier qu'il accorde actuellement à la reconversion du site. Celui-ci passera de 130 à 200 millions de francs par an. Cet argent permettra de poursuivre l'effort engagé depuis deux ans pour créer des emplois, améliorer les infrastructures (route à quatre voies entre Toulouse, Albi et Carmaux), nettoyer les friches industrielles et reclasser les mineurs. En plus, le gouvernement investira 400 millions de francs sur cinq ans pour la construction de l'école des mines.

Le prix de revient du charbon extrait à Carmaux était deux fois plus cher que celui du marché, les objectifs de production seront réduits de moitié dans un délai qui n'est pas encore établi. Au lieu d'exploiter 400 000 tonnes par an en 1993, la mine ne devrait en produire que 200 000. Cette réduction à la baisse entraînera des diminutions d'effectifs qui n'ont pas encore été chiffrées, et qui devraient être annoncées vers la fin du mois d'avril.

CHRISTOPHE DE CHENAY

D'une tutelle à l'autre

LA course de fond dans laquelle sont engagées le gouvernement et les parlementaires pour tenter d'introduire, à travers une réforme bonne dans son principe, un peu plus de justice entre les collectivités (rurales ou urbaines) aisées et celles qui mériteraient une sorte de «RMI» local ne doit pas occulter les questions conjoncturelles. Angoulême reste sous les feux de la rampe mais n'est pas seule à se débattre dans un endettement abyssal.

Puisque personne ne veut donner des normes, avançons la liste des communes qui en 1991 vont bénéficier de la part de l'Etat d'une subvention d'équilibre : outre Angoulême, citons Magny-les-Hameaux ou Chanteloup-les-Vignes (Vendée), Athies-Mons et Verres (Essonne), Peyreleau (Aveyron), Bessè et Saint-Anastaise (Puy-de-Dôme), Le Grand-Bornand et La Clusaz (Haute-Savoie), l'île de Sein, et quelques autres. Le syndicat CFTD des personnels communaux réclame l'ouverture d'une négociation nationale avec le gouvernement pour examiner l'endettement de certaines villes.

Pour «éviter d'autres Angoulêmes», il tire la sonnette d'alarme sur Toulon, Amiens, Béziers, Lille, Avignon et Marseille avec ses 14 000 agents dont 2 500 employés dans les cantines scolaires. Toutes les collectivités doivent avoir voté leur budget d'ici à fin mars. Mais dans beaucoup de cas, avec la conjoncture incertaine de 1991, élus et préfets se demandent par quel miracle dépenses et recettes pourront coïncider à Noël... Heureusement, les banquiers veillent, jamais bénévolement d'ailleurs. Après avoir émis en 1988 et 1989, la part des équipements financés par l'emprunt a recommencé à augmenter en 1990 : 37,6 % au lieu de 31 % l'année précédente. La groupe Caissa des dépôts aura fourni 53 milliards de francs de prêts l'an dernier sur un total de 81 milliards. Les collectivités avaient 14 milliards de francs de capital à rembourser en 1981. Pour le dixième anniversaire de la décentralisation on finira les 50 milliards, sans les intérêts qui doublent largement la note. A la tutelle de l'Etat s'est substituée celle des banques.

FRANÇOIS GROSCHARD

Nantes, «Venise verte»

Le centre-ville sera «redessiné» par un architecte italien

NANTES

correspondance

ITALO ROTA va donner un nouveau visage au cœur historique de Nantes. Le projet de l'architecte italien transforme l'île Feytaud et le cours des Cinquante-Œtages en coulée de verdure. Mais celle que l'on appelle «Venise verte» ne retrouvera pas son eau, comme le souhaitent de fervents partisans d'un tel aménagement.

Aucune des dix équipes d'architectes engagées dans un concours international n'a pris ce risque technique et financier. Autrefois baigné par l'Ère, le cours des Cinquante-Œtages a été comblé avant guerre, devenant un couloir de circulation à huit voies coupant le centre-ville en deux : un canal de brume réputé pour ses bouchons aux heures de pointe. La seconde ligne de tramway, dont les travaux vont bientôt commencer, doit emprunter une part de ce cours. L'ouverture prochaine du pont de Cheviré à l'ouest soulagera également le centre-ville d'une partie de la circulation.

Ces deux événements ont poussé la municipalité de Jean-Paul Amalvi, assistée par Dominique Perault, concepteur de la «très grande bibliothèque», à revoir la forme de la ville. Les architectes en lice avaient plusieurs exigences à respecter : maintenir le trafic des automobiles tout en redonnant l'espace aux piétons, italo

Rota, qui a reconstruit les usines Fiat à Turin, et qui émerge actuellement les galeries de l'école française dans la cour Carrée du Louvre, s'est associé à Nantes aux deux architectes Bruno Forlier et Thierry Bloch. Jean-Noël Berte, conservateur des jardins du Luxembourg, s'est joint à eux.

Une idée audacieuse

En rien révolutionnaire, l'île Feytaud quitte lui-même son projet de «discret, voire même invisible». Son pari ? Imposer la nature dans une ville où la botanique est une tradition. La version future du cours des Cinquante-Œtages, avec des plantations et des tilleuls en alternance, des magnolias dans sa partie centrale et des groupes de paulownias, conservent deux voies de circulation et deux voies d'arrêt. Elles seront dessinées pour souligner les places. Dans le prolongement, Feytaud, dont les hôtels de riches armateurs se reflétaient dans la Loire, devrait s'entourer d'un écorce vert. Parallèlement, la municipalité a confié à une autre équipe d'architectes, celle du Nantais Bernard Barro, le soin de mettre au point une idée audacieuse : la construction d'un musée d'art moderne et de salles de sport enterrées dans l'ancien lit du fleuve.

THIERRY BALLU

La dérangement «débrouillardise» d'une élue auvergnate

Le préfet encourage son projet d'«hôtel éclaté», mais veille au respect de la légalité

SAINT-ARCONS-D'ALLIER

de notre envoyée spéciale

BIENTôt qu'elle soit auvergnate d'adoption, M^{me} Geneviève Fustier possède deux qualités fort prisées dans la vallée de l'Allier : un entêtement inébranlable et un sens aigu de l'économie. Elle les a cultivées pendant dix ans dans une minuscule commune de la Haute-Loire où elle a exercé, bénévolement, les fonctions de secrétaire de mairie, et s'est rendue experte dans l'art de négocier des subventions. Aux élections municipales de 1977, cette compétence lui a valu d'être propulsée tête de liste à Saint-Arcons-d'Allier. Depuis quatorze ans, elle exerce les fonctions de maire (divers droits) dans cette commune rurale de deux cents âmes, composée de six villages éparpillés sur 1 600 hectares. Cette dame mince et séduisante, au front large et ambitieux, consacre ses journées à la réalisation d'un grand projet municipal : construire un «hôtel éclaté» dans le vieux bourg.

Ce hameau, où ne vivent plus que dix-neuf habitants, s'agrippe à un éperon de basalte sur lequel est érigée une ancienne forteresse. M^{me} Fustier et son époux, chirurgien-dentiste amateur de belles pierres, ont acheté les ruines de la demeure féodale pour 35 000 francs, en 1974. Ils l'ont bien restaurée et lui viennent d'obtenir le classement de sa façade par la commission des monuments historiques.

M^{me} Fustier souhaite que le château abrite la réception ainsi que le restaurant de l'hôtel, et que les

anciennes maisons du bourg fassent office de chambres (d'où l'appellation d'«hôtel éclaté»). La commune en a acheté une quinzaine, qu'elle s'emploie à restaurer, remarquablement, à l'ancienne. Les murs sont en pierre de basalte, les encadrements des portes et des fenêtres en bois, les toitures en tuiles canal récupérées. Les câbles du téléphone et de l'EDF ont été enterrés dans le sol, les compteurs électriques extérieurs nichés dans les murs et dissimulés derrière de petites portes en bois sculptées, les rues étroites du village recouvertes de galets. Quelques résidences secondaires aux volets jaunes se joignent avec cette cascade de maisons basses et brunes. C'est pourquoi la commune a demandé (et obtenu) un droit de préemption sur les propriétés à vendre.

Les «battantes» de Bernard Tapie

Le conseil municipal de Saint-Arcons avait adopté le projet de l'«hôtel éclaté» à une condition : qu'il ne coûte pas un sou au budget municipal. Condition acceptée par M^{me} Fustier et respectée en grande partie, puisqu'elle n'a prélevé que 400 000 francs pour réaliser 2,5 millions de francs de travaux. Sa recette : mobiliser toutes les énergies disponibles sans rémunération.

Saint-Arcons a donc vu défiler un régiment d'infanterie, plusieurs détachements de nettoyeurs, creusiers, maçonnerie. L'autre secret de M^{me} Fustier consiste à décrocher le maxi-

mum de subventions possible (conseil régional, conseil général, commission des sites, Fondation de France...). La commune a ainsi réalisé des opérations «blanches» pour la pose de l'électricité, du téléphone, ou la restauration des premières maisons. Elle n'a payé que 50 % de ses travaux d'assainissement, 45 % de l'aménagement de ses rues... Elle a obtenu récemment une subvention exceptionnelle du Fonds interministériel d'aménagement et de développement rural (FIDAR) : 3,5 millions de francs pour la dernière étape du projet, estimée à 6,1 millions de francs.

Si la débrouillardise de M^{me} Fustier lui a valu d'entrer dans un club de «battantes» sélectionnées par Bernard Tapie, elle a aussi suscité une certaine curiosité du côté de l'Etat. A la demande du FIDAR, le préfet vient de bloquer, provisoirement, le versement de sa subvention. Pour veiller à la pérennité du projet, il doit en effet s'assurer que le maire ne transgressera pas les règles de la comptabilité publique et, en particulier, qu'il versera bien l'ensemble de la somme pour laquelle il a reçu une aide de 57 %, 51, par sous d'économie, M^{me} Fustier était tentée de ne dépenser que cette subvention sans y ajouter un centime de la commune, elle ne respecterait pas le plan de financement initial, ce qui reviendrait à utiliser indûment l'argent du contribuable.

Le libéralisme de M^{me} Fustier, qui s'accommode mieux des subventions de l'Etat que de ses remarques, s'est quelque peu affaibli de ce contrôle de légalité a priori. Le préfet lui

ayant fait comprendre qu'il s'agissait de sauvegarder l'intérêt public sans remettre en cause son travail, la première magistrate de Saint-Arcons s'est résignée à emprunter 750 000 francs pour rester dans la légalité. Reste à savoir si les agriculteurs du conseil municipal, moins motivés que leur maire, accepteront un «coup de canif» dans le contrat, d'autant plus que la commune possède déjà une dette aussi élevée que son budget (1,2 million de francs investis dans la voirie).

M^{me} Fustier a dû aussi affiner le montage juridique de son affaire, pour éviter toute présomption d'ingérence. Comme elle est propriétaire du château, elle a constitué une SCI comprenant un autre associé, pour pouvoir accorder un bail commercial à la société d'exploitation de l'hôtel-restaurant. Un bail de la même nature doit être conclu entre la commune propriétaire des chambres et la société d'exploitation qui les louera.

M^{me} Fustier a trouvé une directrice capable d'investir 1 million de francs, mais elle doit encore chercher le gérant dont la personnalité garantira la solidité du projet. Pour le FIDAR, l'hôtel éclaté est cependant en bonne voie. Cet organisme lui a toujours porté un grand intérêt dans la mesure où il doit créer des emplois, faire revivre le village et s'intégrer à la politique touristique du Haut-Allier. Bien que le paysage tout en relief et les églises romanes de cette vallée aient largement de quoi attirer de nombreux touristes l'été, on n'y trouve pas encore d'accueil quatre étoiles. Cela pourrait être fait en juillet 1992.

RAFAELE RIVALS

HEURES LOCALES

Toute la lumière sur les mauvais payeurs

Face à l'accroissement des impayés d'énergie, EDF et le département du Gers mènent une expérience pour faire le tri entre étourdis et démunis

AUCH
de notre correspondant

Les impayés d'énergie constituent un indicateur sérieux des phénomènes de pauvreté. Certes, parmi les usagers qui n'acquiescent pas leurs factures EDF, il convient de distinguer les étourdis des démunis. Mais chaque hiver pose la même question : comment pourvoir la solidarité envers ceux qui ne peuvent réellement pas payer leur consommation de gaz et d'électricité ? Une question à laquelle le département du Gers s'efforce depuis le 15 janvier d'apporter une réponse originale en complétant le dispositif classique de la commission départementale de l'énergie par un système expérimental qui ne va pas sans quelques audaces déontologiques. Du côté de l'Élysée, par l'intermédiaire de Mme Georgina Dufour, on suit avec intérêt une expérimentation sociale qui pourrait se traduire, l'hiver prochain, par des mesures adaptées à l'ensemble du territoire.

Devant le taux incompressible et apparemment stable des coupures de courant effectuées mensuellement par les agents d'EDF, le préfet Gérard Guiter a songé à mettre en place un système de filtres successifs afin que toute personne démunie soit prise en charge par la commission départementale de l'énergie. Dans le même sens, il s'agit d'écarter les « quelques tricheurs qui ont égaré le système et jouent avec la trésorerie d'EDF », rappelle Jacques Vialard, « patron » gersois de l'entreprise nationale. Une position partagée par le conseil général : « Un usager privé de courant doit avoir les services sociaux afin que son cas soit examiné », confie Robert Darguesseau, conseiller du président Jean-Pierre Joseph. Mais la commission n'est pas une machine à payer que l'on actionne en appuyant sur un bouton. Elle doit écarter les gens qui, tout en disposant des ressources nécessaires, voudraient

faire payer leurs factures par la collectivité.

C'est dans cette optique qu'un premier filtre préventif est mis en place dès la proposition de coupure. Chaque mois, EDF a accepté de fournir à la préfecture la liste des 1 300 personnes concernées. Des personnels appartenant aux services sociaux éprouvent ces listes afin de repérer les personnes connues des services de



solidarité. Si l'une de ces personnes est clairement identifiée, elle recevra la visite d'une assistante sociale pour constituer éventuellement le dossier qui sera transmis à la commission départementale de l'énergie. Dès qu'une démarche de constitution de dossier est engagée, EDF suspend la coupure. Et si la coupure est déjà effective, l'administration se charge de rétablir le courant dans les meilleurs délais. Dans les faits, ce premier filtre s'avère insuffisant. L'épuration des listes le plus méticuleux laisse de nombreux cas individuels en suspens, faute d'informations :

« Quand le cas est douteux, on fait appel au maire de la commune où réside l'usager », explique Philippe Sauzet, secrétaire général de la préfecture. Les maires sont consultés, soit par écrit, soit par téléphone et donnent leur avis sur la coupure envisagée.

Cette association des maires au dispositif est assurément l'une des ses principales originalités. Mais même si après plus d'un mois de fonctionnement aucune protestation officielle n'a été enregistrée de la part des élus locaux, d'aucuns y voient malgré tout un danger au plan déontologique. Quel que soit le motif du non-paiement de sa facture, rien n'indique, en effet, que le citoyen français usager d'EDF apprécie de voir ainsi son nom communiqué à la préfecture, puis aux maires. A fortiori dans les petites communes rurales où les nouvelles vont vite. On saura fin mars, à l'issue de l'expérience gersoise, si des effets pervers sont à craindre.

En attendant, chacun convient que le maire est souvent le mieux placé pour connaître la situation réelle des administrés : « Mais dans le même temps je vois mal un maire dire tranquillement : celui-là, on peut le couper », note le conseiller du président Joseph. Surtout, pourrait-on ajouter, quand c'est sur son propre défaut de paiement que l'élu est invité à se prononcer, comme cela est arrivé il y a quelques semaines, Courteline ne manquera jamais l'occasion de se glisser dans les systèmes administratifs les mieux verrouillés.

Du côté de la préfecture, on entend cependant poursuivre l'expérience jusqu'à la fin du mois de mars : « Naturellement, on s'est posé toutes ces questions, remarque simplement le secrétaire général. Et si on a franchi le pas, c'est qu'il s'agit d'une bonne cause ».

DANIEL HOURQUEBIE

Des élus veulent réveiller l'axe Centre-Europe-Atlantique

Pour relancer le projet de route transversale dans le Massif central, un comité envisage des actions spectaculaires sur le terrain

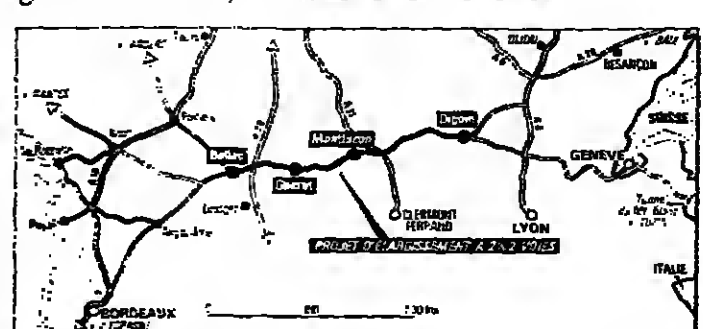
LIORGES
de notre correspondant

Un comité d'action vient de se constituer, dans le centre de la France, « pour la réalisation à deux fois deux fois de la route transversale Centre-Europe-Atlantique ». Une distance de quelque 250 kilomètres qui constitue le tiers central de l'axe Centre-Europe-Atlantique. Le comité, qui a tenu sa séance fondatrice à Montluçon (Allier) le vendredi 8 mars dernier, rassemble déjà plusieurs dizaines d'élus régionaux, cantonaux et municipaux des quatre départements intéressés : l'Allier, la Creuse, la Saône-et-Loire, la Haute-Vienne. Il va se réunir dans les prochaines semaines pour organiser des actions de terrain qui s'inscrivent « dans une démarche de mobilisation et de sensibilisation ».

Pas de tiers central avant soixante ans

Le projet Centre-Europe-Atlantique est déjà ancien. Il envisage depuis plus de vingt ans, deux « événements routiers » : l'un à l'est, qui concentre les flux venus d'Alsace, de Suisse et d'Italie du Nord vers Mâcon et Dijon jusqu'à un tronçon central antérieur – cet itinéraire Dijon-Bellefleur qui se glisse assez facilement entre les obstacles géographiques du Morvan et de l'Auvergne – vers un « événement ouest » qui redistribue le trafic routier sur l'ensemble de la façade atlantique, vers Nantes, La Rochelle, Bordeaux et l'Aquitaine.

Une association, l'ARCEA (Association pour la route Centre-Europe-Atlantique), existe depuis plusieurs décennies : elle rassemble la plupart des parlementaires et



des maires des départements concernés, plusieurs comités d'expansion et quelques instances professionnelles (la chambre de commerce de Genève, par exemple). Elle a, depuis sa fondation, publié une dizaine d'années en collaboration avec Michelin une carte routière sur laquelle cet axe irrigue la France centrale d'un épais trait bleu. Mais sur le terrain le projet n'a guère progressé, sauf sur les tronçons dont l'aménagement était prévu ailleurs, dans d'autres projets et avec d'autres budgets : essentiellement le réseau autoroutier de l'est de la France, qui draine un trafic croissant.

Comme l'élément principal de ce projet, le « tiers central » Dijon-Bellefleur n'avance pratiquement pas (« Au rythme actuel, il n'a guère de chances d'être réalisé, dans le meilleur des cas, avant soixante ans », a-t-il été dit à la réunion de Montluçon), la situation sur cette route centrale est proche de la saturation : 8 000 véhicules par jour en moyenne annuelle, avec des pointes de 20 000 véhicules/jour, notamment en été, dont 30 % de poids lourds. Ce trafic d'importance autoroutière, à part quelques

kilomètres à deux fois deux fois et de rares créneaux de dépassement, ne dispose toujours que d'une voie de circulation dans chaque sens, et continue à traverser de nombreuses agglomérations, dont celle de Montluçon. Résultat : un itinéraire à haut risque, où la fréquence des accidents mortels a suscité la naissance de nombreux comités rivaux de défense.

Le nouveau comité ne se pose pas en rival de la vieille ARCEA : « Il faut espérer que nous serons complémentaires », dit l'un des animateurs. Ce sont des parlementaires et des notables qui font les couloirs des ministères. Nous autres, nous serons sur le terrain avec les populations. Car « l'expérience prouve que la mobilisation est généralement plus efficace que la fréquentation des antichambres ».

Il s'agit « d'obtenir d'ici à l'an 2000 des réalisations et des engagements significatifs », et d'intéresser pour « parvenir les chambres consulaires des départements traversés et les professionnels routiers, qui pâtissent eux aussi de la saturation de cet axe » d'importance européenne.

GEORGES CHATAIN

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/FINANCES/CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

Jusqu'à ce jour, aucun indicateur ne donnait d'éléments récents et réguliers sur la conjoncture des finances communales. Le Crédit local de France a mis en place des indicateurs (emprunt, investissement, trésorerie) qui permettent de suivre mensuellement, à partir des réponses d'un panel composé de communes de plus de cinq mille habitants, ces indicateurs donnent une information en temps réel et significative, même si elle ne peut prétendre à l'exhaustivité. Ces indicateurs sont publiés et commentés chaque mois en alternance. Aujourd'hui, l'indicateur trésorerie est associé à un point sur le financement des lycées.

Le financement des lycées

Par les lois du 22 juillet 1983 et du 25 janvier 1985, l'Etat a transféré aux régions une partie de ses compétences en matière de lycées. C'est ainsi que les régions ont depuis le 1^{er} janvier 1988 la charge du financement de l'équipement et du fonctionnement des lycées existants, ainsi que de la construction de nouveaux établissements. L'Etat, pour sa part, conserve ses prérogatives sur la gestion du corps enseignant et l'orientation pédagogique.

Le transfert de compétences s'est accompagné du versement par l'Etat de dotations de fonctionnement (par le biais de la Dotation globale de décentralisation - DGD) et d'une dotation spécifique pour l'investissement (Dotation régionale d'équipement scolaire - DRES). En 1990, l'Etat a versé 3 milliards de francs au titre de la DGD et 2,3 milliards de francs au titre de la DRES (répartie entre les régions selon des critères prenant notamment en compte l'état de vétusté des locaux, ainsi que le nombre d'élèves scolarisés et scolarisables).

Les besoins d'équipement des lycées se sont cependant révélés bien plus importants que l'Etat ne l'avait évalué au moment du transfert. Ainsi, de 1988 à 1990, les régions ont accru leur effort en faveur des lycées de plus de 40 % par an en moyenne sur le France entière. En 1990, leur dépense totale pour les lycées a atteint 15,5 milliards de francs (dont 12 milliards de francs de dépenses d'investissement), soit près d'un tiers de leur budget.

Les versements de l'Etat ne couvrant que le tiers

des dépenses des régions en matière de lycées, ces dernières ont dû faire appel à d'autres ressources. Ceci explique en grande partie l'augmentation de la fiscalité directe régionale (+20 % en francs courants de 1989 à 1990) et un recours plus important à l'emprunt.

Au vu de l'importance des besoins d'investissement, l'Etat a demandé en 1988 à la Caisse des dépôts de décaler, au titre de son « Programme Développement Solidarité », une enveloppe de prêts de 4 milliards de francs sur 3 ans (1989-1991), au taux réduit de 5,8 %.

Plus récemment, dans le cadre du plan d'urgence de rénovation des lycées décidé par le gouvernement en décembre dernier, le groupe de la Caisse des dépôts a déposé 2 milliards de francs de prêts au taux réduit de 7 %. Ces prêts sont distribués par le Crédit local de France. Ils s'ajoutent à 2 milliards de francs de subventions supplémentaires de l'Etat. Ces 4 milliards de francs sont destinés au financement d'investissements nouveaux bien précis, tels que la mise en conformité des locaux, des normes d'hygiène et de sécurité ou la création de salles d'études et de réunion, avec une priorité à l'enseignement professionnel.

Les besoins d'investissement en matière de lycées resteront importants ces prochaines années, d'autant plus qu'avec l'objectif du gouvernement d'amener 90 % d'une classe d'âge au baccalauréat d'ici à l'an 2000, les régions devraient accueillir en moyenne 30 000 élèves supplémentaires par an.

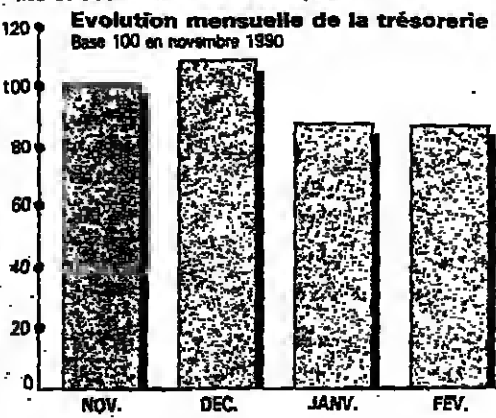
Trésorerie

Depuis plusieurs années, le niveau moyen de la trésorerie des collectivités locales, c'est-à-dire de leurs fonds disponibles déposés au Trésor, diminue régulièrement. Cette évolution traduit une gestion financière plus fine, les collectivités cherchant à réduire leurs dépenses improductives.

L'observation du panel de communes montre en janvier une trésorerie au plus bas, ce qui est traditionnel à cette période de l'année. Cette situation contraste avec le mois de décembre, où des flux importants de recettes, et notamment d'emprunts, viennent abonder la trésorerie communale pour assurer les opérations de la journée comptable (dépenses de l'année précédente dont le paiement est assuré au mois de janvier de l'année en cours).

C'est ainsi que, pour certaines communes du panel, les dépenses de personnel ont doublé, voire triplé, entre les mois de décembre et janvier. A partir du mois de février, le niveau de la tré-

sorerie va s'accroître progressivement, en raison de l'encaissement plus régulier des recettes de fiscalité et des dotations versées par l'Etat.



BLOC-NOTES

AGENDA

■ Décentralisation et départements d'outre-mer. — Où en est la décentralisation dans les départements d'outre-mer ?

La spécificité de ces collectivités territoriales pose de nombreux problèmes en matière de transferts de compétences et de contrôle de l'égalité. Il y sera répondu les 26 et 27 mars au cours des journées d'études organisées sur ce thème par le groupe de recherche de droit public et de science politique de l'université des Antilles et de la Guyane, sur le campus de Fouillole, à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).

■ Renseignements : 19-1990-82-59-44.

■ Communication politique. — Le Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (CURAPP) organise un colloque sur la communication politique, le 5 avril, à la maison de la culture d'Amiens. Il réunira des élus, des professionnels de la communication et des universitaires, qui se pencheront notamment sur les rapports entre communication et décentralisation.

■ Renseignements au 19-19-22-95-20-19.

PUBLICATIONS

■ « Géographiques ». — La Documentation française diffuse une nouvelle collection, « Géographiques », dirigée par M. Roger Brunet, membre du comité scientifique de la DATAR, géographe, directeur de recherche au CNRS et responsable du groupement d'intérêt public RECLUS. Elle propose des essais, destinés à un public non spécialisé, sous la forme d'ouvrages courts et à la présentation égrégable. Trois ouvrages sont déjà parus : le Territoire, par Roger Brunet, réflexion sur l'Europe, la décentralisation, l'écologie (223 pages, 95 francs) ; Ville, par Robert Ferras, méditation sur les représentations, les images, le marketing urbain (143 pages, 88 francs) ; Médiane, par Augustin Berque, sur l'aménagement des milieux et des paysages (163 pages, 92 francs).

Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...

92 EXPRESS

Grand Prix 1991 du meilleur journal des collectivités locales décerné par l'U.L.J.E.F.

92
CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SAÏNE

92 EXPRESS
LE MAGAZINE DES HAUTS-DE-SAÏNE

MENSUEL

Union des Journalistes et Journalistes d'Entreprise de France

Manifestations et controverses autour des projets de la SNCF

L'économie et la beauté

Comme cet été en Provence, voilà qu'à nouveau les projets de tracé des TGV concourent par les ingénieurs de la SNCF à mettre en émoi les régions qui seront traversées par les futures lignes. Aujourd'hui, c'est l'Aquitaine qui monte au créneau et demain ou après-demain l'Alsace et le Lorraine. Avec, en bonne place derrière, les élus de toutes tendances, le monde agricole et les viticulteurs. Dans la soirée du vendredi 22 mars, à Sorgues (Vaucluse) et à Roquemare (Gard), des manifestants opposés au tracé du TGV Sud-Est ont établi des barrières pendant deux heures sur les voies ferrées. Comme, au pied de la montagne Sainte-Victoire, les mères de Cézanne veillaient au respect de paysages immortels, c'est maintenant le souvenir de Montaigne et de Molière que l'on appelle à la rescousse. Les collines émaillées et les vallées épaissies de ce coin de France illustrent de façon pas masquée.

Sans remonter aux très brutales polémiques qu'il y a plus de dix ans, on entend le projet (favorisé) de construction d'une centrale nucléaire à Flageolet, à l'extrême ouest de la péninsule bretonne, plusieurs événements illustrent les difficultés qu'il y a à concilier les nécessités de l'économie et du modernisme, que presque tout le monde réclame, et la préservation d'un patrimoine collectif, qui a une valeur économique et sociale que personne ne conteste.

Le tracé des TGV ou des autoroutes ici, l'aménagement d'une zone portuaire là, provoquent des barrages ou des grèves administratives. Les agriculteurs ne veulent pas sacrifier leurs terres au profit d'hommes d'affaires pour qui « le temps c'est de l'argent », les élus locaux refusent d'être mis devant le fait accompli. Récemment, l'installation d'une usine autrichienne, au prix du défrichement de plusieurs dizaines d'hectares de forêt alsacienne, a conduit M. François Mitterrand lui-même à rechercher un compromis.

Les comptes de la SNCF, certes, sont fragiles et le système national de besoin du TGV pour valoriser son image et engranger des recettes. Mais son président, M. Jacques Fourrier, qui est un homme de goût, devrait méditer aussi cette invite émanée de Marguerite Yourcenar : « Rien n'est plus fragile que la beauté des lieux... »

FRANÇOIS GROSCHARD

M. Hubert Maigrat (CNPF) élu président de l'UCANSS

M. Hubert Maigrat (CNPF) a été élu jeudi 21 mars président de l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) par vingt et une voix, contre trois voix pour le candidat présenté par la COT. Désormais composé en partie de représentants des employeurs et des salariés, l'UCANSS, qui assure la gestion des 180 000 salariés de la Sécurité sociale, avait connu une profonde crise fin 1990, marquée par la démission des représentants patronaux et par des grèves.

M. Maigrat souhaite engager rapidement des négociations sur les classifications et se pencher sur le problème des sureffectifs dans les caisses de Sécurité sociale. M. Maigrat est, en outre, favorable à la conclusion de contrats d'objectifs pluriannuels avec les pouvoirs publics.

[Né en 1942, M. Hubert Maigrat fut ébéniste avant de travailler comme ouvrier à l'usine Peugeot de Mulhouse. Militant CFDT, il abandonne ses responsabilités syndicales pour intégrer en 1976 le cabinet de M. Lionel Stoléru, alors secrétaire d'Etat chargé de la condition des travailleurs. En 1983, il rejoint l'AFPA puis, en 1985, la direction des affaires sociales de la Fédération nationale des travaux publics.]

Le tracé du TGV Paris-Toulouse provoque des protestations en Gironde

Les viticulteurs et les élus girondins contestent les projets de tracé des futures lignes TGV vers l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Selon eux, elles placeraient Bordeaux, la métropole régionale, à l'écart des grandes voies de communication ferroviaires européennes et léseraient l'économie viticole.

BORDEAUX

de notre correspondant

Le projet, soutenu par la SNCF, prévoit un tronçon commun aux lignes Paris-Bordeaux et Paris-Toulouse, jusqu'à l'entrée du département de la Gironde. Les deux tracés divergent ensuite au nord de Libourne. Un « barreau » dessert Bordeaux, terminus de la ligne nouvelle TGV-Aquitaine. La ligne Midi-Pyrénées évite Bordeaux et coupe sur quatre-vingt kilomètres dans les vignobles de l'Entre-deux-Mers en direction de Toulouse.

La SNCF prévoit de la relier, par un TGV grand sud, aux liaisons sud-est, qui desserviront Barcelone et l'Espagne. Selon la SNCF, un Paris-Toulouse via le vignoble de

l'Entre-deux-Mers permettrait de gagner vingt à trente minutes par rapport à un tracé Paris-Bordeaux-Toulouse dont la durée d'attente serait, toujours selon la SNCF, quatre cent mille passagers par an. Ces calculs de rentabilité ne sont pas du goût des viticulteurs et des élus girondins.

Unanimes sur ce point, quelle que soit leur couleur politique, ils rejettent ces projets. Bordeaux ne saurait être réduite « à la situation de Massy-Palaiseau ou de Saint-Pierre-des-Corps », selon l'expression de M. Jacques Valade, ancien ministre, adjoint au maire de Bordeaux (RPR). M. Gilbert Mitterrand (PS), député et maire de Libourne, abonde dans ce sens : « Si Bordeaux était considéré comme une déviation de ligne par rapport à l'Aquitaine dans leur développement », les parlementaires girondins ont adressé une pétition au gouvernement pour demander la mise à l'étude d'un tracé Paris-Toulouse passant impérativement par Bordeaux, ainsi que l'adoption d'une ligne TGV Paris-Bordeaux-Lyon-Madrid.

GINETTE DE MATHA

Alors que la compagnie aérienne cherche un partenaire international

Le gouvernement belge décide de renflouer Sabena

Le gouvernement belge a finalement décidé de renflouer lui-même la compagnie aérienne nationale, dont l'Etat possède 54 %. M. Jean-Luc Dehaene, ministre des communications, a annoncé vendredi 22 mars qu'il verserait 10 milliards de francs belges (1,6 milliard de francs français) dans le capital de la compagnie, et qu'il lui en accorderait encore huit dès qu'elle aura trouvé un partenaire privé. Le gouvernement annulera en outre les dettes de la Sabena à l'Etat, qui s'élevaient à 16 milliards de francs belges. Le déficit d'exploitation de Sabena pour 1990 a dépassé les 6 milliards de francs belges, et celui de 1991 pourrait atteindre 4 milliards.

Le président de la compagnie,

M. Pierre Godfroid, a annoncé la suppression de 2 200 emplois (18 % des effectifs).

Depuis que, le 9 novembre dernier, le gouvernement belge a annoncé une privatisation partielle de la compagnie, celle-ci cherche « un partenaire industriel international et fort », selon les mots de son président. Le gouvernement et M. Godfroid semblent avoir écarté les propositions de la prospère compagnie charter belge TEA. C'est à une alliance avec British Airways, associée avec Sabena et KLM jusqu'à cette année, que l'on pense surtout, mais des discussions continuent avec d'autres compagnies, notamment avec Air France, Air Inter et Thai Airways - (AFP).

Pertes record en 1990 pour SAS

STOCKHOLM

de notre correspondant

Sept cent soixante-trois millions de couronnes (environ 687 millions de francs) de pertes en 1990, contre 2,2 milliards (environ 2 milliards de francs) de bénéfices en 1989 pour le groupe SAS : selon M. Jan Carlzon, son président, qui a présenté le résultat annuel jeudi 21 mars à Stockholm, ces chiffres, les plus mauvais jamais enregistrés, pourraient être encore pires en 1991 si la crise se poursuit. SAS a choisi d'inclure dans ses comptes 801 millions de couronnes, qui représentent les coûts de restructuration de la division aviation - SAS Airlines - en vue de la déregulation du trafic aérien en Europe. Mais la hausse brutale du prix du carburant entrainée par la

crise du Golfe, la désertion des passagers qui s'est ensuivie et la basse conjoncture mondiale générale ont fait apparaître les faiblesses propres de SAS, affecté notamment par les importantes participations prises à la compagnie aérienne américaine Continental - qui a essuyé un déficit record au quatrième trimestre 1990 - et dans la chaîne d'hôtels Intercontinental, qui lui a fait perdre 91 millions de couronnes.

La direction de SAS, qui avait déjà annoncé en début d'année la suppression de 3 500 emplois dans la division Airlines et de plus de 2 000 dans le reste du groupe, n'aurait pas un nombre des licenciements encore plus élevé.

FRANÇOISE NIÉTO

EN BREF

o La Cogéma déboutée de sa plainte contre la société de Bourse Buisson. - Attendu depuis le 8 février, alors qu'il avait été reporté sine die le jugement du tribunal de commerce de Paris concernant la plainte déposée par la Cogéma contre la société de Bourse Buisson a été rendu vendredi 22 mars. Le tribunal a condamné la Cogéma aux dépens du procès qu'elle a intenté à l'ancienne charge d'agent de change. Elle doit verser en plus à cette société 20 000 francs de dommages et intérêts. La Cogéma (Compagnie générale des matières nucléaires), filiale à 100 % du Commissariat à l'énergie atomique, avait intenté une action contre Buisson, à qui elle imputait la responsabilité de la perte de 259 millions de francs sur le Matif en décembre 1987. Elle lui réclamait 333,9 millions de francs de dommages et intérêts.

o M. Pierret dénonce les « propos partisans » de M. Chénouard sur la Caisse des dépôts. - Les propos « partisans » de M. Roger Chénouard (UDF), concernant le mode de gestion des fonds d'épargne par la Caisse des dépôts et consignations et son directeur général, M. Robert Lion, « en regardant que l'homme politique, et en aucun cas, la commission de surveil-

lance de la Caisse », a affirmé le 22 mars M. Christian Pierret (PS), président de cette commission. M. Chénouard, rapporteur général de la commission des finances du Sénat, a estimé dans un entretien à l'AFP que « le problème de la confiance est posé » à propos de M. Lion, à la suite des opérations financières engagées par la Caisse sur ses fonds d'épargne (le Monde du 23 mars).

o La consommation des ménages français a légèrement reculé en février. La consommation des ménages français en produits manufacturés a diminué de 0,3 % en février par rapport au mois précédent, selon des données corrigées des variations saisonnières publiées vendredi 22 mars par l'INSEE. En janvier, elle avait progressé de 0,2 %. Le mois de février a été marqué par un recul de 0,5 % des achats de biens durables (automobiles, meubles) et par une nette progression de ceux d'électronique grand public (+ 2 %) et d'électroménager (+ 3 %). Au cours des trois derniers mois, la consommation des ménages est au total restée pratiquement stable, mais elle a diminué de 0,9 % sur un an (entre février 1990 et février 1991).

Soumis par le président Bush au Congrès

Le projet de réforme bancaire préoccupe les établissements étrangers installés aux Etats-Unis

M. George Bush a transmis le 20 mars au Congrès le projet de loi portant réforme du système bancaire et d'assurance des dépôts. Le débat va s'engager alors que l'organisme chargé d'assurer les dépôts bancaires réclame toujours davantage d'argent pour sponger les faillites bancaires et que de nombreux établissements devraient diminuer leurs dividendes, confirmant leurs contre-performances financières.

NEW-YORK

de notre correspondant

Inspiré des recommandations formulées en février par le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, et visant à créer un système bancaire « sûr et compétitif » (le Monde des 7 et 8 février), ce projet de réforme, au moins aussi volumineux (300 pages) que le rapport Brady, en reprend les grandes lignes : abolition de la séparation entre banque commerciale et banque d'affaires, possibilité offerte à de grands groupes industriels d'entrer au capital des banques, autorisation de créer des succursales hors de l'Etat où la banque est installée.

De l'avis des spécialistes, le seul point de consensus immédiat entre les parlementaires est l'obligation de recapitaliser au plus vite le Federal Deposit Insurance Corp (FDIC), chargé d'assurer les dépôts bancaires pour éviter un effondrement de l'ensemble du système. M. William Seidman, président du

FDIC, a annoncé, le 21 mars, le montant définitif de ses pertes pour 1990 (4,85 milliards de dollars, soit environ 27 milliards de francs), en s'efforçant d'ajouter que son organisme devrait être doté de 35 milliards de dollars au cours des deux prochaines années pour empêcher le désastre.

La cause est entendue, mais des escamotages ne sont pas à exclure à propos du système proposé : une assurance de 100 000 dollars par personne et par banque, sans limitation du nombre de comptes ouverts dans différents établissements. Certains membres de la Chambre des représentants ont déjà fait savoir qu'ils préconiseraient une assurance limitée à cette somme par déposant, quel que soit le nombre de comptes ouverts dans différents établissements.

Harmoniser la profession

En attendant de pouvoir se livrer à un examen détaillé des chapitres du projet de loi - qui va certainement soulever une petite tempête à propos des pouvoirs accrus accordés à une nouvelle institution directement rattachée au Trésor, au détriment de la Réserve fédérale -, les banques étrangères installées aux Etats-Unis ont été les plus promptes à réagir à une disposition qui les pique au vif : l'obligation de se constituer désormais en société holding de droit américain, à l'image de leurs confrères locaux.

Jusqu'à présent, les banques étrangères se contentaient de fonctionner en simples succursales de leur maison mère. « D'ores et

elles devront se doter fortement en capital et observer des ratios de capitalisation qui, jusqu'à présent, n'avaient rien à voir avec ceux des autres banques américaines », explique l'un des banquiers concernés. « Dans l'esprit des auteurs du texte, on peut voir là un souci d'harmoniser la profession, mais tout le monde connaît le reproche fait aux banques étrangères de ne pas payer assez d'impôts aux Etats-Unis et d'avoir une attitude très laxiste en matière de coût des ressources, ce qui leur permet de jouer fortement sur leurs résultats », concède un autre professionnel.

Siôt la menace confirmée, M. Lawrence R. Uhlik, directeur exécutif de l'Institute of International Bankers, l'organisme new-yorkais chargé de représenter les établissements étrangers, a déclaré que la proposition du Trésor « d'interdire aux banques internationales d'opérer aux Etats-Unis à travers des succursales et des agences compromettrait le fonctionnement du système bancaire dans son ensemble et pénaliserait le marché financier américain ».

« Si d'autres pays venaient à exiger une mesure identique (un enregistrement de la banque là où elle opère, aux mêmes conditions juridiques que les établissements américains), on assisterait à une balkanisation du capital et à une perte d'efficacité sur les marchés mondiaux », affirme M. Uhlik. L'appel discret de la règle de réciprocité, les banques américaines installées dans la plupart des pays européens pouvant fonctionner en simples succursales si elles le souhaitent.

SERGE MARTI

Forte progression des investissements français à l'étranger en 1990

Les investissements français à l'étranger auraient atteint environ 143 milliards de francs en 1990, progressant d'environ 25 % par rapport à 1989, selon les premières estimations. Leur santé recouvrée, les entreprises françaises ont multiplié par sept leurs achats à l'étranger depuis cinq ans (en 1985, elles n'avaient investi que 20 milliards de francs). Cette internationalisation rapide s'explique par le besoin de combler le retard pris au début des années 80, lorsque les moyens financiers manquaient. Elle s'explique aussi par la nécessité de participer à la mondialisation des marchés qui force, pour assurer sa survie, d'être présent au moins dans les autres pays d'Europe, aux Etats-Unis, voire en Asie.

Parallèlement à ce boom des investissements français à l'étranger, les investissements étrangers en France ont sensiblement diminué. La chute serait d'environ un quart en 1990 par rapport à 1989, à 45 milliards de francs contre 60,9 milliards, créant un véritable déséquilibre.

La famille Vuitton se désengage de LVMH

Vuitton Investissement Gestion (VIG), détenue majoritairement par la famille Vuitton, a cédé jeudi 22 mars quelque 450 000 titres de LVMH (Moët-Hennessy, Louis Vuitton), soit l'équivalent de 3,24 % du capital du numéro mondial du luxe. C'est la banque américaine Goldman Sachs qui a acquis ces titres pour environ 1,6 milliard de francs. Cette opération - à l'issue de laquelle M. Henry Racamier conserve 8 % du capital du groupe dirigé par son ancien rival, M. Bernard Arnault - lui assure par ailleurs les liquidités nécessaires au développement d'Orcoff, dont il veut faire un nouveau pôle du luxe.

o Le groupe CBC chargé de la réhabilitation de l'ancien immeuble Shell à Paris. - Le promoteur Kaufman et Broad a décidé, le 22 mars, de confier le chantier de réhabilitation et de reconstruction de l'ancien siège de Shell, rue de Berri à Paris, au groupe CBC, filiale de la Compagnie générale des eaux spécialisée dans le bâtiment et les travaux publics. Il s'agit d'un contrat d'environ 440 millions de francs.

La France et l'Allemagne précisent leur position sur l'union monétaire européenne

Après leur rencontre du jeudi 21 mars, les ministres français et allemand des Affaires étrangères, MM. Roland Dumas et Hans-Dietrich Genscher, ont publié vendredi 22 mars un communiqué commun précisant leur position sur l'Union économique et monétaire européenne (UEM). Le texte stipule que la création de la banque centrale européenne interviendra bien au début de la deuxième phase de l'UEM, prévue pour 1994, et non, comme plusieurs dirigeants allemands en avaient exprimé le souhait récemment, au terme de cette étape.

Le texte franco-allemand rappelle néanmoins qu'à ce stade,

l'institution ne sera qu'une « pré-institutionnelle », les autorités nationales gardant le contrôle de leur politique monétaire. La troisième étape, au cours de laquelle l'institution européenne sera pleinement opérationnelle et responsable, devrait commencer dans un « délai raisonnable » à partir du 1^{er} janvier 1997.

« La conférence intergouvernementale a été préparée de manière plus exhaustive et précise qu'aucune autre », souligne le communiqué, qui exprime le souhait que l'essentiel des travaux sur l'UEM, ainsi que sur l'union politique européenne, soit achevé avant l'été 1991.

En lançant des OPE sur Poliet et Ciments français

Paribas se renforce dans les matériaux de construction

Les offres publiques d'échange (OPE) lancées par Paribas sur deux de ses participations, Poliet et Ciments français (le Monde du 23 mars), ont pour objectif de renforcer leurs structures financières et de créer un pôle important dans les matériaux de construction.

Les OPE sur Poliet et Ciments français permettent aussi à Paribas de conforter la base de son actionariat stable, tout en changeant de dimension. Elles l'amèneront à prendre le contrôle de Poliet, un holding regroupant des sociétés dans le secteur des matériaux de construction dont il est déjà actionnaire à 37,5 %, et des Ciments français dont il détient, via Poliet, 29,7 % des parts. Dans une deuxième phase, Paribas apportera ses titres Ciments français à Poliet par le biais d'une OPE.

Ainsi se dessine une structure à trois étages composée de Paribas contrôlant Poliet, ce dernier ayant la majorité du capital des Ciments français. A l'issue de cet adossement, le groupe Poliet doublera de taille, avec un chiffre d'affaires de plus de 35 milliards de francs, un résultat net de 1,5 milliard et une capacité d'endettement de 3,5 milliards. Cette restructuration met non seulement les Ciments français à l'abri de toute OPA éventuelle mais surtout, selon les initiateurs du montage, elle permet au troisième cimentier mondial de mobiliser rapidement des capitaux lors de prochaines acquisitions.

Cette rationalisation est faite en plein accord avec l'autre action-

naire important des Ciments français, Axa, qui, en éditant ses 14,57 % du capital, enregistre une plus-value nette d'un milliard de francs et renforce de 2 % sa participation dans Paribas. Celle-ci passera à près de 7,5 %, se situant au niveau des autres grands actionnaires de la compagnie de la rue d'Antin.

Pour mener à bien ses différentes OPE, Paribas financera par une augmentation de capital et par l'utilisation d'une partie de l'autocroissance, qui reviendra de 6 % à 4 %. Le nombre de titres Paribas devrait croître de 20 % à 25 % par la création d'actions nouvelles, au maximum 23 millions venant s'ajouter aux 69 millions existants. La capitalisation boursière, qui est actuellement de 34,5 milliards de francs, devrait augmenter de 7 à 12 milliards de francs en fonction des résultats de l'offre.

D. G.

o Lafarge Coppée consolide ses positions au Maroc et en Turquie. - M. Bertrand Collomb, président de Lafarge Coppée, a annoncé le 21 mars que son groupe avait décidé d'augmenter la participation (minoritaire) qu'il détient au Maroc dans la Cimenterie nouvelle de Casablanca. D'autre part, en Turquie, Lafarge Coppée a conclu avec le groupe Ybitas un accord de joint venture pour la construction d'une station de broyage à Ankara. Le chiffre d'affaires du groupe en 1990 a atteint 32,54 milliards de francs (+ 7 %) et le bénéfice net consolidé (part du groupe) 2,19 milliards (+ 1 %).

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un calendrier toujours chargé pour les emprunts en écus

La cadence des nouvelles émissions en écus s'est, certes, nettement ralentie ces dernières semaines, mais elle ne s'est jamais interrompue. La transaction la plus récente a été lancée vendredi 22 mars. Elle consiste en une nouvelle tranche de 50 millions d'écus, que la Banque européenne d'investissement, par l'intermédiaire d'une eurobanque japonaise, IBI International, a rajouté à son emprunt 9 %, qui viendra à échéance en 1999. Cet emprunt avait vu le jour voici deux ans. Il se montait au départ à 150 millions. Son encours est maintenant de 335 millions.

L'affaire est intéressante, car elle montre combien il est important pour les très grands débiteurs de disposer de toute une gamme d'opérations, dont le taux d'intérêt, le type d'actualités et qu'il y ait toujours un débiteur qui puisse alimenter l'accroître. Augmenter un emprunt coûte normalement moins cher à un débiteur que d'en lancer un nouveau. Les gestionnaires de fonds sont prêts à accepter des conditions d'autant plus justes que la taille d'une transaction est élevée, car ils voient un facteur de négociabilité des titres.

Au cours du trimestre prochain, le Compartiment de la monnaie européenne devrait continuer d'être vivement sollicité. Il pourrait, toutefois, l'être moins que l'année. On ne peut en effet plus compter sur la soutien massif que lui ont apporté de nombreux investisseurs aux Etats-Unis. Ceux-ci restent aujourd'hui de s'être montrés un peu trop crédules, d'avoir trop facilement partagé les vues de ceux qui leur promettaient un renforcement imminent de la valeur de l'écu et faisaient miroiter la perspective d'une Europe unie sur le plan monétaire.

Les méthodes de vente employées par certains courtiers outre-Atlantique sont actuellement dénoncées et critiquées, et plusieurs spécialistes, comme M. Brendan Brown, de Mitsubishi Finance International, s'attendent même à une réaction négative de la part des gestionnaires de fonds américains qui, en janvier et en février, n'ont pas su résister à la propagande intense et souvent outrée dont bénéficiait alors l'écu.

Au calendrier de ces prochains mois, la Communauté économique

européenne figure à plusieurs reprises. Elle s'apprête à emprunter pour le compte de trois pays d'Europe de l'Est : la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Bulgarie. L'opération tchèque devrait porter sur 185 millions d'écus et elle aura lieu vraisemblablement en avril ; la hongroise est de l'ordre de 250 millions et la bulgare, qui se fera en deux tranches, totalisera 290 millions. A ce programme devrait s'ajouter un autre emprunt de 160 millions d'écus, dont le bénéficiaire sera l'Etat d'Israël. Les fonds recueillis sur le marché des capitaux seront répartis à ce pays, mais le prêt sera bonifié de façon à réduire de 23,5 millions la charge d'intérêt. Cette aide à Israël est une conséquence de la guerre du Golfe.

La Belgique et l'Autriche à la recherche de francs suisses

D'autre part, parmi les débiteurs souverains qui pourraient se présenter prochainement, la France, l'Italie et l'Espagne ne devraient pas tarder. En revanche, les chances de voir l'Allemagne lancer un grand emprunt d'Etat en écus ont considérablement diminué depuis que, jeudi dernier, M. Karl Otto Poehl, le président de la Banque centrale, en a publiquement désapprouvé le projet. De même, le Danemark, longtemps considéré comme un des candidats les plus sérieux à l'emprunt en écus, paraît actuellement moins sûr : la situation financière de ce pays est présentement très favorable et son endettement, cette année, sera contenu dans des limites très raisonnables. Il ne lui reste pas plus d'un milliard de dollars à drainer d'ici à la fin de l'année sur le marché international des capitaux.

Deux pays européens, la Belgique et l'Autriche, cherchent ces derniers jours à s'endetter en francs suisses, devises associées de tous d'intérêt les plus bas de notre continent. Ils l'ont fait de façon détournée, empruntant dans d'autres monnaies, le dollar et le franc français, puis concluant des contrats d'échange, au terme desquels ils disposent de francs dans la monnaie de leur choix, à des conditions extrêmement avantageuses. Les deux pays ont ainsi pu obtenir directement.

La Belgique s'est présentée sur le marché de l'eurodollar où elle est

l'emprunteur d'une grande opération de 400 millions d'euros de sept ans. Les titres, rémunérés au taux facial de 8,75 %, étaient proposés mercredi aux investisseurs à un prix correspondant à un rendement de 56 points de base (ou centimes de point de pourcentage) de plus que les obligations du Trésor américain. L'opération a été très bien accueillie au Japon, où l'intérêt pour des placements en dollars est prononcé.

Parallèlement, l'Union de banques suisses, à qui le mandat de l'emprunt belge était confié, dirigeait également une émission de 400 millions de francs suisses pour une société du groupe pétrolier BP, qui, pour sa part, souhaitait obtenir des fonds en dollars. En permettant les deux opérations, il était possible de satisfaire une partie des exigences de la Belgique à un coût très avantageux. L'opération a été très bien accueillie au Japon, où l'intérêt pour des placements en dollars est prononcé.

Quant à l'Autriche, c'est au travers d'un emprunt en francs français de quinze ans de durée, qu'elle a obtenu 150 millions de francs suisses pour une durée de quinze ans, qu'il lui faudra rembourser en fonction de l'évolution du loyer de l'argent à court terme. L'opération, d'un caractère tout à fait privé, a été organisée par la banque américaine J.P. Morgan. Elle sort à modestes emprunts subordonnés de 3 milliards de francs français émis par la société française Merin Gerin.

Pour ce qui est des placements privés en francs français, les pouvoirs publics n'en autorisent le montage que cas par cas et il faut que les banques qui s'en chargent remplissent les mêmes conditions que celles habilitées à diriger des émissions publiques. C'est pourquoi, d'une façon générale, elles ne permettent pas que dans le cadre d'un programme de *medium term notes* soient effectuées des tirages en francs français. Le portefeuille sera admette que les missions d'emprunt en francs se fassent à leur insu.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar à 5,60 francs

Le dollar continue son ascension cette semaine, poussant une pointe, mardi 19 mars, à plus de 1,67 dollar-schweitz et de 5,678 francs, avant de céder un peu de terrain à la veille du week-end, sous les coups de boutoir répétés des banques centrales. Celles-ci ont, à nouveau, entrepris de « casser » une spirale haussière qui paraît, de plus en plus, revêtir un caractère spéculatif.

Certes, le dollar est encore notablement sous-évalué et sa remontée récente (plus de 10 % en cinq semaines) doit beaucoup à l'effet Bush, à l'espoir d'une reprise de l'économie américaine, à l'arrêt possible de la baisse des taux d'intérêt, aux achats massifs de « billets vers » après la fin de la guerre du Golfe, pour des fins commerciales essentiellement.

Baisse probable du mark

Maintenant, on s'attend à la poursuite d'un mouvement qui est fondé autant sur la baisse du mark que sur la hausse du dollar. A cet égard, la véritable bombe lancée mardi 19 mars à Bruxelles par le président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl Otto Poehl, n'a pas fini de diffuser ses ondes de choc sur les marchés internationaux. En déclarant tout crûment que les effets de l'union monétaire allemande étaient « désastreux », M. Poehl a laissé entendre que de graves difficultés étaient à prévoir dans les mois qui viennent, tout en réglant un vieux compte avec le chancelier Kohl. En février 1990 ce dernier avait placé devant le fait accompli par l'union monétaire allemande et la fameuse parité « ein für ein » (un mark de l'Est échangé contre un mark de l'Ouest), parité considérée par

M. Poehl comme « politique » et peu réaliste.

La montée du taux de chômage en ex-RDA laisse prévoir un été et un automne « chauds », voire une explosion sociale à Leipzig, à Dresde et à Chemnitz. Si on y ajoute une autre montée, celle de l'inflation au second semestre — provoquée par la baisse du mark, qui accroît le coût des importations, — et les mesures fiscales au 1^{er} juillet (plus d'un demi-point, ou davantage de hausse des prix), il est bien possible que la tension du mark soit affectée, au-delà et en dehors du Système monétaire européen (SME). N'oublions pas, enfin, l'agitation politique en URSS, dont chaque rebondissement se répercute sur les marchés financiers d'un pays en première ligne face à l'Est.

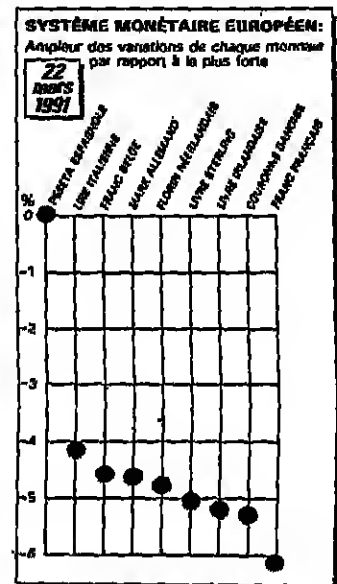
Voici réunis les éléments d'un cocktail qui risque d'être bien amer pour la Bundesbank, dont la marge de manœuvre devient de plus en plus étroite. Cette banque centrale peut, certes, relever à nouveau son taux directeur pour freiner la baisse du mark, mais, ce faisant, elle alourdit les charges pesant sur les entreprises allemandes au moment où un effort exceptionnel est demandé à l'Allemagne. Doublement dilemme !

Net raffermissement du franc

Au sein du SME, l'événement a été l'annonce d'un raffermissement du franc, essentiellement vis-à-vis du mark, dont le cours est revenu de 3,4080 francs à 3,40 francs et même un peu au-dessous pour la première fois depuis le début de février dernier. Ce raffermissement est d'autant plus remarquable qu'il s'effectue au lendemain d'un abaissement, plutôt symbolique, il est vrai, du taux directeur de la Banque de France, et en dépit des fluctuations du mark vis-à-vis du dollar : auparavant, la devise allemande pouvait monter ou baisser vis-à-vis du « billet vert », son cours se maintenant à près de 3,41 francs à Paris. Aujourd'hui, il n'est pas exclu de voir le mark revenir au-dessous de 3,40 francs, en raison de la situation économique outre-Rhin, comme il a été exposé précédemment. Rappelons qu'au second semestre 1991, le rythme de l'inflation allemande risque de dépasser celui de l'inflation française, phénomène gros de conséquences.

Autre phénomène, la peseta espagnole caracole toujours en tête du SME, malgré l'abaissement d'un point du taux d'intervention de la Banque d'Espagne, ramené, il y a huit jours, de 14,50 % à 13,50 %. Cela n'a pas suffi, car les banques centrales de France et d'Espagne ont dû intervenir trois jours d'affilée pour empêcher la peseta de crever son plafond vis-à-vis du franc (ceint maximum de 6,16 % au sein du SME). Le flux des capitaux en direction de la péninsule est encore trop fort, estime-t-on. Toutefois, le secrétaire d'Etat espagnol à l'économie, M. Pedro Perez, a déclaré, jeudi 21 mars, que les taux d'intérêt à Madrid pourraient encore baisser « dans un proche avenir » si l'inflation continuait de refluer et si le déficit de la balance des paiements courants diminuait, indication déjà donnée la veille par le premier ministre, M. Felipe Gonzalez.

FRANÇOIS RENARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 22 MARS 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc allemand	Mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York...	1,7860	—	17,8491	70,8717	66,7346	2,9481	53,7793	0,8815
Paris...	1,8428	—	18,4297	71,4637	67,8140	3,0469	55,7258	0,8847
Bruxelles...	18,0046	5,0025	—	397,05	340,26	16,5146	301,85	4,5897
Francfort...	9,9946	5,0268	—	393,188	340,82	16,5336	302,368	4,5973
Zurich...	2,5209	1,3110	25,1051	—	85,696	4,1597	76,8237	1,1508
Berlin...	2,5419	1,3081	25,4333	—	86,634	4,2047	76,8918	1,1616
Amsterdam...	2,8408	1,4485	28,3865	116,49	—	4,8549	86,7172	1,3429
Frankfurt...	2,8334	1,4508	28,3482	115,365	—	4,8507	86,7155	1,3408
Bruxelles...	60,5817	33,32	6,0541	24,0396	20,6012	—	18,7758	2,7667
Reims...	60,4522	32,82	6,0486	23,7826	20,6155	—	18,7821	2,7636
Amsterdam...	3,3148	1,8266	33,1280	131,53	112,723	5,4716	—	1,5138
Amsterdam...	3,3054	1,7945	33,0722	130,63	112,719	5,4671	—	1,5105
Milan...	218,636	1226	218,83	808,887	744,609	36,1438	684,56	—
Milan...	218,73	1198	218,83	808,887	744,63	36,0974	683,62	—
Tokyo...	265,387	137,35	26,5158	97,3433	81,4983	4,0492	74,081	0,1703
Tokyo...	264,709	136,65	26,4812	97,8217	81,8354	4,0436	76,1997	0,1702

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 mars, 4,0789 F contre 3,9707 F le vendredi 15 mars.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Eclaircie en Europe

Après la Banque d'Espagne la semaine dernière, la Banque de France et la Banque d'Angleterre ont abaissé leur taux d'intervention cette semaine, confirmant le sentiment de détente qui flottait dans l'air : un véritable printemps ! La Banque de France, qui avait maintenu son taux directeur à 10 %, a baissé le sien à 9 %, et retiré 15 milliards de francs du marché. Audacieux mais point téméraire, il avertissait les opérateurs que l'assouplissement était symbolique.

Accueil médiocre

Certes, Madrid avait cédé aux pressions, sans aucun effet, il est vrai, mais il restait le mark. Lundi donc, cédant prudemment à l'insistance de la rue de Bercy, la Banque de France s'exécute... et le franc montait les jours suivants (voir en rubrique « devises et or »), ce qui prouve bien qu'une baisse des taux d'une banque centrale, lorsque les données fondamentales du pays sont bonnes (inflation, déficit budgétaire) est considérée par les milieux financiers internationaux comme une preuve de confiance dans la monnaie.

A la veille du week-end, enfin, pour la troisième fois depuis le 1^{er} février, la Banque d'Angleterre abaissait son taux d'intervention, ramené à 12,5 %, contre 14 % il y a un mois, ce qui faisait plutôt monter la livre sterling.

A Paris, la diminution du taux directeur de la Banque a été très médiocrement accueillie, dans la mesure où elle était largement anticipée, déjà incluse dans les cours (9 1/8 % à 9 1/4 % avant la mesure),

peu généreuse (un quart de point) et insuffisante pour compenser la hausse des taux allemands à court terme (9 % actuellement). De plus, l'institut d'émission élargissait le « chenal » d'évolution du loyer de l'argent, porté de trois quarts de point à un point, puisque le taux des pensions à très court terme restait fixé à 10 %, et retirait 15 milliards de francs du marché. Audacieux mais point téméraire, il avertissait les opérateurs que l'assouplissement était symbolique.

Mais les symboles sont importants et, dans le cas présent, il est bien clair que tout raffermissement du franc vis-à-vis du mark, processus déjà amorcé, tend à la Banque de France un peu de sa liberté de manœuvre. Cela signifierait la poursuite de la baisse des taux à court terme ; quant au long terme, il dépend, encore, de la tenue des obligations allemandes (BUNDS) dont le rendement s'est élevé à 8,45 %, en raison de la baisse du mark et des propos alarmistes de M. Poehl.

L'évolution du MATIF reflète bien cet espoir diffus, le cours de l'échéance juin remontant à 105,20, après avoir fléchi de 105,60 à 104,60. De son côté, le rendement de l'OAT 10 ans a subi l'influence allemande, passant de 8,95 % à 9,13 % environ.

Bon succès également pour le Gaz de France (1 milliard de francs), en dépit d'un coupon moins élevé (9,10 % nominal et 9,23 % réel) avec

le même Crédit agricole. Les 550 millions de francs de COFIROUTE ont été enlevés presque, sous la conduite de la Société générale, grâce à un très bon coupon de 9,70 %, tandis que FINANSER plaçait sans problème aucun emprunt de 500 millions de francs à 9,40 % nominal et 9,32 % réel, assorti, il est vrai, de la très rare garantie de l'Etat, dont cet émetteur continue à bénéficier.

D'autre part, FLORAL, deuxième signature du Crédit local de France (groupe de la Caisse des dépôts), a lancé une émission obligatoire de 500 millions de francs, sur huit ans, sans coupon mais avec indication sur l'indice CAC 40 des actions françaises. Au bout de huit ans, FLORAL remboursera le capital initial, plus 115 % de la croissance de l'indice CAC 40 sur les huit ans, avec pour plafond huit fois le capital initial, soit un rendement maximum de 29,70 % par an. Le porteur aura la possibilité de se désengager à partir de la cinquième année par échange avec des obligations à taux fixe, en tenant compte de la progression de l'indice CAC 40. Véritable « coupon zéro », cette émission, dirigée par la Caisse des dépôts et Bankers Trust, offre pour la première fois à l'ensemble des investisseurs du marché domestique, institutionnels, OPCVM et particuliers, la possibilité de s'intéresser à l'évolution de l'indice par le biais d'obligations.

Le Trésor a lancé sa première opération de rachat, contre espèces, de titres de la dette publique, sous forme d'une adjudication « à l'envers », proposée aux détenteurs de bons en compte courant à intérêt annuel (BTAN) sur trois lignes. Un programme de rachat a été élaboré, on le sait, afin de diminuer la charge financière de la dette publique, notamment par l'amélioration de la liquidité des titres d'Etat, de « liasser » le profil de trésorerie de l'Etat, pour obtenir une plus grande régularité de ses appels au marché et d'allonger la durée moyenne de la dette publique.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

La hausse dans le marc de café

Qui est capable de prévoir l'évolution des prix du café dans les cinq années à venir ? Personne, sauf les experts londoniens de l'Economist Intelligence Unit (EIU), qui estiment qu'au cours des cinq prochaines campagnes le marché va nettement se redresser. A y regarder de plus près, le pronostic est somme toute peu risqué, la règle d'usage voulant qu'après être tombés si bas les prix du grain noir ne peuvent que remonter. Mais comment être si affirmatif pour une matière première dont la demande soluble semble avoir atteint ses limites, celle-ci apparaissant de surcroît inélastique aux prix ?

D'après l'EIU, la consommation devrait dépasser la production exportable dans un proche avenir. Les prix passeront alors d'une moyenne de 69,1 cents la livre en 1989-1990 à 100 cents la livre en 1995-1996. Les experts londoniens estiment que la grave crise du café en 1989-1990 a incité de nombreux planteurs à réduire sensiblement l'usage des engrais et des pesticides. Ces intrants se paient en effet en devises et grèvent les balances des pays producteurs, à un moment où les revenus tirés des exportations de café diminuent. Pour l'actuelle saison, la production exportable devrait reculer de 5 % et s'établir à 71,3 millions de sacs de 60 kilos. Les importations, poursuit l'Economist Intelligence Unit, s'inscriront cette année en baisse de 11 %, les consommateurs ayant tendance à puiser dans les stocks considérables amassés depuis l'effacement de l'accord international en juillet 1989.

A partir de 1991-1992, la tendance pourrait s'inverser avec une production exportable de 77,4 millions de sacs, qui sera inférieure à la consommation attendue de 79,3 millions de sacs, en progression de 12 %. « Les importations seront supérieures à la production exportable pendant quatre des cinq prochaines saisons, précise le rapport de l'EIU, et les stocks des producteurs diminueront de plus de cinq millions de sacs entre septembre 1991 et septembre 1996, passant de l'équivalent de 10,4 mois de consommation à 8,5 mois ».

PRODUITS	COURS DU 15-3
Café h. z. (London) Trois mois	1 344 (+ 33) Livres/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 512 (- 30) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	9 180 (+ 500) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mai	296 (- 5) Dollars/tonne
Café (London) Mai	596 (+ 40) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 119 (- 43) Dollars/tonne
Biz (Chicago) Mai	283 (+ 8) Cent/boisseau
Mais (Chicago) Mai	253,75 (+ 4,75) Cent/boisseau
Soja (Chicago) Mai	166 (+ 8,7) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La consommation européenne s'accroît

Les projections d'accroissement de la demande portent peu sur les Etats-Unis, où les consommateurs s'inquiètent des effets possibles du café sur leur santé, les boissons fraîches non alcoolisées exerçant en outre une concurrence sur ce marché. Le café devrait en revanche être davantage apprécié au Japon et en Extrême-Orient. Quant à la consommation européenne, qui pourrait globalement augmenter de 11 % dans les cinq prochaines années, elle enregistrera ses plus fortes progressions dans les pays sud de la Communauté, comme l'Espagne et l'Italie. Elle sera plus faible en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

Ces prévisions peuvent paraître optimistes au vu de la situation qui prévaut depuis deux ans sur le marché du café, caractérisé par des surplús considérables (quelque 10 millions de sacs entreposés en Europe et

aux Etats-Unis) et la quasi-absence de stratégies commerciales constructives de la part des pays exportateurs. Les tensions psychologiques qui ont précédé le déclenchement de la guerre du Golfe ont toutefois montré que les consommateurs pouvaient entrer dans des cycles d'achats irrationnels. Les ventes de café en France sont ainsi passées d'un indice hebdomadaire de 100 à 148 au dernier trimestre de 1990.

On constate aussi que nombre de planteurs, découragés par la faiblesse des prix, ont tendance soit à pratiquer la réduction de leur production, soit à seigner avec moins d'attention leurs cafetiers, au total à produire moins. Entre mars et juillet, les professionnels considèrent que 8 millions de sacs de robusta seront consommés dans le monde, pour une sortie des ports brésiliens, ivoriens, indonésiens, vietnamiens et autres évaluée à 6 millions de sacs. En Côte d'Ivoire, le financement manque pour l'achat de 100 000 tonnes, soit environ la moitié de la récolte.

Au Brésil, les surfaces de cafetiers plantées dans l'Etat de Sao-Paulo pourraient diminuer cette année de 10 %. Un désastre apparaît inévitable et, avec lui, une remontée au moins légère des prix à court terme. L'avenir à plus longue échéance ne peut être décrit avec assurance que par les lecteurs avides du marc de café. Il reste que cette matière première demeure cruciale dans nombre de pays d'Amérique latine et d'Afrique.

Les exportations d'arabica ont ainsi rapporté en 1990 1,4 milliard de dollars à la Colombie, ce montant dépassant pour la première fois celui tiré par le Brésil de la même activité (1,3 milliard de dollars). Les professionnels de Bogotá attribuent cette percée à l'offensive commerciale lancée vers l'étranger (en Asie notamment) par le gouvernement colombien après l'effacement de l'accord international. La Colombie a glané 1,4 milliard de dollars en exportant 13,9 millions de sacs, alors que le Brésil, tout en écoulant un plus gros volume (17 millions de sacs) a tiré un moins bon parti des prix.

ERIC FOTTORINO

Tirs à la carabine sur les CRS

Regain de tension à la Réunion

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre correspondant

Le climat s'est alourdi à la Réunion, vendredi 22 mars au soir. Des affrontements ont opposé des petits groupes de manifestants aux forces de l'ordre qui, pour la première fois, ont essuyé des tirs de carabine.

La journée avait pourtant été calme, comme d'habitude. M. Mitterrand qui est arrivée dans l'île jeudi, a rencontré, au Chaudron, une délégation de ce quartier où ont commencé les récentes émeutes. La population a accueilli chaleureusement l'épouse du président de la République. Des jeunes, des mères de famille lui ont demandé de faire libérer les « émeutiers » emprisonnés et d'intervenir auprès du président de la République pour la protection de Télé Free-DOM.

Les jeunes du Chaudron, en présence du maire adjoint - et aussi des CRS - ont organisé une conférence de presse. « On

veut la paix au Chaudron, et on ne veut plus des gens extérieurs qui viennent faire monter la pression, qu'ils soient casseurs d'autres quartiers ou CRS », ont-ils dit.

Mais, un peu plus tard, à Bel-épierre, quartier des hauteurs de Saint-Denis, la maison du directeur de RFO-Réunion, M. Jean-François Roussy, a été attaquée à coups de galets. Les forces de l'ordre qui voulaient dégager les lieux ont été accueillies, pour la première fois, par des tirs de carabine 22 long rifle. Pour la première fois également, les policiers étaient armés de fusils à pompe, revêtus de gilet pare-balles et autorisés à faire usage de balles en caoutchouc. Simultanément, au Camélia, des groupes de dix à vingt personnes s'attaquaient aux forces de l'ordre avec des galets et des cocktails Molotov. Des manifestants circulaient avec des bidons d'essence et certains défilèrent les forces de l'ordre, le sabre à la main. (Interim.)

Les suites de la campagne législative

Un mystérieux cambriolage à Lyon

M. Bernard Botton, gendre de M. Michel Noir, le maire de Lyon, et candidat soutenu par le RPR à l'élection législative partielle des 27 janvier et 3 février derniers dans le 3^e arrondissement du Rhône, a fait état, jeudi 21 mars, d'un cambriolage selon lequel le cambrioleur de sa permanence, quatre jours avant le premier tour, aurait été commandité par un membre de l'entourage de M. Noir.

La presse locale fait état de cette affaire, samedi 23 mars. Le service régional de police judiciaire de Lyon a été saisi vendredi par le parquet et chargé d'une enquête préliminaire, avant l'éventuelle désignation d'un juge d'instruction.

L'affaire, pour le moment, n'est étayée, sur le plan de l'enquête, que par le témoignage d'un seul homme, et par une cassette reproduisant une conversation entre ce témoin et l'un des auteurs supposés du cambriolage. Ce témoin met en cause une société lyonnaise spé-

cialisée dans la sécurité, ainsi que le chef de cabinet de M. Noir à la mairie de Lyon et à la communauté urbaine, M. Bernard Sarroca, qui qualifie cette affaire de « mauvais roman d'espionnage ». Le témoin a adressé son témoignage, par écrit, au procureur de la République.

M. Michel Noir :
« une affaire de haine
personnelle »

Interrogé, samedi 23 mars, en fin de matinée sur l'antenne de FR 3 Rhône-Alpes à propos des révélations de M. Bruno Ortega, M. Michel Noir a déclaré qu'il s'agit d'une « affaire à dormir debout, d'un mauvais roman policier. (...) J'ai envie de dire : j'ai une totale confiance en Bernard Sarroca. Je ne souhaite à personne d'avoir un tel gendre. Pierre Botton n'est plus l'homme que j'ai connu. C'est une affaire de haine personnelle ».

Les conséquences de l'opération « Tempête du désert »

Le Congrès américain a adopté
un projet de loi réduisant les aides à la Jordanie

Le Congrès américain a adopté, vendredi 22 mars, un projet de loi qui réduit l'aide américaine à la Jordanie mais permet au président de la rétablir si cela favorise le processus de paix au Proche-Orient.

Les parlementaires ont aussi approuvé un projet qui prévoit le déblocage de 15 milliards de dollars pour couvrir les frais de l'opération « Tempête du désert ». Ces deux documents sont des compromis entre des formules adoptées un peu plus tôt par le Sénat et la Chambre des représentants. Ils ont été transmis au président George Bush afin qu'il les signe.

L'administration Bush s'était vivement opposée à un projet de réduction de l'aide à la Jordanie adopté cette semaine par le Sénat. Il portait sur 35 millions de dollars d'assistance économique et 20 millions de dollars d'aide militaire pour l'exercice fiscal en cours, mais n'affectait pas l'aide humanitaire.

Selon le document amendé, le chef de la Maison Blanche pourra rétablir l'aide à Amman s'il certifie au Congrès que la Jordanie a pris des mesures pour faire progresser le processus de paix au Proche-Orient, ou que l'octroi d'une assistance à la Jordanie serait bénéfique au processus de paix.

Le projet relatif à l'opération « Tempête du désert » interdit les ventes, les crédits ou les garanties portant sur des articles militaires « à tout pays qui a pris l'engagement d'apporter une contribution aux coûts de l'opération « Tempête du désert » et n'a pas rempli ses engagements ». Les milieux officiels américains comptent sur 53 milliards de dollars de contributions promises par les alliés pour couvrir la totalité du coût, pour les États-Unis, de la guerre du Golfe.

Les 15 milliards sur lesquels porte le deuxième projet de loi adopté vendredi répondront aux besoins immédiats et combleront

ce que les contributions alliées pourraient ne pas couvrir. L'administration Bush a par ailleurs informé le Congrès qu'elle entendait vendre pour 919 millions de dollars de pièces détachées militaires et autres à l'Arabie saoudite, et vendre une nouvelle batterie de missiles Patriot à Israël pour 350 millions de dollars, a annoncé le département de la défense. (Reuter.)

O Le roi Hussein de Jordanie à l'Élysée le 29 mars. - Le roi Hussein de Jordanie sera reçu le 29 mars à Paris par M. Mitterrand, a-t-on annoncé vendredi 22 mars à l'Élysée. Le souverain jordanien aura un entretien avec le président français, qui sera suivi d'un déjeuner. Les deux chefs d'État s'étaient rencontrés en septembre et en novembre 1990 pour tenter de trouver une issue pacifique à la crise du Golfe.

Une déclaration de M. Pierre Joxe

La constitution d'une Europe
de la défense prendra du temps

« La constitution d'une véritable identité européenne en matière de défense prendra du temps », estime le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, dans un entretien accordé aux rédacteurs de la lettre mensuelle interne Objectif Défense, qui est publiée par le SIRPA au profit des « patrons » d'unités dans les trois armées. « Pour commander, explique-t-il, il faut une autorité unique qui n'existe pas à l'heure actuelle au plan européen. Avant cela, il faut aussi une entente politique sur les buts à poursuivre, surtout en temps de crise ».

« D'ici là, nous devons favoriser, de façon pragmatique, tous les rapprochements entre responsables militaires de nature à faire progresser une conception commune de la défense ainsi que les projets concrets répondant à des besoins déjà recensés », ajoute M. Joxe, qui cite en exemple, à nouveau, le domaine spatial, où la France, l'Espagne et l'Italie se sont associées pour la mise au point de satellites d'observation.

Le ministre de la Défense considère que les partenariats privilégiés de la France, en matière de coopération en Europe, sont l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne.

« Nous aurons, dans la décennie qui vient, à répondre aux espoirs suscités par la fin de la guerre froide. Cet événement est porteur de promesses, mais aussi de risques. Il nous appartient, dès cette année, de préparer les choix qui permettront à la France de contribuer activement à la définition d'un nouvel ordre international fondé sur le droit, le règlement négocié des conflits et le non-recours à la force », conclut M. Joxe, qui estime, après le rétablissement de la souveraineté du Koweït sur décision des Nations unies, qu'il s'agit de témoigner de « la même résolution politique et diplomatique pour obtenir l'application du droit international à l'égard d'Irak et du Liban, et bien sûr des Palestiniens ».

Décès du cuisinier Jacques Manière

Le chef cuisinier Jacques Manière est mort, vendredi 22 mars, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-huit ans.

Pour bien des gourmets, son nom restera celui du chef qui créa le restaurant *Dodini Bouffant*. Pour quelques-uns qui suivirent ses péripéties, il fut le cabochard inspiré, le chef enthousiaste, l'ami indéfectible. Je le connaissais depuis ses débuts, dans un bistrot de Pantin quelque peu délabré, ce qui lui valut une empoignade avec le Michelin qui, même au faite de sa carrière, lui mérita les étoiles. C'est un souper

de général de l'Olympie, donné par Bruno Coquatrix, sur mes conseils, qui livra son nom aux médias. Bientôt, il s'installait sur le boulevard Saint-Germain, refaisant le fameux pot-au-feu Dodini Bouffant, de Marcel Rouff, alternant les aristocratiques pampilles de truffes et la simple tourtière de salais.

Rieur et coloré tout ensemble, sachant raison garder jusqu'à ses plats les plus originaux, mais ajoutant tout son savoir aux classiques les plus respectables. Manière ? Un grand serviteur de la cuisine française n'est plus. Nous perdons elle et moi un ami.

COURTINE

La mort d'un jeune voleur de voiture à Liévin (Pas-de-Calais)

Le « geste malheureux » du policier Pluta

Un sous-brigadier de police de Liévin (Pas-de-Calais), Jean Pluta, âgé de quarante-neuf ans, a été inculpé, vendredi 22 mars, de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner par un juge d'instruction de Béthune, M. Benoît Parsyn. Dans la nuit de mercredi à jeudi, le policier avait ouvert le feu sur un mineur âgé de seize ans, le tuant sur le coup, alors que celui-ci tentait de lui échapper à bord d'une voiture volée.

« Il aurait pu tirer dans les pneus, dit la grand-mère de Patrick. Un gamin de seize ans et demi, vous rendez compte ? Patrick, c'était un fils d'un chauffeur-magasin, avait mal tourné après avoir arrêté l'école malgré son rêve de « faire l'horticulteur dans un jardin public ». Patrick, déjà inculpé pour une affaire de vol avec violence, déjà repéré par les services de police et les éducateurs, a vécu en dernière équipe sauvage, jeudi 21 mars, à trois heures, à bord d'une voiture volée.

La balle s'est fichée dans la nuque, Patrick s'est écroulé sur le volant et la voiture a roulé quelques mètres encore, le temps de s'affaisser lentement dans un fossé, de permettre aux deux passagers d'infortune d'ouvrir les portières, de s'enfuir et de laisser le policier et sa victime dans un têt-à-tête ahuri.

Le « mauvais
reflexe »

La soirée avait commencé à Liévin, à bord d'une Peugeot 505 volée. Les trois garçons, âgés de quinze ans, seize ans et dix-sept ans, avaient alimentés en essence en oubliant de payer la note à la station-service. Ils croyaient en leur chance quand, surpris par des policiers en flagrant délit d'un autre mauvais coup - la tentative de vol d'une deuxième voiture, selon le rapport d'enquête - ils parvinrent à égarer les sirènes et les gyrophares qu'ils précédaient dans leur course folle.

Pour être se sont-ils réjouis un peu trop vite, ignorant sans doute l'usage policier des liaisons radios. Aussi roulaient-ils seuls, leurs poursuivants ayant lâché prise. Mais quand ils atteignirent Bully-les-Mines, une commune avoisinante, ils virent à nouveau des policiers. Et quand ils firent demi-tour vers Liévin, ils

retombèrent dans une impasse sans-
sichère.

A bord d'une voiture de patrouille, le sous-officier Jean Pluta avait entendu les messages. Il attendait la voiture, debout au milieu de la chaussée. Quand celle-ci arriva en trombe, le sous-brigadier dut reculer de quelques pas afin d'échapper à sa trajectoire, si l'on en croit les premiers éléments de l'enquête confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN).

« Pour des raisons qu'il n'explique pas, il a eu un mauvais réflexe. Il a tiré, il dit qu'il n'a pas cherché à viser quelqu'un, ni quelque chose, précise M. Jean-Dominique Sarroca, procureur de la République de Béthune. C'est une faute grave, ce n'est peut-être pas une bavure au sens communément admis. Le dispositif policier mis en place était le bon. Il y a eu ce geste malheureux, cette initiative individuelle ».

Jean Pluta a été placé sous contrôle judiciaire. Sa mise en liberté est assortie d'une interdiction d'exercer ses fonctions de policier, de rencontrer ses collègues, de fréquenter le commissariat et de résider dans la circonscription de Liévin. Les deux compagnons de Patrick, qui avaient réussi à rentrer chez leurs parents, ont été interpellés vendredi matin au saut du lit. L'un d'eux est inculpé de recel, pour la voiture volée.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

La villa
de M. Jacques Médecin
« résidence officielle
de la République »

Vingt-quatre heures après la vente aux enchères infructueuse de la villa de M. Jacques Médecin, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, a annoncé, vendredi 23 mars, à Nice, que l'Etat se portait acquiescent de la maison de l'ancien maire (CNI) de la ville « pour en faire une résidence officielle de la République » (le Monde du samedi 24 mars).

« Après tout, a déclaré M. Charasse, c'est une belle maison. Elle va donc entrer dans le patrimoine de l'Etat. » G.P.

Le chômage dans la CEE a été stabilisé en janvier. - En janvier, le taux de chômage par rapport à la population active était estimé à 8,4 % dans les douze pays de la Communauté, selon les statistiques publiées par Eurostat. Alors que l'on comptait 14,4 millions de demandeurs d'emploi, en données brutes, en décembre dernier, ce chiffre correspond à une stabilité sur les six derniers mois et à une baisse de 0,1 point par rapport à janvier 1990. Par État membre, la situation est toutefois plus contrastée. La Grande-Bretagne enregistre une hausse, passant de 6,3 % à 7,2 % en un an, l'Irlande connaît une nouvelle augmentation, après une baisse de 2,4 points entre 1987 et 1990, le Danemark retrouve une diminution, qui fait suite à une longue période d'aggravation. Dans l'ancienne RFA, le taux diminue de 0,5 point, mais on comptait officiellement sept cent cinquante-sept mille inscrits dans les cinq nouveaux Länder et à Berlin-Est, en janvier 1991.

Baisse attendue de 7 % de la production mondiale de blé en 1991-1992. - La production mondiale de blé va diminuer de près de 7 % la saison prochaine (juillet 1991-juin 1992) par rapport au record atteint en 1990-1991, passant de 595 à 555 millions de tonnes, estime le Conseil international du blé (CIB) dans son dernier rapport, publié le 21 mars à Londres. La forte reconstitution des stocks enregistrée cette saison sera probablement de courte durée, car la consommation, bien que stagnante par rapport à 1990-1991, dépassera la production de 15 millions de tonnes. La production enregistrée une progression remarquable, de 9,5 % cette saison par rapport aux 543 millions de tonnes récoltées en 1989-1990, et le CIB a attribué le revirement attendu la saison prochaine à une réduction substantielle des surfaces emblées aux États-Unis et en URSS.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a vingt ans, l'éclatement du
Pakistan 2

ÉTRANGER

Violences aux États-Unis
La police sur la soif 4La guerre civile en Éthiopie
Les rebelles nordistes progres-
sent vers Addis-Abeba 5

POLITIQUE

Solidarité
entre les communes
Les députés adoptent le projet de
gouvernement 7Statut de la Corse
Les sénateurs s'opposent à une
refonte des listes électorales
dans l'île 7Changement
de majorité en Polynésie
M. Flosse et M. Vernaudeau se
partagent le pouvoir 8

SPORTS

Football
La sélection française pour
France-Albanie 10

CULTURE

Paris, capitale de la mode
La présentation des collections
de prêt-à-porter féminin de
l'hiver 91-92 : une tendance plus
mécanique qu'euphorique 11Horst, photographe
de l'élégance
Un entretien avec l'artiste alle-
mand à l'occasion d'une expo-
sition à Paris 11

HEURES LOCALES

La nouvelle croisade des Albi-
geois • La montée en puissance
des missions locales • Des élus
voient réveiller l'axe Centre-Eu-
rope-Atlantique 13 à 15

ÉCONOMIE

La réforme bancaire
aux États-Unis
Les établissements étrangers
sont inquiets 17Paribas se renforce
dans les matériaux
de construction
La société financière lance des
OPE sur Poliet et Ciments fran-
çais 17

Revue des valeurs 18

Changes, Crédits
Grands Marchés 19

Services

Abonnements 2

Carnet 16

Météorologie 16

Mots croisés 10

Radio-Télévision 16

Spectacles 12

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LMLe numéro du « Monde »
daté 23 mars 1991
a été tiré à 531 370 exemplaires.